

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

MADAGASCAR ET LA CRISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le
31 mai 1934, à 14 heures

PAR

M. ANDRÉ PRUNIÈRES

H.E.C. 25

Docteur en Droit

Avocat stagiaire à la Cour de Paris

PRÉSIDENT : M. RENÉ MAUNIER.

SUFFRAGANTS : M. PERREAU.
M. ROCHE-AGUSSOL.

NOUVELLES ÉDITIONS LATINES

21, Rue Servandoni, Paris (6°)

1934

UNIVERSITE DE PARIS
FACULTE DE DROIT

MADAGASCAR ET LA CRISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
en Droit
présentée par
M. LAFITE

M. LAFITE
Docteur en Droit
Ancien élève de l'École de Droit

PRÉSIDENT : M. LAFITE
SOUHAISANT : M. LAFITE
M. LAFITE

M. LAFITE
M. LAFITE

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

MADAGASCAR ET LA CRISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le
31 mai 1934, à 14 heures

PAR

M. ANDRÉ PRUNIÈRES

H.E.C. 25

Docteur en Droit

Avocat stagiaire à la Cour de Paris

PRÉSIDENT : M. RENÉ MAUNIER.

SUFFRAGANTS : M. PERREAU.

M. ROCHE-AGUSSOL.

NOUVELLES ÉDITIONS LATINES

21, Rue Servandoni, Paris (6°)

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Notre Colonie de l'Océan Indien a souffert et souffre encore de la crise. La baisse brutale des cours a réduit le pouvoir d'achat des indigènes et mis en difficulté de nombreuses exploitations.

De par sa situation géographique, Madagascar a une individualité propre. Son étendue, la variété de ses climats et de ses régions donnent à son Economie une grande souplesse.

Il nous a paru intéressant d'étudier les transformations opérées dans la vie économique de cette colonie au cours de ces dernières années.

Dans une première partie nous avons exposé quels étaient en 1928 les principaux produits du sol et du sous-sol malgache, les défauts qu'ils présentaient, les principales sociétés exploitantes et l'œuvre entreprise par le gouverneur général Olivier.

Dans la seconde partie nous nous sommes efforcés de montrer que la crise avait été dure pour ce pays neuf, en plein effort constructif, mais que les mesures prises sous l'énergique impulsion du gouverneur général Cayla pour diriger l'Economie, avaient donné des résultats appréciables.

Madagascar a été une sorte de terrain d'application des méthodes préconisées en économie politique pour remédier aux crises. L'Administration s'est efforcée par des moyens énergiques d'adapter aux besoins métropolitains les productions malgaches, de sélectionner et de revaloriser les produits du cru, de stimuler l'activité économique.

Les particuliers ont certainement bénéficié de ces mesures, mais admettent mal l'ingérence de l'Administration dans leurs affaires; ils apprécient les commodités

que leur apporteront les grands travaux entrepris dans l'île, mais s'inquiètent des impôts nouveaux, qu'ils seront probablement obligés de supporter dans l'avenir.

L'Histoire est un éternel renouvellement. Il est curieux de faire un rapprochement entre la crise actuelle et celle dont parlait le général Galliéni dans sa correspondance.

Vers le milieu de 1902 des bruits commencèrent à circuler que les affaires n'allaient pas, que les transactions étaient de plus en plus rares et que les fournisseurs avaient de grandes difficultés à payer. Quelques mois après des maisons indigènes importantes disparurent. A la fin de l'année il y eut trois grosses faillites, puis en 1903 une cascade de petites. « A la fin de 1903, si les commerçants français ou des banques tiers-porteurs des effets avaient voulu obliger les maisons indigènes à tenir leurs engagements sous peine de mise en faillite, on aurait assisté à un krach formidable, car pas une maison, même la plus forte, n'aurait été capable de tenir ses engagements à l'échéance (1). »

Cette crise provenait essentiellement des crédits exagérés accordés aux indigènes et aux Indiens par les sociétés commerciales européennes se faisant une concurrence acharnée. Bénéficiant de paiements à 120 et 180 jours, les commerçants locaux avaient constitué des stocks exagérés; quand ils se rendirent compte de la difficulté de vendre, beaucoup s'éclipsèrent ou liquidèrent à vil prix.

Un auteur de cette époque (1) attribue bien moins le malaise économique à l'imprévoyance et aux découverts exagérés des firmes européennes qu'à des causes secondaires telles que le renchérissement de la vie, « les lourds impôts » et même la construction du chemin de fer Tananarive Côte Est!

Au cours de ces dernières années, nous retrouvons cette même mentalité d'avant crise, puis de crise.

Le perfectionnement du Crédit a permis la constitution de nombreuses sociétés, dont beaucoup n'étaient guère viables. La crise venue et la première stupeur passée, les divers groupements s'efforcent d'expliquer les causes du malaise à leur manière et réclament les remèdes les plus conformes à ce qu'ils estiment être leur avantage, sans trop se préoccuper de l'Intérêt général.

(1) HIXE : *La crise économique de Madagascar.*

L'étude de ce qui s'est passé dans ce vase clos qu'est Madagascar nous semble pouvoir faire comprendre mieux les problèmes qui se posent dans les grandes nations européennes.

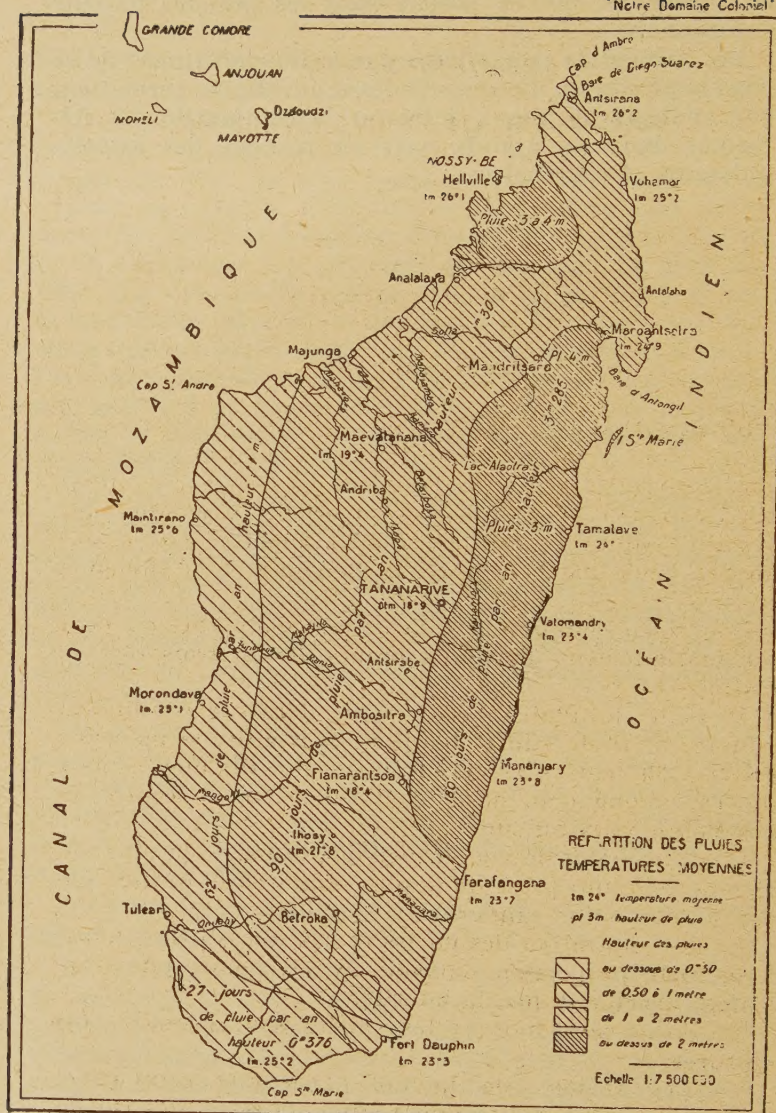
Les difficultés rencontrées par le Gouvernement de ce pays neuf, dès qu'il entreprit des innovations, permettent par analogie de mieux entrevoir la complexité des Réformes dans les grands pays où règnent des intérêts puissants et centenaires.

Il est évident que les difficultés rencontrées par le Gouvernement de ce pays neuf, dès qu'il entreprit des innovations, permettent par analogie de mieux entrevoir la complexité des Réformes dans les grands pays où règnent des intérêts puissants et centenaires.

Il est évident que les difficultés rencontrées par le Gouvernement de ce pays neuf, dès qu'il entreprit des innovations, permettent par analogie de mieux entrevoir la complexité des Réformes dans les grands pays où règnent des intérêts puissants et centenaires.

Il est évident que les difficultés rencontrées par le Gouvernement de ce pays neuf, dès qu'il entreprit des innovations, permettent par analogie de mieux entrevoir la complexité des Réformes dans les grands pays où règnent des intérêts puissants et centenaires.

Il est évident que les difficultés rencontrées par le Gouvernement de ce pays neuf, dès qu'il entreprit des innovations, permettent par analogie de mieux entrevoir la complexité des Réformes dans les grands pays où règnent des intérêts puissants et centenaires.



PREMIERE PARTIE

MADAGASCAR AVANT LA CRISE

CHAPITRE PREMIER

La Grande Ile

L'Ile de Madagascar s'allonge sur 1.580 kilomètres du nord au sud, en plein Océan Indien, à environ 11.000 kilomètres de Marseille. Sa longueur de l'est à l'ouest est d'environ 580 kilomètres. Sa superficie, y compris les îles qui l'entourent, est de 627.327 kilomètres carrés, soit un peu plus que la France, la Belgique et la Hollande réunies.

Pour bien comprendre l'Economie malgache, on peut schématiquement diviser la grande île en trois régions distinctes :

1° Celle du Plateau central, de nature cristalline et pauvre, mais de climat tempéré. Son altitude moyenne est de 1.200 mètres, réserve faite des massifs montagneux du Tsaratanana au nord, de l'Ankaratra au centre, et des Vohimainty au sud.

C'est, au point de vue géologique, la partie la plus ancienne, celle qui présente le plus d'intérêt en ce qui concerne l'extraction minière.

La décomposition des gneiss et des micashistes, jointe à la forte proportion d'oxyde de fer, donne une terre rouge caractéristique, la latérite.

Seuls les bas-fonds et les vallées sont propices aux cultures.

2° Les régions de la Côte Orientale comportent d'étroites bandes de terrains sédimentaires et des vallées très fertiles. Leur climat est chaud et humide, par suite de la condensation de la vapeur d'eau poussée par les alizés contre la chaîne cristalline. C'est la terre d'élection des cultures riches, telles que le café et la vanille.

3° Les plaines sédimentaires de la Côte Occidentale s'étagent depuis le Plateau Central jusqu'au Canal de Mozambique. Leur climat est chaud et sec, sauf dans les régions nord-ouest du Sambirano et de la Mahavavy.

Il est bon de noter que la Côte Est, marécageuse, n'offre aucun port naturel; des barres dangereuses y sont provoquées par les bancs de sable et de corail. Il existe heureusement, entre Tamatave et Vangaindrano, des lagunes séparées par des seuils, les « pangalanes », dans lesquels on a aménagé un canal.

La Côte Ouest, au contraire, est découpée; on hésite toutefois à engager de gros frais pour l'aménagement des ports de Tuléar et Morondava, étant donné le faible trafic de ces régions, mais elles seront dotées d'ici quelques années d'un port moderne dans la rade de Majunga.

Les Comores et l'île de Nosi-Bé sont volcaniques. Leur sol se prête aux cultures riches (vanille, canne à sucre, coprah).

Les régions les plus favorables à la culture sont:

- 1° Les longues plaines étroites de la côte est;
- 2° Certaines plaines de la côte ouest : le Sambirano, la Boïna au sud-ouest de Majunga, le Ménabé ou plaine de la Tsiribihina dans la région de Morondava, les plaines de Tuléar;
- 3° La région du lac Alaotra et la vallée du Mangoro dans le centre.

Cette division sommaire de Madagascar en trois régions a pour but de faire mieux saisir son économie. Dans la réalité, l'île comporte des enchainements cahotiques de montagnes, de plateaux, de vallées et de plaines sédimentaires; des régions et des tribus très différentes les unes des autres.

Les Climats

Les climats sont très différents à Madagascar. Ils varient avec les régions, les saisons, l'altitude et l'état hygrométrique de l'air (1).

Dans l'Est, la température moyenne ne tombe que de 25°8 à 22°4 de la saison chaude à la saison froide; il pleut 180 jours par an et l'état hygrométrique moyen est de 81°.

Dans le Centre, les températures oscillent entre 36° et

(1) Voyez carté p. 8.

22° en saison chaude, 25° et 1° en saison fraîche; il pleut 92 jours par an et l'état hygrométrique de l'air est de 75°.

Dans l'Ouest et la région de Diego-Suarez, les températures sont légèrement plus élevées que dans l'Est; leurs moyennes varient de 27°3 à 26° selon les saisons, mais il ne peut que 62 jours par an et l'état hygrométrique n'est que de 67°.

Dans le Sud, la température se rapproche de celle de l'Ouest, mais il ne peut que 27 jours par an.

Les nombreux cours d'eau rendent toutefois moins marquées ces différences de climat.

Ceux du versant Est sont généralement torrentiels et courts mais d'un débit régulier. Ceux du versant Ouest, par contre, creusent de longues vallées alluvionnaires; leur débit est très irrégulier selon les saisons. Dans le Sud, ils disparaissent dans les sables en nappes souterraines excessivement profondes.

Les Populations

La Grande Ile est très petitement peuplée.

D'après les derniers recensements, il y a à l'heure actuelle dans notre colonie 3.660.000 indigènes, 28.000 citoyens français, européens ou créoles, 10.000 Chinois et Indiens. La densité de cette population est près de 12 fois inférieure à celle de la France métropolitaine.

Cela tient à de nombreuses causes.

Avant la conquête, l'esclavage, les guerres entre tribus, les épidémies de variole et de lèpre, décimaient périodiquement les populations. Des pratiques traditionnelles provoquaient le massacre de nouveau-nés dont le « destin » était contraire à celui des membres de leur famille ou de leurs maîtres.

Depuis notre arrivée, la mortalité, la variole, la syphilis sont en décroissance, grâce à la constitution de l'Assistance Médicale indigène. Par contre, le paludisme, l'alcoolisme et la peste semblent avoir fait de nombreuses victimes, malgré l'effort déployé pour enrayer ces maladies.

La mortalité, dans l'ensemble, est moindre, et la décroissance de la population dans certaines agglomération des plateaux tient surtout au fait que beaucoup de cultivateurs de ces régions émigrent vers les plaines fertiles du Sud-Ouest ou du Sambirano.

Les Malgaches ont la réputation d'être excessivement

paresseux. Sans aller déclarer que cette opinion est mal fondée, il est juste de faire une distinction entre les diverses tribus de l'île, une vingtaine environ, dont les principales sont :

Les Mérinas (plateau central)	910.000
Les Betsiléos (plateau central)	500.000
Les Betsimisarakas (côte est)	453.000
Les Antandroy (sud)	217.000
Les Sakalaves (côte ouest)	214.000
Les Antaimoronas (région de Farafangana) ..	197.000
Les Baras (plateau sud)	183.000
Les Tanalas (plateau central)	186.000
Les Antaisakas (côte est)	134.000
Les Tsimihétis et les Sihanakas (lac Alaotra) .	85.000
Les Mahalafy (sud-ouest)	56.000

Les Mérinas, couramment appelés Hovas, sont les anciens conquérants de l'île; ils habitent sur le plateau de l'Imérina, ayant Tananarive pour capitale.

Leur domination ne remonte guère qu'au règne d'Andrianampoinimérina, au début du XIX^e siècle.

D'après le général Gallieni :

« On leur a reproché d'être fourbes, cupides, cruels et poltrons; ils sont naturellement apathiques. Il n'en est pas moins vrai que, seuls entre les Malgaches, les Hovas ont su se constituer un gouvernement et des institutions (1). »

Les Hovas s'adaptent admirablement et assimilent avec beaucoup de facilité, mais ils n'ont ni initiative ni idées artistiques propres.

M. You, qui a vécu trente années à Madagascar, écrivait en 1930 :

« Ils sont généralement polis, prévenants et dociles envers ceux qui les traitent avec fermeté et justice, mais, comme tous les peuples non encore éduqués, ils deviennent rapidement indisciplinés et arrogants si l'on est injuste et faible à leur égard (2). »

Dans la pratique, les Hovas ont horreur du travail salarié; si quelques-uns d'entre eux cultivent la terre et les rizières, c'est pour leur propre compte; ils sont capables de remplir les cadres des fonctions libérales et font d'excellents fonctionnaires. En général, ils sont écrivains, artistes, marchands ou artisans.

(1) GALLIENI : *Le Guide de l'Immigrant*.

(2) A. YOU : *Madagascar, colonie française*.

Les Betsiléos ont été refoulés par les Hovas sur le plateau situé entre l'Ankaratra et les dernières ramifications des Vohimaity. Ils sont doux, paisibles, robustes, bons travailleurs, mais irréguliers et insoucians.

Ils aiment les travaux des champs, mais préfèrent s'employer chez leurs congénères ou les Hovas nés dans le pays, plutôt que chez les Européens.

Ils tendent à émigrer vers des plaines plus riches et obtenir de petites concessions.

*
**

Les Betsimirakas habitent la côte Est, depuis Vohémar au Nord jusqu'à Mananjary au Sud.

De même que les timides Tsimihétis, ils sont partisans du travail minimum.

Vivant dans des contrées favorisées par la nature, ils n'ont pas à faire de gros efforts pour mettre le sol en valeur.

Leur technique agricole est la suivante: ils mettent le feu à la forêt ou à la brousse, créant ainsi un champ fertilisé par la cendre. Ils construisent à proximité une hutte de bambous. Alors commence l'« exploitation ». Avec de longs bâtons pointus, ils font des trous dans la terre recouverte de cendres et y déposent des grains de maïs ou de riz. Ce travail terminé, enroulés dans leur lamba, ils regardent avec enchantement pousser leur récolte... ou leurs bœufs. Quand les céréales leur semblent mûres, ils invitent leurs amis à venir faire la moisson. C'est une occasion de grandes fêtes.

*
**

Les Antandroy, ou « gens du pays des ronces » habitent un pays désertique dans l'Extrême-Sud. « Grands, bien découplés, bons marcheurs, francs, rieurs, très sympathiques, ils se conforment volontiers aux ordres des chefs blancs (1). »

Beaucoup d'entre eux étaient autrefois pasteurs sédentaires. Le vol de bœufs était, chez eux, une habitude courante. La plaine d'Androy ne fournissait qu'une seule végétation : les rakètes ou figuiers de Barbarie. L'homme vivait de la figue et le bœuf de la feuille. Malheureusement, la cochenille, introduite dans une au-

(1) DELELÉE-DESLOGES : *Madagascar et Dépendances*, p. 54.

tre région de l'île pour détruire les cactus envahissants, est parvenue jusqu'aux plaines d'Androy et a complètement détruit les rakètes. Les Antandroys, qui bien souvent déjà ne mangeaient pas à leur faim, se trouvèrent obligés de trouver un autre mode de subsistance. En 1921, beaucoup se dirigèrent vers la Réunion pour travailler, mais cela ne donna pas de bons résultats.

Certains émigrèrent alors vers le Nord et le Nord-Est de l'île. Un rapport de 1926 semble jeter des doutes sur leur bonne réputation :

« Ils y font preuve de peu de discipline et ne tiennent pas toujours leur parole; on leur attribue de nombreux désordres dans les chantiers et certains vols de bœufs (1). »

Néanmoins, ils constituent une race mieux organisée et aux mœurs moins dissolues que la plupart des autres peuplades de l'île; on peut espérer trouver en eux de bons auxiliaires dans l'avenir, quand ils se seront adaptés à leur nouveau mode de vie.

A l'heure actuelle, ils sont beaucoup mieux nourris. Ce qui leur manque essentiellement, c'est de l'eau pour leurs troupeaux.

Les Mahalafy, plus arriérés que les Antandroy, leur ressemblent beaucoup, mais, n'étant séparés d'eux que par la Ménarandra, ils les haïssent aussi cordialement que des voisins pauvres se peuvent haïr quand il s'agit d'accaparer quelques pâturages.

*
**

Les Sakalaves, eux, sont certainement très paresseux. Cette belle race de guerriers a été gênée dans ses habitudes par l'abolition de l'esclavage. Ils aiment beaucoup leurs bœufs, mais plus encore la boisson. Ajoutez à cela que 60 % d'entre eux sont atteints de maladies vénériennes — maladies qui leur semblent si naturelles qu'ils ne comprennent pas la nécessité de les soigner — et vous comprendrez qu'il n'y a pas grand'chose à attendre à l'heure actuelle de leur concours.

Voici d'ailleurs la triste prédiction que faisait à cette tribu M. Perier de la Bathie, dont l'autorité en matière malgache est incontestée :

« Ils pratiquent des cultures extensives, faites sans

(1) Rapports de M. Jules Fish (nov. 1925-avril 1926).

soin et comme avec dégoût... Il en résulte des périodes de disette qui durent de trois à six mois pas an... Si l'on ajoute à cela les effets habituels de mœurs très dissolues, les maladies vénériennes et la mortinatalité, on comprend pourquoi les Sakalaves disparaissent si vite des régions qu'ils peuplaient jadis: ils n'ont plus d'enfants et leur disparition totale n'est, si l'on n'y porte remède, qu'une question d'années. »

*
**

Les Baras vivent dans la région comprise entre les Vohimainty au nord, les plaines Androy et Mahalafy au sud.

Ce sont avant tout des éleveurs de bœufs.

Ils ont un type négroïde accentué. D'après le duc de Nemours, « cette race pillarde et guerrière, redoutée de ses voisins, a toujours eu une passion qui explique beaucoup de ses actes. Chez les Barras, le bœuf est dieu. Il passe avant tout, avant les femmes et les enfants; l'éleveur bara n'a de soins que pour lui (1) ».

Bien souvent, d'éleveur le Bara se fait voleur de bœufs... le spolié sait d'ailleurs fort bien suivre à la trace les bêtes qui lui ont été prises.

Ce sont d'excellents lutteurs, de grands fumeurs, mais de déplorables ouvriers pour les colons.

*
**

Les Tanalas, en malgache « Hommes des bois », occupent, comme leur nom l'indique, la bande de forêt montagneuse parallèle à la plaine de l'est, depuis l'Onive, au nord, jusqu'au cours moyen de la Mananara, au sud.

Ils sont très robustes, endurants, intelligents. Doués d'un tempérament indépendant et vindicatif, ils ne furent jamais réellement soumis aux Hovas (2).

Pendant longtemps ils détruisirent inconsidérément la forêt pour cultiver des plantes vivrières. Ils sont néanmoins susceptibles de se fixer au sol et de cultiver des produits d'exportation.

*
**

Les Antaimoros ou « gens du littoral » fournissent une

(1) DUC DE NEMOURS : *Madagascar et ses richesses*.

(2) D'après DELELÉE-DESLOGES : *Madagascar et Dépendances*, p. 52.

main-d'œuvre très appréciée. Ils partent généralement de chez eux pour quelques années et s'engagent dans des plantations du Nord et du Nord-Ouest. C'est par fierté qu'ils ne veulent pas travailler devant leurs amis et parents.

Quand ils ont mis de côté un petit pécule, ils achètent des bœufs et retournent au pays natal vivre dans l'oisiveté le reste de leur vie. Toutefois, étant imprévoyants, il leur arrive de dissiper trop vite leur petite fortune. Ils reprennent alors courageusement le chemin du Nord afin d'y louer à nouveau le travail de leurs bras.

Ce sont certainement les meilleurs travailleurs de l'île et les planteurs du Boïna ou du Sambirano gagneraient beaucoup à attirer dans leurs plaines fertiles des familles entières qui s'y fixeraient.

Les Antaimoronas, d'origine arabe, ont un esprit d'indépendance et de famille prononcé. La propriété individuelle et les cultures sédentaires sont devenues la règle dans leur région. Ils entraînent dans cette bonne voie les tribus voisines, telles que les Antaisakas et les Antaifasy.

**

L'archipel des Comores est habité par des populations dont l'aspect et les mœurs sont particulières.

Les unes sont d'origine malago-polynésiennes (les Bushsnen et Mahorès), les autres d'origine africaine (Makoa).

La plupart sont converties à l'Islam.

**

Dans l'ensemble, on doit reconnaître que les indigènes malgaches ne sont pas très ardents au travail; cela tient au climat qui est chaud, à la nature qui est généreuse et leur fournit sans effort leur subsistance; cela tient également à leur standard de vie qui est très bas, et à leur esprit traditionaliste (1).

Mais il ne faut pas non plus être injuste à leur égard car, en fin de compte, ce sont eux qui ont fait les routes, les ports et les chemins de fer; ce sont eux qui cultivent

(1) Cet élément capital du caractère malgache, élément quasi religieux, a été développé par les ethnographes. Faisant une étude économique, nous n'avons cru devoir les dépeindre qu'au point de vue de leur aptitude au travail. Il est bon toutefois de signaler une différence essentielle entre le caractère des Malgaches habitant les Hauts Plateaux, et ceux des plaines : les Merinas et les Betsiléos sont économes et plus disposés à profiter des institutions européennes que les indigènes des autres tribus.

les rizières et les plantations. Des milliers d'entre eux ont leur petite terre, voire leur petite « concession ».

L'Européen a souvent tendance à considérer tout indigène comme une mécanique faite pour travailler le sol. N'est-il pas normal que certains d'entre eux préfèrent garder les troupeaux ou orpailler « à leur fantaisie » ?

Nous concluons donc que la colonisation trouve une grande difficulté dans le fait que la plupart des tribus ont horreur du travail salarié et que les Malgaches, quand ils ne sont pas paresseux, sont généralement des dilettantes, des insouciantes ou des contemplatifs.

Toutefois, il n'y a pas lieu de désespérer pour l'avenir.

On voit à l'heure actuelle les Tanalas se « fixer » dans la région du chemin de fer Fianarantsoa-Côte Est; peut-être arrivera-t-on un jour au même résultat avec les tribus Antandroy et Mahalafy.

La colonisation est une œuvre de longue haleine. Le général Galliéni avait bien compris que le seul moyen de pacifier le pays était le « système de la tache d'huile »; c'est dans un autre ordre d'idées, mais suivant la même méthode, que l'Administration s'efforce de développer le paysanat indigène. Il faudra beaucoup de temps, beaucoup de patience, beaucoup de psychologie, mais on n'a pas le droit de poser en axiome que les Malgaches sont des paresseux de qui l'on ne pourra jamais rien tirer.

CHAPITRE II

LES PRODUITS DU SOL

Madagascar est avant tout un pays agricole.

Les cultures y sont pratiquées soit par les indigènes — 1.219.347 hectares — soit par des colons ou des sociétés anonymes — 151.243 hectares (1).

Si l'on considère que le Gouvernement Général de Madagascar s'efforce de développer encore le petit paysanat indigène, on se rend compte que le gros des cultures est pratiqué par les autochtones et que les colons ou sociétés exploitent surtout des plantations de denrées industrielles ou d'exportation... souvent même déploient la majeure partie de leur activité à collecter et à trier des produits cultivés par les indigènes.

Dans l'ensemble des exportations malgaches, plus de 50 %, tant en valeur qu'en tonnage, sont représentés par les produits agricoles, 25 % par les produits de l'élevage, 13 % par les forêts (1).

Agriculture

Pour nous rendre compte de l'importance de l'agriculture, nous ne devons pas perdre de vue qu'un Malgache, avant de se préoccuper de cultures d'exportation, songe à s'alimenter; pour cela, il cultive son manioc, son riz et élève ou plutôt « regarde pousser » ses bœufs. La nourriture des 3.700.000 indigènes est pour ainsi dire totalement trouvée sur place et sa valeur est certainement bien supérieure à celle des produits alimentaires exportés. Au contraire, en ce qui concerne les produits industriels ou miniers, les chiffres des exportations correspondent en temps normal à ceux de la production.

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent,

(1) DELPON : *L'agriculture à Madagascar*.

Madagascar possède des terrains de natures différentes, situés sous des latitudes et les altitudes variées.

C'est à cette diversité de terrains, d'humidité et de climat que la Grande Ile doit la variété des produits de son cru. La crise actuelle a prouvé que, grâce à la poly culture, son économie peut se modifier très rapidement et s'adapter aux besoins du moment.

Nous allons assez rapidement analyser les principaux produits malgaches en les classant par région.

La Côte Est est la région des cultures riches: *vanille*, *café*, *girofle*. On y trouve également des produits secondaires tels que le coprah et les écorces de palétuviers (tanin) dans la région de Vohémar, du raphia dans l'île de Sainte-Marie et la région de Tamatave, de la cire animale, du manioc dans la région de Mananjary.

Le Centre est propice aux cultures tempérées et subtropicales, telles que le *riz*, le *manioc*, les haricots, le *maïs*, les pommes de terre et les arbres fruitiers.

L'Ouest est favorable à la culture du riz et de la canne à sucre dans la région de Majunga, au pois du Cap dans les régions de Morondava et Tuléar. La palétuvier y réussit tout le long de la côte.

Dans le Sud, la région d'Ambovombé, où il tombe 30 à 40 centimètres d'eau par an, est particulièrement propice à la culture du ricin et de l'arachide.

Le Sambirano et la vallée de la Mahavavy, quoique faisant partie de la région côte Ouest, ont un climat analogue à celui de la côte Est et sont propices à la culture de la vanille et du café.

Pour donner une idée de l'importance respective des produits agricoles malgaches à la veille de la crise, on peut dire que sur un chiffre d'exportation de 483 millions, les peaux tenaient la première place pour une valeur de 105 millions; le raphia la seconde, 62 millions; la vanille la troisième, 46 millions; le café la cinquième, 35 millions, et les pois du Cap la septième, 24 millions (1).

La Vanille

La vanille est une liane à tige cylindrique, pourvue de racines adventives opposées aux feuilles et à l'aide desquelles elle s'attache aux arbustes qui lui servent de support.

Elle exige des terres perméables fortement imprégnées de détritux végétaux.

(1) La sixième place était tenue par le graphite.

Ses fleurs, des espèces d'orchidées, sont éphémères et, en raison de leur conformation spéciale, doivent être fécondées une à une dès leur apparition.

C'est un travail facile mais minutieux.

Le fruit, « la gousse », met environ sept mois pour arriver à maturité et mesure de 15 à 25 centimètres.

La préparation commerciale est simple.

Les colons de la Réunion introduisirent cette liane à Madagascar au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle.

La production s'est accrue sans cesse depuis la conquête.

7 tonnes en 1901, 113 tonnes en 1912, 619 tonnes en 1926, 681 tonnes en 1928.

Le cours de 300 francs atteint en 1925 était si rémunérateur que les indigènes abandonnaient les plantations européennes pour avoir leurs petites exploitations à eux; ils en arrivaient à ne plus savoir que faire de leur argent et achetaient les objets les plus hétéroclites. Malheureusement, les produits qu'ils livraient au commerce étaient bien souvent de qualité inférieure et il en est résulté, outre la surproduction, une dévalorisation du produit, au moment même où la vanilline synthétique d'origine allemande commençait à être fabriquée dans les usines françaises de la région du Rhône.

Les planteurs avertis ne cueillent, en effet, les gousses que lorsque la maturité est parfaite. On le reconnaît à la teinte jaune prise par l'extrémité opposée du pédoncule. Les gousses vertes n'ont aucun arôme; or, dès 1927, dans la fièvre des gains rapides, on vit le marché encombré de lots de vanilles non arrivées à maturité, de vanilles tachées, etc...

La vanille malgache, même en des temps normaux, était fatalement destinée à connaître des heures difficiles. C'est la raison pour laquelle le Gouverneur Général Olivier préconisait dès cette époque un conditionnement du produit.

D'après les renseignements fournis par l'Agence Economique, Madagascar pourrait fournir à elle seule les 1.000 tonnes consommées annuellement dans le monde entier.

Les autres producteurs sont surtout le Mexique, les Indes Néerlandaises et la Birmanie.

Le Café

« Avant la guerre de 1883, des créoles avaient tenté d'introduire sur le versant oriental des caféiers de Bourbon ou « Moka ».

« Des plantations de quelque importance furent même créées, mais, dès les premières récoltes, elles furent totalement détruites par l'Hémiléia vastatrix, sorte de champignon microscopique qui s'attache aux feuilles et contre lequel aucun remède efficace n'a été trouvé (1). »

Il fallait trouver une espèce qui résistât à l'Hémiléia. Le « Libéria » ayant un goût peu agréable, on introduisit dans la région de Mananjary le Kouillou d'abord, le Robusta ensuite. En fait, ces deux espèces, surtout dans les plantations indigènes, sont le plus souvent mélangées.

La culture du café, avant la crise, n'était pas aussi développée qu'elle aurait pu l'être.

Les indigènes préféraient celle de la vanille, moins minutieuse et plus rémunératrice.

De plus, le Brésil, avec qui nous avons un traité de commerce, était en état de satisfaire seul à la consommation mondiale. Aussi l'Administration n'orientait-elle pas systématiquement les indigènes vers cette culture.

A ces raisons économiques s'ajoutait une cause géographique. La côte Est est exposée aux cyclones.

L'anéantissement périodique des plantations constitue un fait grave, car leur mise en valeur est longue et minutieuse.

Il faut compter une année pour débroussailler et trois années d'entretien pour faire les trous, transplanter les arbres d'alignement et les jeunes caféiers.

Alors s'alignent impeccablement les arbustes, arrêtés tous à la même hauteur, sous les hautes frondaisons des albuzzia qui leur ménagent une lumière finement tamisée.

La première floraison ne donne qu'un très faible rendement de fèves. Ce n'est que trois ans après, donc au bout de sept années d'efforts, que l'exploitation est normale.

La récolte se fait de mai à février, au fur et à mesure que rougissent les fèves.

En 1927, un cyclone particulièrement violent détruisit la ville de Tamatave et la plupart des plantations... Cou-

(1) *Revue de Madagascar*, n° 3, page 12.

rageusement, les colons se remirent à l'ouvrage à l'aide de prêts qui leur furent consentis par la métropole.

Il est bon de noter le fait que les colons de Madagascar n'obtinrent que des avances à 7 %, tandis que les cyclonés de la Guadeloupe et de la Réunion bénéficièrent de subventions.

Le Girofle

Le giroflier s'accommode de terres pauvres, pourvu que le climat soit chaud et humide.

Introduit d'abord dans l'île de Sainte-Marie, il déborda rapidement sur la côte de la Grande Ile, spécialement dans la région de Fénérive.

Ce sont essentiellement les indigènes qui s'adonnent à la culture; les sociétés commerciales se contentent de faire la collecte.

Les exportations commencèrent en 1927 et furent de 366 tonnes.

Etant donné la jeunesse et la vigueur des arbres, le service de l'agriculture estimait à cette époque que les exportations pourraient rapidement arriver au chiffre de 3.000 tonnes et concurrencer aisément les clous de girofle de Zanzibar (production moyenne: 12.000 tonnes).

Les feuilles, distillées, donnent une essence appréciée.

Le Riz

« Le riz est inséparable de la vie malgache. A l'exception de quelques tribus de l'extrême-sud de la Grande Ile, tous les Malgaches font du riz leur aliment essentiel. Tous plantent du riz ou voudraient en planter. Les durs travaux de la rizière ne sont jamais pénibles et sont effectués dans la joie. Tous les gestes de la production du riz appartiennent à la tradition de la race: ils ont été transmis par les ancêtres et n'ont pas été modifiés depuis des siècles (1). »

Jusqu'en 1907, Madagascar, comme du reste toutes les îles de l'Océan Indien, importa une partie du riz nécessaire à la consommation locale. En 1913, elle en exporta 10.000 tonnes environ. En 1924, près de 80.000 tonnes sont dirigées vers les Mascareignes et la France; mais les dégâts provoqués par les sauterelles réduisirent singulièrement les exportations en 1925 et 1926. Le cyclone du 3 mars 1927, en provoquant l'inondation des terres à

(1) *Revue de Madagascar*, n° 2, article de M. KRAPP.

riz, ne fit qu'aggraver la situation. A cette époque, les exportations n'étaient plus que de 9.188 tonnes.

En 1928, on estimait à 600.000 hectares la surface cultivée en rizières. Un million de tonnes étaient produites et 11.000 seulement exportées.

Il y a lieu de noter que depuis 1920 le service de l'agriculture de l'île s'est efforcé de faire cultiver dans la région de Tananarive une espèce particulièrement belle : le vary lava, connue dans le commerce sous le nom de caroline malgache.

Les semences sont sélectionnées à la station de Nanana.

La culture de ce riz nécessite plus de travail, et le Malgache préfère pour sa consommation le riz ordinaire à polycarpe rouge, contenant des vitamines.

Afin d'accroître le rendement du cultivateur indigène, on s'est efforcé de lui faire utiliser la charrue et la herse en remplacement de sa vieille bêche, l'« angady ». Il était également nécessaire de lui faire comprendre l'utilité des engrais.

L'Administration s'attaqua d'abord aux rizières des hauts plateaux... Elle fit cadeau de plusieurs charrues, puis elle en céda à moitié prix...

En 1927, 5.000 charrues et 4.000 herses étaient utilisées.

Malheureusement, ces instruments n'ont pas encore pénétré dans les diverses régions rizicoles. Ainsi, dans la région du lac Alaotra, le duc de Nemours constata, lors de son voyage d'étude, que les Sihanakas se sont bien moins préoccupés de la sélection que les Hovas et les Betsiléos : « Les ensemencements faits, qui ont demandé tout au plus une quinzaine de jours de travail par hectare, en y comprenant la préparation du sol, le cultivateur sihanaka s'en remet au ciel du soin de faire pousser la céréale... Il ne donne aucune façon d'entretien à son champ (1). »

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que les lots de riz fournis par ces régions donnent une forte proportion de brisures et soient composés d'un mélange de grains hétéroclites, impropres à l'exportation.

Le Manioc

Le manioc est produit par des arbrisseaux de 2 à 3 mètres dont les racines sont pleines de fécule.

(1) DUC DE NEMOURS : *Madagascar et ses richesses*, p. 169.

« Originaire du Brésil, le manioc a été probablement apporté de la Réunion à Madagascar vers le XVIII^e siècle. Répandu actuellement dans toute l'Ile, il constitue, après le riz, la culture la plus en faveur auprès de l'indigène. Aussi les surfaces cultivées en manioc dépassent-elles déjà 300.000 hectares, et celles-ci s'étendent-elles chaque année... Sa culture ne demande pas de grands soins et on ne lui connaît point de maladie (1). »

Pendant les premières années de l'occupation française, ce n'était qu'une culture vivrière. En 1909, on en exporta 134 tonnes en France; depuis cette date, les exportations, tant sous forme de manioc séché que de farine et de fécule, se sont fortement développées et en 1928 les exportations de Madagascar se chiffraient par 41.270 tonnes ayant une valeur de 16 millions de francs.

Le manioc frais peut être transformé en tapioca, à raison de deux tonnes et demie de manioc pour une tonne de tapioca.

En 1913, Madagascar en expédia 575 tonnes en France; en 1922, ces exportations n'étaient plus que de 322 tonnes. La hausse des cours permit aux industriels de la Grande Ile de fournir annuellement à la France 2.000 tonnes, ce qui était bien peu, en comparaison de la consommation métropolitaine qui est de 12.000 tonnes environ.

On reprochait en effet aux tapiocas malgaches leur couleur grise et leur manque d'homogénéité dans les lots expédiés.

Le Maïs

Cette céréale est cultivée spécialement par les indigènes qui l'utilisent pour leur nourriture et celle de leurs animaux. Le maïs est cultivé un peu partout dans la colonie, mais spécialement dans les terres fertiles de l'Ankaratra, de l'Itasy, dans les vallées de la côte Est et à l'embouchure de certains fleuves de la côte Ouest (90.000 hectares en 1927, produisant environ 127.000 tonnes).

Les exportations ont varié de 3 à 16.000 tonnes entre 1922 et 1927; en 1928, le tonnage exporté fut de 8.600 tonnes, ce qui semble très insuffisant. La France métropolitaine consomme en temps normal de 800.000 à 1 mil-

(1) *Revue de Madagascar*, n° 4, article de M. MODRIN.

lion de tonnes de maïs, dont la plus forte partie est importée d'Argentine.

Différentes raisons s'opposaient à l'exportation du maïs malgache: son prix de revient élevé, par suite du manque de moyens de transport; sa qualité et sa présentation déplorables; le manque d'homogénéité de forme et de couleur des grains.

De plus, le maïs a un grand ennemi: le charançon. Cet insecte, mélangé aux grains, les transforme en débris et en farines au bout de quelque temps.

On a constaté que des lots expédiés de Majunga en parfait état sont arrivés à Marseille complètement charançonnés.

Le seul remède est l'étuvage.

Les Pois du Cap

Le pois du Cap est une sorte de gros haricot très nourrissant, long à cuire, consommé surtout par les mineurs anglais et américains, pour une raison bien simple: étant donné que le charbon ne leur coûte pas grand'chose, ils mettent à cuire la soupe avant de descendre à la mine et, quand ils reviennent, elle est prête.

Les Anglais utilisent également ces pois pour faire des biscuits qu'ils nous revendent ensuite. Les Français, eux, avant la crise, ne voulaient pas en acheter.

Nécessitant un sol riche et frais (mais sec), les vallées de la côte Ouest se prêtent admirablement à leur culture. En 1928, 20.000 hectares étaient plantés en pois du Cap; le rendement était de 600 à 800 kilos à l'hectare. 12.233 tonnes furent exportées principalement par les ports de Morondava, Tuléar et Morombé, à destination de l'Angleterre et de la Réunion.

Malheureusement, une coutume déplorable, relatée par le duc de Nemours, s'était introduite. Les beaux pois étaient exportés, les brisures et pois invendus étaient stockés par des intermédiaires peu scrupuleux et revendus comme semences aux indigènes. C'était une sorte de « sélection à rebours » entraînant une grosse dépréciation sur le marché anglo-américain. Aussi se manifestait-il une tendance très nette à la régression.

Il est bon de noter qu'avant la crise la presque totalité des exportateurs étaient indiens, spéculateurs et peu soucieux de la qualité.

Le commerce de ce produit était trusté par trois grosses maisons anglaises, aucune firme française ne connaissant le marché.

Le Raphia

LE RAPHIA se trouve surtout sur la Côte Ouest; il y a toutefois des peuplements dans la région de Tamatave.

La fibre utilisée dans le commerce provient des feuilles pouvant atteindre 20 mètres, d'une espèce de palmier, le Rafia Ruffia.

D'une façon générale, les fibres doivent avoir une dimension variant entre 0 m. 80 et 1 m. 20.

Il était nécessaire de réglementer les coupes, sans quoi les indigènes imprévoyants eussent anéanti les peuplements.

Déjà avant la crise l'Administration avait pris de sages mesures pour interdire la coupe pendant plusieurs mois de l'année et prévoyait une standardisation des fibres.

En 1927, les exportations atteignirent 7.748 tonnes ayant une valeur de 38 millions.

Canne à Sucre

La culture de la canne à sucre était déjà pratiquée au temps de la dynastie Hova. Les terres alluvionnaires littorales lui conviennent en effet particulièrement. Entre 1870 et 1880, on trouvait de petites sucreries sur la Côte Est, à Nossi-Bé et aux Comores. Mayotte exportait environ 4.000 tonnes de canne en 1900.

En 1920 fut créée la *Compagnie Agricole et Sucrière de Nossi-Bé*; son capital fut porté à 18 millions en 1928, en vue de cultiver la canne à sucre dans la région de Nossi-Bé et la vallée du Sambirano. Son installation modèle lui permettrait de produire jusqu'à 10.000 tonnes de sucre.

Une seconde grande usine moderne était en train de se construire aux environs de Majunga, à la veille de la crise. Celle des *Sucreries Marseillaises de Madagascar*.

En fait, la production de sucre, en raffiné, ne dépassa jamais 100.000 tonnes. Les chiffres varièrent en raison des graves aléas auxquels sont soumis la plupart des produits coloniaux: sécheresse, cyclones, épiphyties, etc...

En 1928, 4.226 tonnes de sucre brut furent exportées, représentant une valeur de 7.600.000 francs. Par contre, 3.524 tonnes de sucre raffiné furent importées, représentant une valeur de 9.500.000 francs.

Tabac

Depuis fort longtemps les indigènes cultivaient, pour leur usage personnel, un tabac dont la teneur en nicotine était très forte.

Ce n'est qu'en 1922, sous l'impulsion de la Régie française, que fut introduite à Madagascar la variété Maryland, dosant 0,75 à 4 % de nicotine.

D'après un rapport de M. Vélard :

« Les tabacs de Madagascar ont une très bonne combustibilité, sont faibles en nicotine, ont un goût un peu spécial, un arôme agréable, un tissu clair et léger mais friable. »

Les chiffres de production furent les suivants :

1922	1924	1926	1927	1928
360 t.	415 t.	750 t.	1.015 t.	1.285 t.

En 1927, le grand centre producteur était la région du lac Itasy. Le Maryland valait de 2 à 4 francs le kilo, et le tabac ordinaire de 1 fr. 50 à 2 fr. 50. On envisageait l'introduction dans la vallée de la Tsiribihina d'une variété de tabac turc qui réussissait fort bien en Afrique du Sud et se vendait 30 francs le kilo.

Avant la crise, la culture du tabac couvrait 5.400 hectares et produisait 6.500 tonnes, dont 1.000 environ étaient annuellement achetées par la Régie française.

Madagascar produisait encore bien d'autres produits : haricots, pommes de terre, patates, cacao, piment, poivre d'excellente qualité, arachides, coprah, ricin, plantes à parfum, plantes à fibre, fruits, etc...

Le tableau suivant (1) fait apparaître leur importance respective :

PRODUITS	SUPERFICIES TOTALES	PRODUCTION EN TONNES
Riz	600.000 hectares	1.100.000 de paddy
Manioc	290.000 »	2.000.000
Maïs	90.000 »	127.000
Patates	99.000 »	395.000
Haricots	40.000 »	24.000
Pommes de terre	32.000 »	160.000
Pois du Cap	20.000 »	12.000
Arachides	17.000 »	25.000
Tabac	5.800 »	7.000
Caféiers	51.402 »	9.500 (pour les
Cacaoyers	1.400 »	650 surfaces
Vanilliers	25.000 »	1.000 en pro-
Girofliers	15.000 »	400 duction)
Cocotiers	10.000 »	2.000

(1) Ce tableau a été publié dans le fascicule de M. DELPON sur l'Agriculture à Madagascar. Il s'applique à l'année 1927.

L'Elevage

En ce qui concerne l'élevage, on trouve à Madagascar des bœufs, des porcs, des moutons, des chèvres, des chevaux et des oiseaux de basse-cour.

Ce sont surtout les bœufs, les bœufs à bosse, qui constituaient la richesse de l'Ile avant la crise. Le pavillon de Madagascar à l'Exposition Coloniale était couronné par des têtes de zébus; les timbres de Madagascar et les nouveaux billets de banque représentent ce bel animal.

Il n'est, pour ainsi dire, pas possible de séparer la vie des Malgaches de celle de leurs troupeaux.

Le zébu est un animal robuste, habitué à vivre un peu n'importe où, par tous les temps. Il se caractérise par sa loupe grasse au garot, sa petite taille et son squelette particulièrement fin.

Son poids dépasse rarement 350 kilos.

La vache zébu a le défaut de donner peu de lait.

Avant l'occupation française, l'indigène vénérât ses troupeaux qui constituaient sa richesse. Quoique très friand de viande, il n'abattait que les bêtes les plus grasses à l'occasion des rites familiaux. Depuis 1921, les « sacrifices » se sont multipliés et le nombre de bouchers et de sociétés alimentaires s'est également accru, si bien que le cheptel, malgré sa prolificité, est resté stationnaire; le dernier recensement accusait 8 millions de têtes.

La hausse exagérée des cours des peaux provoqua certainement une régression. On vit en effet des pillards voler des troupeaux, dépecer les bêtes et vendre les peaux après avoir abandonné la viande.

L'Administration s'est efforcée de lutter contre cette pratique en exigeant des vendeurs un ticket d'abatage.

Il est bon de noter que la diminution du troupeau malgache serait cataclysmique pour l'économie de la Grande Ile et l'équilibre de son budget. L'examen des recettes budgétaires prouve en effet qu'en moyenne un cinquième des dépenses sont couvertes par les taxes sur les bœufs.

En 1927, elles rapportèrent à la colonie 59.400.000 fr., soit 28,5 % des rentrées totales.

Les porcs, quoique d'introduction beaucoup plus récente, se multiplient avec rapidité dans la Grande Ile.

Le sol marécageux, le climat humide, la production vivrière malgache leur conviennent admirablement.

Il y en a environ 500.000 à l'heure actuelle; 100.000 sont égorgés chaque année.

La crise n'ayant guère eu d'effet sur ces animaux, nous ne les mentionnons qu'à titre indicatif.

Le mouton malgache est un animal à poil ras et à queue grasse. Les essais d'importation de mérinos et toutes autres espèces n'ont jusqu'ici donné que des déceptions. Certaines personnes estiment que les plaines d'Androy deviendront un centre d'élevage de mouton à laine.

La chèvre angora et l'autruche sont des curiosités que l'on peut admirer dans la région de Tuléar.

Par contre, les oiseaux de basse-cour, poulets, oies, canards, dindons, pintades et pigeons, sont élevés partout en abondance et se vendent à Tananarive à des prix extraordinaires de bon marché.

Les Forêts

Nous terminerons ce chapitre en exposant sommairement quelle est la composition de la forêt malgache, le revenu qu'elle peut produire et surtout les problèmes que soulèvent son exploitation et sa disparition.

Ce qui est le plus préoccupant, en ce qui concerne la sylvie de Madagascar, ce ne sont pas les procédés d'exploitation, les problèmes de main-d'œuvre et de moyens de communication... c'est avant tout la lutte contre le déboisement.

Depuis fort longtemps, en effet, l'indigène détruit la forêt... il la détruit par le feu, afin de s'aménager des terrains de culture fertilisés par la cendre; c'est la pratique du « Tavy ».

Elle était déjà condamnée par le législateur hova. On trouve dans le Code des 305 articles la prescription suivante:

« Les forêts ne doivent pas être incendiées... Ceux qui les brûleront seront mis aux fers pendant dix ans (1). »

Les textes de lois ne semblent guère, hélas! impressionner les tribus et, à l'heure actuelle, les restes de la forêt constituent une sorte de couronne, brisée par endroits, autour d'un plateau central quasiment nu.

Certains auteurs ont prétendu que jamais ce plateau n'avait été recouvert de végétation, mais, si l'on s'en

(1) *Lois et coutumes malgaches*. Code des 305 articles (art. 101). Traduit par M. JULIEN.

rapporte à l'opinion très autorisée de M. Périer de Labatie, — opinion basée sur des constatations géologiques et une observation minutieuse des lieux, — on peut admettre qu'à une époque relativement éloignée l'ensemble de l'île constituait un seul bloc forestier.

Il semble certain que seuls le climat de l'île et la texture physique des rebords du plateau central ont délimité la zone des dévastations forestières.

Le versant Est, sans cesse arrosé par les pluies, était revêtu d'une légère couche d'humus perpétuellement humide qui s'opposait à la propagation des feux. L'indigène devait abattre les petits arbres et écorcher le pied des grands avant de pratiquer le « tavy ».

Sur le plateau, au contraire, le climat sec favorisait les incendies dévastateurs.

Sur le versant Ouest, les pasteurs sakalaves détruisaient systématiquement la forêt pour s'aménager ou entretenir leurs pâturages: la lutte du bœuf contre la forêt.

Heureusement, la nature du sol et les contreforts rocaillieux de la région des Tsingy ont sauvé une partie du domaine.

L'aspect aride du plateau latéritique n'est-il pas dû à ces incendies répétés? La surface de ce sol argileux ne s'est-elle pas durcie peu à peu comme une brique dans un four?... Les pluies torrentielles n'ont-elles pas aisément entraîné la légère couche d'humus, une fois disparue la végétation qui la retenait comme une légère couverture au-dessus du sol cristallin?

Quoi qu'il en soit, nous sommes en présence d'un fait. M. Fauchère (1) estime à 7 millions d'hectares la superficie de la sylve malgache en 1922. En 1931, l'Agence Economique de Madagascar ne parle plus que de 6 millions. Cela représentait 13 % en 1922, 11 % en 1931 de la superficie totale de l'île, ce qui est notoirement insuffisant.

Cette déforestation provoque de véritables désastres en cas de cyclone. On a vu, en 1927, le niveau de la rivière Mananjary s'élever en quelques heures de 13 mètres; en 1934, de 15.

Certaines personnes ont même émis l'opinion que la disparition des forêts provoquait une recrudescence des cyclones, par suite du surchauffement de l'aire cristalline.

(1) *Les bois de la forêt d'Analamazaotra*, par Henry Lecomte, avec un aperçu général de M. Fauchère.

Ces personnes déclarent en effet qu'en 1907 (1) on n'avait pas vu de cyclone depuis trente-cinq ans... Onze ans s'écoulèrent avant celui de 1918... Neuf ans entre ce dernier et celui de 1927 qui détruisit le port de Tamatave.

Maintenant on en annonce tous les deux ou trois ans.

Il ne s'agit là que d'une supposition. N'a-t-on pas attribué également cette recrudescence des cyclones au développement de la T. S. F. qui sillonne nuit et jour l'atmosphère de courants électriques?

Cette question des cyclones est capitale à Madagascar.

Celui de 1927, en anéantissant un grand nombre de plantations de la côte Est, a provoqué une « crise » dont les colons n'étaient pas encore remis lorsque éclata celle dont nous allons parler dans la seconde partie de cette étude.

Enfin, dernière conséquence du déboisement, la côte Est est devenue beaucoup plus marécageuse, d'où accroissement du paludisme.

L'Administration s'efforce depuis une dizaine d'années de réglementer les coupes dans les concessions. Elle lutte contre les tavy indigènes, constitue des réserves forestières (2), encourage le reboisement.

Malgré tout, les incendies de forêts continuent, ils sont dans les mœurs.

Voici un exemple entre cent, trouvé dans une lettre adressée par une société minière à un groupement colonial:

« En septembre 1930, notre région offrant des possibilités d'agriculture et d'élevage, les indigènes ont organisé un feu de brousse... Quelques heures après, l'ensemble de notre exploitation, le personnel y compris, a failli être la proie des flammes... Nous n'avons heureusement à déplorer que des dégâts matériels (3). »

A l'heure actuelle, les plus belles régions forestières s'étendent sur la côte Est, au nord de Fénérive et au sud de Mananjary.

(1) En 1906, le domaine était estimé 12.000 hectares (*Colonies françaises*, publié chez Flammarion sous la direction de Ch. Brossard).

(2) Le décret du 31 décembre 1927 a autorisé la création de Réserves forestières. Ce sont des territoires intangibles où tous faits de chasse, de pêche, toutes exploitations forestière, agricole ou minière sont formellement interdits.

Plusieurs arrêts du gouverneur général Cayla ont amorcé la reconstitution du domaine forestier malgache. Notamment ceux des 25 janvier 1930, 17 novembre 1930, 14 octobre 1933.

(3) Document privé.

Dans ces forêts, la proportion des bois durs est supérieure à celle des bois tendres: 70 % contre 30 %.

Parmi les essences rares, seuls l'ébène et le bois de rose étaient exportés avant la crise, mais il existait également du palissandre et une sorte d'acajou, le « nato »; « malheureusement, la forêt n'est ni assez homogène ni assez dense (1) ».

Quand on envisage l'exploitation forestière, il faut considérer celle des bois proprement dits et celle des produits accessoires.

Les statistiques douanières font, de plus, une distinction entre les bois précieux, les bois fins et les bois communs.

En 1928, 1.573 tonnes de bois communs étaient exportées, contre 1.622 en 1913, et 2.413 tonnes de bois fins contre 4.857 en 1913.

En ce qui concerne les produits accessoires, outre le raphia, dont nous avons précédemment parlé, et les matières secondaires telles que le piassava, le coprah, les graines de mahabibo et de baobab, les écorces tannantes de palétuviers offraient une ressource importante à la colonie; toutefois, leur tonnage et leur valeur étaient en régression sensible: 6.467 tonnes en 1928 contre 21.938 en 1913.

On fondait, à la veille de la crise, de grands espoirs sur les mimosas à tanin. Deux sociétés s'étaient fondées:

En 1920, *Les Tanins de Madagascar*, au capital de 500.000 francs;

En 1925, *Les Tanins Coloniaux*, au capital de 5 millions.

Cette seconde société a planté des acacias dans une partie dénudée du plateau central, dans l'axe Fianarantsoa-Antsirabé. Les arbres, au bout de quelques années, étaient déjà vigoureux, ce qui prouve que le reboisement est possible dans la latérite, et qu'avec de la persévérance on peut espérer voir réapparaître des ombrages dans les régions les plus désertiques de l'île.

(1) Conférence du 28 février 1934 à l'Institut Agronomique de M. Guillaume Granddier.

CHAPITRE III

LES PRODUITS DU SOUS-SOL

Nous venons de voir que l'agriculture et l'élevage étaient les principaux facteurs de l'économie malgache.

Le produit des mines ne représentait en 1928 et 1929 qu'environ 10 % des exportations totales de la colonie.

Quoique l'importance de ces produits soit relativement faible, nous nous proposons de l'examiner néanmoins avec attention, car le sous-sol malgache est susceptible, dans l'avenir, de provoquer une révolution dans la vie économique de la Grande Ile.

Avant la conquête française, certains placers de la région de Maevatanana et de la région de l'Ouest étaient fort bien connus des indigènes. Ils n'étaient exploités que par intermittence et sans ostentation, car les souverains hovas ne tenaient pas à ce que les Européens soient attirés par le métal précieux...

Au début du XIX^e siècle, l'exploitation de l'or s'accrut d'année en année et en 1909 près de 4 tonnes furent exportées. C'est à cette époque que l'on commença à exploiter le graphite, excessivement répandu dans l'île, mais auquel les prospecteurs n'avaient jusque-là prêté aucune attention.

Voici quelle était la valeur des exportations minérales malgaches en 1912:

Or (en décroissance)	5.989.000 fr.
Pierres précieuses (en augmentation) ..	6.246.000 —
Graphite	948.600 —
Corindon	526.000 —

On peut dire qu'avant la guerre Madagascar était le pays de l'or et des pierres précieuses.

Les besoins de la Défense Nationale amenèrent l'exploitation intensive des mines de graphite (35.000 tonnes furent extraites en 1917) et la prospection de mines de mica.

L'économie minérale se trouvait complètement modifiée. En 1917, la valeur des exportations était la suivante :

Or	2.763.877 fr.
Graphite	12.527.140 —

Après la guerre, l'exploitation des mines de mica s'est développée pour atteindre 635.000 kilos en 1928.

Il existe également à Madagascar des mines de cuivre, de nickel, de plomb et de fer et de charbon, mais elles ne sont pas exploitées normalement; certains prospecteurs espèrent même y trouver du pétrole.

Cet historique permet de mettre en lumière que les produits du sous-sol malgache offrent une grande variété et par conséquent de grosses possibilités d'avenir, quand seront résolus les gros problèmes de la main-d'œuvre et des moyens de communication.

L'Administration distingue, en ce qui concerne les produits du sous-sol, deux grandes catégories d'exploitation:

1° Les carrières;

2° Les mines, divisées elles-mêmes en huit catégories:

1. Pierres précieuses et métaux;
2. Pierres d'industrie;
3. Graphite;
4. Fer;
5. Autres substances métalliques;
6. Sels minéraux;
7. Combustibles minéraux;
8. Hydrocarbures liquides et gazeux.

Le particulier ou la société qui veut exploiter peut obtenir du Service des Mines de Madagascar des permis de recherche ou des concessions, moyennant finances (1).

Voici la distinction juridique qui existe entre ces deux droits:

Le « *permis de recherche* » s'applique dans les limites

(1) Outre la taxe superficielle annuelle de Frs. 50 par hectare, les exploitants doivent payer 5 % de la valeur des quantités extraites. Il existe en outre des droits de sortie, lors de l'exportation.

d'un périmètre déterminé à toutes les substances d'une catégorie, mais plusieurs peuvent être accordés sur une même surface pour des catégories différentes. Ils constituent un droit mobilier indivisible et cessible dans des conditions particulières.

La « *concession* », au contraire, est un droit immobilier de durée limitée distinct de la propriété du sol cessible et transmissible dans les conditions générales du régime foncier, sauf quelques dérogations.

L'exploitation est considérée comme acte de commerce.

Le tableau suivant donne une idée de la production des diverses substances minérales en 1928 :

	POIDS	VALEURS
Or	195 kilos	3.318.000 francs
Graphite	16.810 tonnes	33.101.000 »
Mica	859 »	19.101.000 »
Pierres précieuses	4 t. 491	2.079.000 »
Phosphates	8.450 tonnes	845.000 »
Pierres industrie	114 »	138.000 »
Corindon	33 »	11.000 »
Autres		
	27.974 tonnes	58.922.000 »

Il est intéressant de noter que la valeur des exportations de graphite pour la même année n'était que de 21 millions, celles de mica de 9 millions, celles des pierres précieuses de 784.000 francs, ce qui suppose dès cette époque une crise de débouchés et un stockage (1).

Nous allons examiner de plus près les trois produits principaux : le graphite, le mica et l'or.

Le Graphite

Le graphite est une forme cristalline du carbone, stable à haute température sous pression normale; sa densité est de 2,255. Il est bon conducteur de la chaleur et de l'électricité et extrêmement réfractaire, son point de fusion étant environ 3.800 degrés centigrades.

A la différence du charbon et du diamant, il brûle difficilement dans l'air, même dans un courant d'oxy-

(1) Voyez tableau page 120.

gène, il reste inattaqué jusqu'à la température de 600°.

On le trouve dans la nature sous deux formes principales : l'une amorphe (qui titre 5 à 20 % de graphite pur), très répandue (1); l'autre cristalline (titrant environ 85 %), que l'on trouve surtout à Ceylan et à Madagascar (2).

Signalons de plus qu'Acheson, au début du siècle, a réalisé le graphite synthétique (coût élevé).

Les caractéristiques du graphite font apparaître immédiatement ses propriétés spéciales et donc les usages que l'on peut en faire.

C'est du développement de ces usages ou de la substitution au graphite d'autres minerais que dépend son avenir commercial.

En tant que pigment noir à grand pouvoir couvrant, il est utilisé comme colorant et sert à la fabrication des crayons.

D'autre part, son pouvoir réfractaire l'a fait utiliser pour la fabrication des creusets... Malheureusement, le développement des fours électriques a provoqué la fermeture de ce débouché pour la sidérurgie qui absorbait autrefois 25 % du graphite à creusets, les constructeurs préférant acheter des électrodes en graphite synthétique, absolument pur.

En 1913, il existait en Europe 57 fours à creuset et 24 fours électriques.

En 1929, il n'y avait plus que 37 fours à creuset et 41 fours électriques.

Par contre, son emploi comme enduit de fonderie se développe considérablement et les creusets métallurgiques (cuivre, alliages divers) continuent à être largement employés.

En tant que conducteur d'électricité, le graphite est utilisé en électrochimie (environ 12.000 tonnes par an) et pour la fabrication des balais des collecteurs de machines électriques (10.000 tonnes).

Notons enfin que la valeur du graphite est déterminée par sa teneur en carbone et la dimension des paillettes.

L'exploitation du graphite à Madagascar n'a commencé qu'en 1907.

(1) Il en existe en France (Aveyron, Vaugneray près de Lyon, Pontivy, Pyrénées, Besançon), en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Sibérie, en Grèce, en Italie et au Mexique.

(2) Il en existe également en Bavière, Indo-Chine, Etats-Unis, Canada; des gisements sont signalés en A. O. F. et en Afrique du Sud.

Nous croyons savoir que ce sont des Autrichiens de la région de Krumaü (actuellement en Tchécoslovaquie) qui firent les premières prospections, afin de trouver dans un pays neuf des gisements riches destinés à remplacer une matière première qui s'épuisait chez eux.

En 1913 on exportait déjà 8.000 tonnes. La production s'accrut beaucoup pendant la guerre, mais retomba à 4.000 tonnes en 1919, par suite des difficultés de transports.

Les gisements importants se trouvent surtout sur le plateau et la côte Est, dans le 1/5 de l'île compris entre Tamatave, Tananarive, Fianarantsoa et Vangaindrano.

Les graphites malgaches sont exportés surtout en Angleterre, en France, en Allemagne (graphites de teneur inférieure repris ensuite chimiquement) et aux Etats-Unis. Les exportations représentent environ 50 % de la consommation mondiale de cette qualité qui est en moyenne de 20.000 à 25.000 tonnes.

Il serait certainement possible de faire mieux si les producteurs s'entendaient entre eux.

Malheureusement, il n'existait aucune entente, et comme on trouvait du graphite un peu partout la concurrence était acharnée.

Les grosses sociétés, constituées depuis peu, devaient produire beaucoup, coûte que coûte, sans tenir compte des débouchés, afin de couvrir leurs frais généraux, d'où surproduction; de leur côté, les petits producteurs exploitaient des graphites de seconde qualité et les livraient à des collecteurs... d'où lots hétérogènes.

Un essai de standardisation tenté en 1922 avait échoué; elle a été réalisée depuis et donne entière satisfaction sur les marchés étrangers.

En 1928, pour une production d'une valeur de 33 millions, voici quels étaient les principaux producteurs:

<i>L'Union des Graphites</i> , constituée en 1927 au capital de 17 millions	7.400.000 fr.
<i>La Société des Graphites de Sahanavo</i> , constituée en 1926 au capital de 10 millions	5.400.000 —
<i>La Succession Suberbie</i> (absorbée par la <i>Franco-Malgache d'Entreprises</i>)	3.900.000 —
<i>La Compagnie Lyonnaise de Madagascar</i> , constituée en 1897 au capital de 20 mil- lions (après de nombreuses augmenta- tions de capital)	1.900.000 —

La *Compagnie Générale de Madagascar*,
constituée en 1924 au capital de
3.500.000 francs 1.300.000 —

Le *Graphite de Madagascar*, constituée en
1925 au capital de 12 millions 1.200.000 —

Ainsi que concluait le rapport du Service des Mines, « la formule de l'avenir semble devoir être : production restreinte d'une matière mieux raffinée et valant plus cher (1) ».

Pour cela, il fallait une entente amiable entre les producteurs ou, à défaut, une réglementation. Les gisements de Madagascar à ciel ouvert pouvaient supplanter aisément sur le marché mondial ceux de Ceylan, dont l'exploitation était en profondeur et dans la roche dure, donc beaucoup plus onéreuse.

Malheureusement, l'anarchie de la production l'emporta.

Le Mica

« Les micas sont constitués par des silicates complexes d'aluminium, où le métal est en partie remplacé par du potassium, du magnésium, du fer (2). »

Les espèces les plus connues sont le muscovite ou mica blanc (potassique) et la phlogopite ou mica ambré (biotite pauvre en fer).

Ces espèces sont recherchées pour leur divisibilité, leur flexibilité, leur transparence en feuilles minces, leur non-conductibilité calorifique et électrique.

La phlogopite, quoique ayant une rigidité électrostatique inférieure à celle de la muscovite, est préférée par suite de sa souplesse et de son élasticité.

On emploie commercialement le mica comme isolant de toutes sortes et comme lubrifiant en additionnant d'huile des micas en poudre.

La presque totalité des exploitations de mica malgaches sont situées dans le Sud (Ambovombé, Bétroka, Fort-Dauphin et Vangaindrano); on en trouvait toutefois aussi dans le district de Fianarantsoa (muscovite).

La progression de la production était remarquable:

286 tonnes en 1924, 330 tonnes en 1926, 861 tonnes en 1928.

Cela provenait en grande partie de la création par le

(1) *L'Industrie des Mines à Madagascar*, p. 20.

(2) *L'Industrie des Mines à Madagascar*, p. 21.

groupe Homberg, en 1926, d'une importante société anonyme, au capital de 20 millions, que les autres producteurs attaquèrent vivement, l'accusant de noyer le marché. Ses résultats, d'ailleurs, furent toujours déficitaires.

Pour une production ayant une valeur de 19 millions, voici quels étaient, en 1928, les principaux producteurs:

	MUSCOVITE	PHLOGOPITE
Société des Minerais de la Grande Ile...	430.000	8.996.000
Compagnie Générale de Madagascar ...	235.000	4.417.000
Felli Pierre		845.000
Callixte Razafy		807.000

Ces chiffres indiquent, nous semble-t-il, le désir que devaient avoir les dirigeants des deux grosses sociétés anonymes de dominer le marché du mica. Malheureusement pour elles, leurs frais généraux, la distance qui séparait leurs conseils d'administration et les directeurs d'exploitation, le fait que le maître ne soit pas là sur place pour tout surveiller, les mettaient en mauvaise posture.

L'année 1928 marquait déjà le début de la crise pour les micas, dont les cours s'inscrivaient avec une baisse de 43 % sur ceux pratiqués en 1927. De plus, les consommateurs marquaient une tendance à remplacer, par mesure d'économie, et au détriment de la qualité de leurs fabrications, les phlogopites de Madagascar par des muscovites de l'Inde.

Il est intéressant de noter le vœu émis par M. Grayon au nom de la Chambre de Commerce de Fort-Dauphin, que le mica soit standardisé. « Les micas expédiés étant mal préparés, nous risquons de perdre notre principal client qui est l'Amérique (1). »

Les avis sont d'ailleurs très partagés sur ce point et la standardisation des micas ne semble guère réalisable dans la pratique.

L'or

En 1928, on n'a extrait que 195 kilos d'or, soit une valeur de 3.318.000 francs, ce qui est insignifiant.

Si nous mentionnons particulièrement l'or, c'est que la recherche de ce métal a suscité de si grands espoirs

(1) Délibération des Délégations Financières (1928).

autrefois qu'il est impossible de parler de Madagascar sans le rappeler. Et puis, peut-on prévoir l'avenir? Il existe peut-être, en dehors des exploitations où les orpailleurs gagnent péniblement leur vie, des placers inconnus aujourd'hui, des « paniers d'oranges », comme disent les prospecteurs.

Il existe en particulier dans le Nord la fameuse mine d'Andavakoëra, qui provoque à la Bourse des spéculations violentes. Mirage, disent certains... mystère, disent les autres... Fortune, pensent ceux qui achètent.

De 1901 à 1908, la production d'or s'est élevée progressivement et régulièrement de 1.045 à 3.149 kilos. Puis, de 1909 à 1920, elle s'est abaissée avec une régularité semblable de 3.645 à 518 kilos.

Ce n'est pas que les gisements soient épuisés, tant s'en faut. Le gros de la production ne vient pas des poches à pépites, qui sont riches mais isolées; il provient de l'orpaillage indigène.

Un orpailleur faisait, en moyenne, 75 grammes par an — les Malgaches ne sont pas partisans du travail excessif — cela lui rapportait de 40 à 60 francs par mois. Vu la modicité du gain, il était bien naturel que les indigènes, qui sont loin d'être inintelligents, quittassent les concessions aurifères pour se livrer à des cultures beaucoup plus rémunératrices, telles que la vanille, le café ou même le maïs.

A la veille de la crise, la production de l'or était insignifiante, car elle ne payait pas. Mais elle demeurait une possibilité.

D'ailleurs, des études sur les rendements par équipes d'orpailleurs avaient été faites et une famille malgache qui se conformerait aux conseils du concessionnaire auquel elle revend le produit de son travail pourrait parfaitement gagner sa vie.

Une conférence très intéressante sur le sujet a été faite par M. Savornin, adjoint au chef du Service des Mines de Madagascar. Elle faisait ressortir que:

Deux hommes travaillant à la batée produisent par jour 0 gr. 5;

Deux hommes travaillant à l'alarno (barrage, concentration des alluvions dans un petit canal, brassage à la pelle) produisent 1 gramme par jour;

Cinq hommes travaillant au lakateny produisent 5 gr. 5 par jour.

L'étude de la production aurifère fournit une preuve de plus de la mentalité du travailleur malgache.

On a remarqué en effet que :

1° Les périodes de forte production sont celles où il pleut beaucoup (décembre-janvier), ou celles où les orpailleurs ont besoin d'argent, par exemple pour payer les impôts (avril);

2° Les périodes de faible production correspondent à l'époque de la culture du riz (novembre-mars);

3° L'indigène limite son effort à la quantité d'argent nécessaire au paiement de ses impôts, à l'achat de son savon, de ses vêtements et de quelques bijoux... Ceci fait, il se repose et va rendre visite à ses bœufs ou... à ses parents.

Les Pierres précieuses

On classe les pierres précieuses malgaches en quatre catégories qui comprennent :

Première série: béryl, tourmaline, topaze colorée, spessartite, triphane;

Deuxième série: orthose, diopside, cordiérite, grenat de joaillerie, améthyste, topaze blanche et pierres de la première série à l'état brut;

Troisième série: grenat de pivoterie et pierres de la deuxième série à l'état brut;

Quatrième série: béryl industriel opaque et grenat industriel opaque.

L'exploitation était aux mains de particuliers et de deux sociétés anonymes : la *Société des Gemmes de Madagascar*, créée en 1927, et la *Compagnie Générale de Madagascar*.

Il est bon de noter qu'avant la création de ces sociétés les pierres étaient généralement achetées par des négociants de Ceylan qui revendaient les mauvaises en indiquant l'origine madécasse et écoulaient les autres sous l'appellation « Gemmes du Brésil »... Une revalorisation du produit malgache s'imposait.

*
**

En ce qui concerne les phosphates, des gisements de guano sont exploités par le *Syndicat des Iles Malgaches*, dans l'île Juan-de-Nova.

Les variations dans le chiffre des exportations ne signifient rien. On exploite régulièrement et, quand un bateau passe, il charge ce qui est prêt. Cela se passe une ou deux fois par an.

Il est impossible de terminer cette étude sommaire sans parler d'une exploitation d'avenir... d'avenir lointain, peut-être, mais qui passionne les milieux coloniaux.

Des recherches faites entre 1908 et 1929 ont révélé l'existence d'un important bassin charbonnier dans le Sud-Ouest... Les couches se trouvent à la base des terrains sédimentaires, dans un ensemble géologique très analogue au karoo de l'Afrique du Sud, qui vont du carbonifère supérieur au trias.

Il s'agit d'un charbon gras, d'un excellent charbon à vapeur. Les essais faits en 1927 sur le chemin de fer Tananarive-côte Est, ont donné d'excellents résultats.

C'est de plus un charbon très dur, supportant les manipulations. L'exploitation du gisement soulève toutefois de grosses difficultés.

Il faudrait amener de la main-d'œuvre, c'est possible.

Il faudrait, de plus, construire un chemin de fer; mais sur quelle direction et aux frais de qui? La Colonie ne veut pas en entendre parler. La ville de Tuléar désirerait être la tête de ligne de ce tronçon de 170 kilomètres; les techniciens estiment, au contraire, qu'il y a intérêt à faire une voie ferrée vers la baie de Saint-Augustin, où serait aménagé un petit port charbonnier.

Enfin, reste la question des débouchés (1).

En pleine crise s'est constituée la *Société des Charbonnages de la Sakoa*, au capital de 6 millions de francs, sous l'égide de la *Société des Minerais et Métaux*. Aucune exploitation ne sera possible, toutefois, avant la construction du chemin de fer.

*
**

Pour donner une idée précise de l'activité minière avant la crise, on peut dire qu'elle représentait plus de 150 millions d'investissements et était exercée par environ 300 exploitants, dont une trentaine de sociétés.

On estimait à 30.000 le nombre des travailleurs indigènes, mais beaucoup d'entre eux n'allaient au chantier que par intermittences.

(1) La question a été traitée dans *l'Industrie des Mines*, tome I, par M. BLONDEL. Il estime que le marché libre dans le bassin de l'Océan Indien est de l'ordre de 4 millions de tonnes. La question est très controversée.

CHAPITRE IV

L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Nous avons exposé dans les chapitres précédents quelles étaient les principales productions du sol et du sous-sol malgache.

Nous nous proposons maintenant de montrer par qui sont mises en valeur ces richesses et l'interdépendance existant entre les groupements exploitants ou commerciaux.

La plupart des grosses sociétés se livrent en général à des opérations commerciales, minières et industrielles, soit en nom propre, soit par l'intermédiaire de filiales.

Toutes les usines, sauf quelques rares exceptions, ont pour objet des industries dérivées de l'agriculture ou de l'exploitation minière.

Quant aux banques, elles sont indispensables dans une colonie située à trente jours de la métropole, avec laquelle elle effectue les deux tiers de son commerce. Leurs agences sont concentrées dans les principaux ports, foyers de toutes les transactions commerciales importantes.

Le Commerce

Le commerce n'est pas uniquement exercé par les Européens. Les Hindous, spécialement dans la région de Majunga, se sont spécialisés dans le commerce de demi-gros; ils servent d'intermédiaires entre les indigènes et les sociétés européennes.

Les Chinois, surtout dans la région de Diego-Suarez,

monopolisaient le commerce de détail. On a coutume de dire que les Chinois ne pratiquent que le tout petit commerce de détail. Ce n'était pas le cas avant la crise et il existait de grosses affaires chinoises, toutes solidaires les unes des autres.

Les Malgaches eux-mêmes commençaient à jouer un rôle important dans le commerce de la Grande Ile. Voici ce que dit à leur sujet M. Jean Donon :

« Pendant la période qui a précédé la crise, le nombre de Malgaches qui se sont livrés au commerce a augmenté dans des proportions considérables. Certains, pour la plupart d'anciens commerçants, avaient des entreprises importantes et se faisaient soit les acheteurs des produits d'exportation dans la brousse, soit les vendeurs des produits manufacturés d'Europe. Il a existé à ce moment certaines maisons de commerce appartenant à des indigènes qui avaient une importance assez considérable et qui faisaient bonne figure.

« Beaucoup plus nombreux étaient les détaillants indigènes qui, soit au Zoma, soit en brousse, vendaient des produits européens. Certains s'approvisionnaient sur place, dans les agences des grandes sociétés de commerce, d'autres faisaient venir leurs produits directement de France, bien souvent sur traites payables « documents contre acceptation », quelquefois à quatre-vingt-dix jours de vue. » (1)

Et c'est là que résidait le danger... Pour vendre, les maisons européennes consentaient des crédits à des gens qui bien souvent ne présentaient aucune surface. On retrouve ici encore la même erreur qu'en 1902... Dans la fièvre de prospérité 1925-1927, alors que les cours des matières premières permettaient aux indigènes d'acheter n'importe quoi avec de l'argent dont ils ne savaient plus que faire, les intermédiaires malgaches purent réaliser de coquets bénéfices en vendant des marchandises qu'on leur livrait à crédit.

Il était évident que le jour où les gens de la brousse ne pourraient plus acheter, ces intermédiaires deviendraient incapables de tenir leurs engagements.

Si nous parlons spécialement des intermédiaires indigènes, c'est que leur statut commercial était différent de celui des Européens.

Les Malgaches en profitaient, dans la période de va-

(1) *Le Trait d'Union*, n° 9, p. 11.

ches grasses, pour placer leurs bénéfices en propriétés indigènes régies par la loi hova de 1896 au nom de quelque parent.

Ils se ménageaient ainsi la possibilité de disparaître ou de se faire mettre en faillite le jour où les affaires ne rendraient plus.

En ce qui concerne le commerce exercé par les Français, on doit faire une distinction entre les colons, d'une part, les sociétés anonymes de l'autre.

Il existe à Madagascar une catégorie de colons qui s'est installée dans l'île. Ce ne sont pas des gens qui, comme en Afrique Equatoriale ou en Indochine, partent pour faire un séjour de trois ou six ans avec la ferme intention de venir terminer leurs jours en France; ce sont des gens qui se sont attachés au sol malgache, qui se sont mariés là-bas, qui y élèvent une famille et qui y meurent.

Ces colons ont leur commerce ou leur plantation, et en vivent. Leur situation paraissait peut-être moins éblouissante que celle de certaines sociétés anonymes dont les immeubles neufs soulignaient une prospérité factice; elle était plus solide.

Les affaires des colons, dont nous ne pouvons pas connaître les chiffres, devaient être, comme celles des sociétés anonymes, le reflet de la situation économique... très bonnes en 1926, assez bonnes en 1928. Ils avaient en tous cas l'avantage sur les sociétés de ne pas voir leurs exploitations grevées de frais généraux excessifs.

Parmi les sociétés, il y a lieu de distinguer celles dont l'existence remonte à la conquête ou au début du siècle et celles dont la création fut provoquée par l'appât des bénéfices à réaliser en se basant sur les cours forcés de 1926.

Les tableaux que nous publions aux pages 126 à 129 permettent de se rendre compte de l'importance respective de ces différentes sociétés.

Il est bon toutefois de noter que la plupart d'entre elles n'avaient pas de réserves liquides. On sera étonné par exemple de constater qu'une bonne petite société commerciale et minière, comme le *Syndicat Lyonnais de Madagascar*, fondée en 1898, se trouvera gênée dans sa trésorerie au moment de la crise, faute d'avoir constitué des réserves. La raison en est très simple. Quand une société coloniale faisait des bénéfices, elle distribuait d'abord un dividende à ses actionnaires, puis elle passait

une certaine somme aux réserves. Dans le plus grand nombre des cas, elles remployaient ces réserves en participations. Elles favorisaient ainsi la création de nouvelles entreprises qui allaient aider à la surproduction, donc à l'avalissement des prix, tout en se démunissant de capitaux qui, à un moment donné, pourraient leur être utiles.

Toutes, heureusement, n'étaient pas dans le même cas.

L'exemple type de la bonne et saine société commerciale était la *Compagnie Marseillaise de Madagascar* (L. Besson et C^{ie}), fondée en 1898, peu après la conquête, au modeste capital de 600.000 francs, celui-ci se trouvait porté en 1928, à la suite d'augmentations successives, à 25 millions de francs. A la même époque, les réserves atteignaient 40 millions de francs.

Ces résultats étaient dus à une organisation sans cesse perfectionnée, au recrutement d'un personnel choisi et à une politique de grande prudence qui incitait la gérance de cette société à investir chaque année dans les réserves une partie importante des bénéfices réalisés.

A côté d'elle, la *Compagnie Lyonnaise de Madagascar* et la *Société Française de Commerce à Madagascar*, fondées à la même époque, faisaient bien petite figure (voir tableau, page 125).

Pour donner une idée de l'importance du commerce existant avant la crise, voici quelles étaient, en tonnage et en valeur, les principales denrées exportées et importées :

EXPORTATIONS 1928

	TONNES	EN MILLIONS DE FRANCS
Peaux de bœufs	10.565	105
Raphia	9.907	61
Vanille	681	46
Café	4.000	33
Graphite	13.897	21
Pois du Cap	11.456	18
Manioc	40.354	15
Huiles volatiles	95	15
Girofles	11.453	11
Riz	5.664	11,2
Viandes frigorifiées	2.513	10,6
Conserves de viandes	314	10

IMPORTATIONS 1928

EN MILLIONS
DE FRANCS

Tissus de coton	5.041 tonnes	194
Tissus de soie	129 »	42
Lingeries, confections	311 »	41
Rails	15.918 »	19
Ciment	21.105 »	17
Vins ordinaires	31.267 hecto	16
Pétrole	4.773 »	15
Sacs de jute	2.262 tonnes	14
Automobiles	522 unités	14
Articles de ménage	1.892 tonnes	12
Houille	40.191 »	12
Savon	1.848 »	11
Fer blanc	2.791 »	10
Chaussures	121.594 paires	10

Le pourcentage du commerce avec la métropole était de 80 % aux exportations et de 78 % aux importations.

Quant au commerce intérieur, s'il n'est pas possible de le chiffrer, faute de statistiques, « on ne saurait nier son extension très rapide. La pacification complète du pays, la création de voies et de moyens de communications, le développement de la production et des facultés de consommation des indigènes ont entraîné la multiplication des échanges et aussi le nombre de commerçants (1). »

Le Gouvernement, d'ailleurs, s'est efforcé par des mesures fiscales de lutter contre un accroissement excessif du nombre des commerçants de détail: ce sont en effet des bras en moins pour l'exploitation du sol.

Par contre, les chefs de région ont reçu des instructions pour multiplier les marchés, les foires et les concours agricoles, ces manifestations entraînant immédiatement un courant commercial.

L'Industrie

On ne peut parler de l'industrie à Madagascar sans évoquer le souvenir du grand explorateur, du fin diplo-

(1) A. You : *Madagascar, colonie française*, p. 484.

mate et de l'ingénieur industriel que fut Jean Laborde. Présenté par M. de Lastelle à la reine Ranavalona, il obtint de celle-ci l'autorisation de créer des industries diverses aux bénéfices desquelles il intéressa le Gouvernement hova.

Il créa de toutes pièces une fonderie de canons, une fabrique de bougies, une distillerie de rhum, une exploitation de chaux, une manufacture de briques et de tuiles. On voit encore aujourd'hui à Montasoa les restes du haut fourneau qu'il fit construire.

Malheureusement, le manque de voies de communications, les difficultés de recrutement de main-d'œuvre, le manque de combustible à proximité des gisements métalliques ont empêché jusqu'à ce jour la création d'une industrie rationnelle dans la Grande Ile.

Nous avons vu qu'il existe un très riche gisement de charbon dans le Sud-Ouest, à 170 kilomètres de Tuléar; de plus, Madagascar possède d'importantes réserves de houille blanche.

L'île, en effet, est dotée d'un important réseau hydrographique dont le débit régulier et suffisant permettra le captage d'énergie hydroélectrique à des conditions de prix avantageuses.

Quoi qu'il en soit, à la veille de la crise, l'activité industrielle métallurgique et hydroélectrique était quasiment nulle. Seules avaient de l'importance les industries agricoles ou minières traitant sur place les produits de l'île.

Voici quelles étaient les plus importantes:

a) Industries agricoles:

Rizeries;
Féculeries et fabriques de tapioca; surtout celles des Etablissements Modrin et Ottino;
Vanilleries;
Huileries d'arachides et de coco;
Sucrieries et distilleries de rhum;
Distilleries de plantes à parfum (girofle, ylang-ylang, limogress);

b) Industries forestières:

Scieries;
Fabrication de produits tannants en partant d'écorces de palétuviers et de mimosas (acacia mollissima);

c) Industries dérivées de l'élevage:

Tanneries (Ottino);

Viandes frigorifiques;

Conserves alimentaires (environs de Majunga, Diego-Suarez, Tamatave et Tananarive);

d) Industries minières:

Traitement de l'or;

Traitement du graphite (débouillage, raffinage, flottage, flottation) (1).

En 1928, ce sont surtout les sociétés alimentaires qui apparaissent prospères et puissantes. Ainsi:

L'Emyrne, créée en 1911, et dont le capital fut porté à 12 millions en 1929, réalisait 1.953.172 francs de bénéfices en 1927 et 1.202.000 francs en 1928.

La *Société Rochefortaine d'Alimentation*, créée en 1910 au capital de 6.910.000 francs, accusa un résultat déficitaire d'un demi-million en 1927, ses installations de Tamatave ayant été détruites par le cyclone du 3 mars; mais l'exercice 1928 se solda par un bénéfice de plus de 2 millions.

La *Société de Conserves Alimentaires de la Montagne d'Ambre*, créée en 1912 au capital de 600.000 francs, réalisa en 1928 un bénéfice de 1.085.000 francs.

Par contre, l'*Ankaratra* (6 millions de capital), la *Mahajamba* (6 millions), la *Société Coloniale de Bambao* (4 millions 1/2), etc..., bouclaient tout juste leurs frais, avaient peu de réserves et étaient à la merci d'une baisse des cours.

Le groupe minier était déjà en mauvaise posture.

A part le *Syndicat Lyonnais de Madagascar*, société fondée en 1907 au capital de 4.125.000 francs, qui réalise en 1927 et 1928 des bénéfices de 300 et 500.000 francs, et les *Graphites de Sahanavo*, fondés en 1926 au capital de 10.500.000 francs, dont l'exercice 1928 est encore positif avec 334.425 francs, la plupart des sociétés minières perdaient de l'argent.

La concurrence et le manque d'expérience de l'*Union des Graphites*, filiale de *Minerais et Métaux* et de la société *Le Graphite de Madagascar*, du groupe Homberg, donnait des résultats déplorables.

Les *Minerais de la Grande Ile*, groupe Homberg, qui avaient réalisé 2 millions de bénéfices en 1927 et payé un coupon de 4 fr. 75, perdirent en 1928 5 millions 1/2.

(1) *L'Industrie des Mines à Madagascar*; p. 18.

La *Compagnie Générale de Madagascar* était dans une situation difficile, la mine d'Andavakoëra déficitaire.

Une papeterie, la *Société des Celluloses et Papeterie de Madagascar*, avait été créée en 1925, près de Majunga, au capital de 3 millions. Sa production était réputée assez grossière; son exploitation était déficitaire.

Les Banques

L'aide des banques au commerce et à l'industrie est indispensable à Madagascar, pour deux raisons spéciales.

D'abord à cause de la distance qui sépare l'Île de la France.

Les exploitants ont besoin de fonds dès que la récolte est faite ou les produits miniers prêts à exporter. On a l'habitude veut que les acheteurs ne paient qu'à trente ou soixante jours à compter de la réception des marchandises.

D'autre part, la Côte Est, et parfois aussi les Comores sont exposées aux désastres des cyclones. Les colons ont alors besoin d'un appui bancaire pour remettre en exploitation leurs plantations.

Une plantation de café exige, en effet, sept ans de préparation, un sisaleraie trois à quatre, une plantation de cannes quatre à cinq.

Cette utilité incontestable des banques, jointe aux bruits colportés sur les coquets bénéfices réalisés par le *Comptoir National d'Escompte* de 1895 à 1919, ont provoqué la création de deux nouvelles banques privées et d'une banque d'émission.

Avant la crise — et la thèse de M. Paul Catat publiée en 1928 est empreinte de cette idée — l'organisation bancaire semblait idéale à Madagascar... L'expérience malheureusement prouvée que quatre banques ne pouvaient pas coexister dans une île où ne vivent que 30.000 Européens et des indigènes dont l'insolvabilité est, dans la plupart des cas, notoire.

Cette pluralité de banques a eu le bon résultat de faire baisser le taux du loyer de l'argent, mais leur concurrence a poussé certaines d'entre elles, et notamment la *Compagnie de l'Océan Indien*, à prêter à n'importe qui sans prendre des garanties suffisantes... Ainsi que nous le faisons remarquer dans notre avant-propos, c'est de la concurrence exagérée entre les maisons commerciales européennes, conduisant à des crédits à trop long terme qui avait provoqué l'acuité de la crise de 1903.

Voici quelle était l'organisation bancaire de Madagascar avant la crise :

Elle comportait trois banques privées: le *Comptoir d'Escompte de Paris*, le *Crédit Foncier de Madagascar*, la *Compagnie de l'Océan Indien* et une banque d'émission sous le contrôle de l'Etat: la *Banque de Madagascar*.

Le Comptoir National d'Escompte

LE COMPTOIR fait pour ainsi dire partie de l'histoire de la colonisation malgache. On ne doit pas oublier que c'est lui qui, en consentant le 4 décembre 1886 un prêt de 15 millions de francs au Gouvernement de la Reine Ranavalona III, élimina la main-mise économique de l'Angleterre sur notre Grande Ile de l'Océan Indien et donna au Gouvernement français une sorte de droit de regard sur les menées antifrANÇAISES du premier ministre de la reine, Rainilaiarivony. Pour garantir cet emprunt, la Cour hova attribua en effet au Comptoir le produit des douanes dans les six principaux ports de l'Ile.

Après la conquête, le *Comptoir National d'Escompte* eut un monopole de fait à Madagascar. Il faisait payer couramment 18 % pour l'escompte du papier, ce qui nous paraît usuraire en France; mais quand on sait que les usuriers locaux prélevaient sur les indigènes des commissions variant entre 100 et 240 %, quand on songe aux risques que courent les banques coloniales, on est bien obligé de reconnaître que les conditions du *Comptoir*, sans être essentiellement philanthropiques, faisaient preuve néanmoins d'une certaine probité commerciale.

Etant banque unique, le *Comptoir* faisait et fait encore toutes les affaires sérieuses qu'on lui demande, tant en ce qui concernait le commerce importation-exportation que l'industrie et les transactions locales: escompte du papier sur Madagascar ou sur l'Europe, traites documentaires, comptes de dépôts « à vue » ou à échéance fixe » (ce ne fut pas si facile d'habituer les indigènes à laisser leurs économies en banque, et de leur donner confiance!), escompte local, avances sur marchandises, sur délégations des fournisseurs de la colonie ou à découvert aux prospecteurs et aux colons.

Le *Comptoir* avait même créé une société spéciale à Tamatave, possédant des entrepôts et consentant des avances sur warrants.

Nous en rapportant d'ailleurs à l'avis de M. Truitard, « nous doutons que beaucoup d'établissements financiers puissent mieux que lui prétendre à la connaissance des affaires coloniales et ultra-maritimes (1) ».

Malheureusement, les résultats de ses sept agences ou succursales sont inconnus. Le *Comptoir* publie un bilan général et les bénéfices ou les pertes réalisés dans la Grande Ile sont noyés dans le chiffre imposant des manifestations de son activité.

La Compagnie de l'Océan Indien (2)

LA COMPAGNIE DE L'Océan Indien fut créée le 14 mars 1919 au capital de 1 million de francs, sous le patronage de la compagnie de navigation *La Havraise Péninsulaire*.

A la suite de plusieurs augmentations, le capital fut porté à 20 millions.

Tout d'abord elle se contenta d'effectuer des transferts de fonds et d'encaisser des effets libres ou documentaires. Bientôt après elle entreprit des opérations de prêt sur marchandises, puis elle se lança résolument dans la voie des avances, immédiatement régularisées par des traites documentaires escomptées.

Ce genre d'opérations, complété par des ouvertures de comptes courants « à vue » et « à terme », donna un coup de fouet à son activité.

Les résultats bénéficiaires de ses premières années d'exercice poussèrent cette banque dans la voie des avances sur nantissement et des crédits à découvert aux exploitations agricoles. Tout semblait lui réussir.

Les résultats avant la crise semblaient lui promettre un avenir brillant.

Le mouvement des comptes courants passa de 1921 à 1927 de 30 à 458 millions, celui des comptes de dépôts de 8 à 61 millions, les avances sur traites documentaires de 4 à près de 100 millions, le portefeuille escompte de 8 à 114 millions, le portefeuille encaissement et documentaire de 7 à 146 millions.

Les bénéfices furent également en progression régulière.

En 1928 ils étaient de 4.430.943 francs, c'est-à-dire quatre fois supérieurs à ceux de la *Banque de Madagas-*

(1) TRUITARD : *Madagascar et les intérêts français* (1912), p. 256 et suivantes.

(2) Cette Société troqua sa raison sociale pour celle de « Banque de l'Océan Indien » en 1928. Elle reprit sa première dénomination en 1931.

car, près de trois fois supérieurs à ceux du *Crédit Foncier*.

Sept agences avaient été créées à: Tamatave, Majunga et Nossi-Bé en 1919, Diego-Suarez et Tananarive en 1920, Tuléar en 1925 et Manakara en 1928.

Il est bon de noter qu'en dehors de son activité bancaire, la *Compagnie de l'Océan Indien* agissait comme agent de la *Compagnie Havraise Péninsulaire*, de telle sorte que les avances consenties sur marchandises par la banque étaient une sorte d'appât de fret pour la compagnie de navigation.

Le Crédit Foncier de Madagascar

LE CRÉDIT FONCIER DE MADAGASCAR fut constitué le 12 décembre 1919, sous le double patronage des *Messageries Maritimes* et du *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie*. Son capital était en 1928 de 13 millions et il possédait dans la Grande Ile huit agences (Tananarive, Tamatave, Majunga, Nossi-Bé, Diego-Suarez, Fianarantsoa, Tuléar, Morondava).

Son but initial et essentiel était de: 1° Prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles urbains et ruraux, des sommes remboursables soit à long terme, par annuités, soit à court terme, avec ou sans amortissement;

2° Prêter avec ou sans hypothèque aux communes organisées par arrêtés du Gouverneur Général.

Rapidement les dirigeants se rendirent compte que les prêts hypothécaires étaient extrêmement difficiles à réaliser à Madagascar.

Nombreux étaient les indigènes qui venaient emprunter de l'argent à la banque sur la maison qu'ils possédaient ou le lopin de terre qu'ils cultivaient... mais la plupart du temps cette terre n'était pas à eux « *de jure* ».

Il est indispensable pour le comprendre de rappeler brièvement l'historique de la propriété foncière à Madagascar.

Le 6 août 1896, le général Galliéni proclama « qu'il n'entendait nullement porter atteinte au statut personnel des habitants de l'île, aux lois, aux usages et aux institutions locales ».

Or, le régime foncier était régi par une loi hova du 9 mars 1896 déclarant le sol du royaume propriété de l'Etat, sous réserve des droits des habitants sur les parcelles bâties ou cultivées par eux à ce jour.

Autrement dit, l'Ile appartenait à la reine, quitte à faire la preuve, pour chaque parcelle, qu'elle n'était ou n'avait pas été cultivée antérieurement par un indigène qui en revendiquait la propriété. Il y avait là une mine inépuisable de difficultés inextricables.

Un décret du 4 février 1911 eut pour objet d'assurer aux titulaires la garantie des droits réels qu'ils possédaient à la suite d'une procédure d'immatriculation. Malheureusement, cette procédure étant facultative, les indigènes se gardèrent bien d'y recourir.

Enfin, un décret domanial de 1926 (1) posa les principes suivants:

1° La loi de 1896 reste le fondement de la propriété individuelle malgache;

2° (Art. 29.) L'Etat est présumé propriétaire de tous les terrains non bâtis, non enclos, non immatriculés, mais cette présomption pourra être combattue par la preuve certaine établissant, en ce qui concerne notamment les indigènes, que leur droit de propriété est antérieur à la loi du 9 mars 1896;

3° Les indigènes qui auront pendant vingt ans cultivé des terres pourront obtenir de l'Administration des titres définitifs de propriété.

A la veille de la crise, un projet de cadastre indigène était à l'étude (2).

Outre les difficultés résultant de cette dualité de régime foncier entre les colons et les indigènes, il n'y avait pas, lors de la création du *Crédit Foncier*, de banque de réescompte.

Cet établissement devait donc faire du crédit à long terme avec de l'argent qui lui était prêté à court terme, s'exposant ainsi à connaître des gênes de trésorerie très graves.

Une fois créé, ayant des agences sur place et ne pouvant pas faire du crédit hypothécaire, le *Crédit Foncier de Madagascar* n'avait qu'une ressource: faire des opérations de banque pure, comme le *Comptoir National d'Escompte* et la *Compagnie de l'Océan Indien*; c'est ce qu'il fit.

L'année 1927 se solda par un bénéfice de 1.415.300 fr.; l'année 1928 par un bénéfice semblable de 1.713.228 fr.

(1) *J. O. Madagascar*, 12 août 1927.

(2) Il a été réalisé en 1929. Son application est toutefois une œuvre de longue haleine.

L'action de 500 francs cotait alors entre 950 et 611 francs. Le dividende fut fixé à 37 fr. 50.

En 1928, la réserve légale était de 318.173 francs, le fonds de prévoyance de 1.900.000 francs... chiffres bien insignifiants pour un établissement de crédit dont le portefeuille s'élevait à 63 millions et les crédits sur garanties diverses à plus de 15.

La Banque de Madagascar

Ainsi que le disait M. Edouard Daladier à la tribune de la Chambre en 1924, « la question de la création d'une banque d'émission à Madagascar s'est posée dès 1895, lors de l'occupation française. A cette époque, l'opération fut jugée prématurée ». Elle fut agitée maintes fois depuis 1906, mais n'aboutit qu'en 1925.

Le *Comptoir National d'Escompte* aurait bien voulu obtenir le privilège d'émission, mais le Gouvernement a jugé plus sage de créer une banque autonome, soumise au contrôle de commissaires du Gouvernement au siège social, et de censeurs administratifs dans les agences.

Si d'ailleurs la question a été résolue en 1925, ce ne fut pas uniquement en vue de l'intérêt des colons de la Grande Ile, de la création du crédit commercial et du crédit agricole. Ce fut avant tout dans un but politique: il fallait rapatrier les 200 millions de billets de la Banque de France dont on avait absolument besoin en une époque où la question du maximum d'émission, du « plafond », était à l'ordre du jour.

Quoi qu'il en soit, la *Banque de Madagascar* fut constituée le 5 février 1926, au capital de 20 millions souscrits par les groupes suivants:

- 15 % par la *Banque de Paris et des Pays-Bas*;
- 10 % par le *Comptoir National d'Escompte*;
- 20 % par la Colonie;
- 20 % par les habitants de Madagascar;
- 35 % par diverses Sociétés ou personnes ayant des intérêts dans l'île.

Monsieur Henri Saurin, l'éminent inspecteur général des Colonies, préside aux destinées de cet établissement depuis sa création.

En contre-partie de son privilège, la banque dut assumer diverses obligations et en particulier verser à l'Etat une participation aux bénéfices. Le taux de son escompte

est fixé par arrêté du gouvernement général (1); elle s'engage à faire des prêts aux sociétés de crédit agricole.

Notons de plus qu'en s'engageant à effectuer gratuitement le transfert des capitaux de Madagascar en France, la nouvelle banque d'émission supprimait toute possibilité de variation dans les cours du change. Ceci se comprend d'ailleurs parfaitement bien. Il serait anormal que la colonie, considérée comme prolongement de la mère-patrie, soumise au régime de l'assimilation douanière, fournissant des hommes à l'armée française, ait une monnaie, un franc malgache, qui puisse valoir plus ou moins que le franc de la *Banque de France*.

Cette cascade d'obligations obligea la *Banque de Madagascar* à gagner « sa vie ». Il lui fallut, en dehors d'opérations de réescompte — d'autant plus rares que, dit-on, le *Comptoir National d'Escompte* ne semblait guère disposé à lui repasser une partie de son portefeuille — se faire elle-même une clientèle.

Les résultats des premières années furent favorables, mais très inférieurs à ceux réalisés par les autres banques d'émission coloniales:

1.061.931 francs en 1927, 1.147.776 francs en 1928.

Lors de cette dernière année, l'action de 500 francs cotait entre 2.650 et 1.750 francs; le dividende fut fixé à 24 fr. 40.

La circulation fiduciaire qui était de 241.744.480 francs au 31 décembre 1927 s'était élevée à 294.014.000 francs au 31 décembre 1928. Elle est couverte, à concurrence de 33 %, par un encaisse or ou devises.

Le compte « avances comptes courants », quoique en progression, demeurait très faible:

4.337.000 francs en 1927 et 9.482.000 francs en 1928 (2).

*
**

L'organisation bancaire à Madagascar n'était donc admirable, avant la crise, qu'en considération des résultats bénéficiaires.

Le *Crédit Foncier de Madagascar* recherchait de la clientèle commerciale, car le but essentiel de son activité,

(1) Il ne doit pas être supérieur à 1 % de celui de la Banque de France. Toutefois, si les circonstances l'exigent, cette marge peut être dépassée, après autorisation du ministre des Colonies.

(2) Une étude intéressante des résultats des premiers exercices de la Banque de Madagascar est parue dans le supplément colonial de l'*Economiste Européen* du 16-11-1928, p. 67.

les crédits hypothécaires, était basé sur une erreur de conception. Sa création était prématurée.

La *Compagnie de l'Océan Indien*, jeune, vigoureuse, impétueuse, enivrée par ses glorieux débuts, parvenait à constituer des réserves, mais se lançait dans des opérations « spéculatives »... de ces opérations qui sont qualifiées de géniales quand elles réussissent et téméraires quand elles échouent.

Le *Comptoir National d'Escompte*, mécontent de la création d'une banque d'émission autonome, couvrait sa bonne vieille clientèle, ne laissant aux « nouveaux venus » que les affaires dangereuses ou peu importantes.

La *Banque de Madagascar*, contrôlée, chargée d'obligations, enviée des autres banques, mais se sachant moralement obligée de les aider... était contrainte de leur faire concurrence pour « vivre ».

Ce tableau est bien différent de celui que faisait en 1928 M. Paul Catat :

« Trois banques d'affaires installées dans l'île et y possédant de nombreuses agences mettent à la disposition des Européens, des Asiatiques et des Malgaches le concours de leurs disponibilités.

« Au-dessus de ces trois banques et pour les compléter, en permettant à tout moment de mobiliser sous forme d'espèces une partie de leur portefeuille, la *Banque de Madagascar* contribue dans des proportions considérables à augmenter l'importance des ressources que le commerce peut trouver près des banques (1). »

On avait à cette époque le droit d'être optimiste...

Toutefois, même en ces temps de prospérité forcée, de prospérité due au crédit et à cet « optimisme contagieux » dont parle M. Hawtrey, une harmonie bancaire entre des groupements si différents, dont les intérêts étaient si opposés, nous semble paradoxale.

**

A la veille de la crise, en 1928, la situation économique de la Grande Ile était préoccupante.

Les cours des matières agricoles étaient inférieurs à ceux cotés en 1926 :

Vanille	91	» le kilo contre 190.
Café Kouilou	568	» les 50 kilos C. A. F. Marseille, contre 738.

(1) P. CATAT : *L'activité bancaire à Madagascar*, p. 102.

Cire d'abeilles...	18	»	le kilo contre 24	».
Girofle	11 40	—	—	14 30.
Ylang-Ylang ...	434	»	—	575 ».
Manioc	105	»	les 100 kilos contre 119 (marquant toutefois une reprise sur 1927 où il ne cotait que 92 francs).	
Riz (Vary-Lava).	186	»	les 100 kilos contre 219.	

Toutefois, le raphia et les peaux connaissaient à cette époque des prix très rémunérateurs.

Les produits miniers se vendaient mal.

L'ensemble de la production avait une mauvaise réputation sur le marché mondial. Certaines maisons avaient bien une marque connue et estimée, mais, dans l'ensemble, l'origine malgache n'était pas une référence, à tel point que le beau vary-lava se vendait sous le nom de « caroline » et les belles pierres sous celui de « gemmes du Brésil ».

Enfin, ainsi que nous avons essayé de le faire ressortir, il y avait trop de banques, on faisait trop de crédit, la production était anarchique.

En un mot, la Grande Ile était destinée à souffrir d'une crise, mais la variété de ses productions, le peu de besoins et le petit nombre de ses habitants faisaient pressentir qu'en cas de danger son économie était suffisamment souple pour se recroqueviller et au besoin se réadapter à des conditions de vie nouvelle.

CHAPITRE V

LES PREOCCUPATIONS GOUVERNEMENTALES

Généralement, dans tous les pays du monde, quand on parle d'un gouvernement, c'est pour le critiquer ou en faire des louanges exagérées. A la vérité, le rôle des gouvernants est extrêmement complexe: il leur faut prendre des décisions et, dans la plupart des cas, trancher entre des intérêts opposés.

Ainsi, à Madagascar, les intérêts des petits cultivateurs indigènes et ceux des grandes exploitations européennes sont souvent en conflit.

Que le gouvernement favorise les colons, des extrémistes dénonceront « l'exploitation des indigènes »; lisez quelques lignes du discours prononcé par M. Ramette à la tribune de la Chambre en 1933 et vous serez convaincus; que, par contre, le gouvernement favorise les indigènes, au détriment des intérêts européens, aussitôt la presse de la colonie crierà au scandale, et des influences puissantes s'attacheront à faire échouer les nouvelles institutions.

D'une façon générale, on applaudit un gouverneur quand il obtient des secours de la métropole; on le remercie quand il accroît les commodités d'une région, et on le conspue quand il réclame le paiement des impôts.

En fait, un gouverneur est un homme; il tâche de discerner quel est l'intérêt général et agit en conséquence. Son pouvoir presque absolu semblerait exiger qu'il ne se trompât jamais.

Avant 1924, les gouvernements successifs n'avaient pas fait grand'chose depuis le départ du général Galliéni. Ils géraient le plus économiquement possible la colonie. Grâce à eux, le budget était très facile à équilibrer, la

dette insignifiante. Par contre, la mise en valeur de la colonie était très en retard par rapport à celle de l'Indochine ou surtout de colonies anglaises telles que la Rhodésie.

De 1924 à 1930, le gouverneur général Olivier se préoccupa de mettre la colonie en valeur, d'élever le niveau de la mentalité indigène par l'instruction et de combattre les maladies, causes de la faible natalité et de cette nonchalance légendaire des Malgaches.

La situation prospère de 1924-1928 fit espérer des rentrées d'impôts abondantes et régulières, et l'on s'engagea dans la voie des réformes économiques et sociales nécessaires mais coûteuses.

De même que les entreprises privées, le gouvernement eut confiance; il fut optimiste et se lança dans une grande aventure.

C'est ce programme et son commencement d'exécution qui feront l'objet de ce cinquième chapitre.

PRÉOCCUPATIONS SOCIALES

La domination française à Madagascar est empreinte d'utilitarisme.

Ainsi que l'écrivait M. Maunier à propos de l'impérialisme anglo-saxon, « c'est pour donner à tous les hommes ces deux biens mésestimés des peuples inférieurs: sécurité, prospérité, qu'une race élue exerce son effort (1) ». Apporter aux tribus malgaches les bienfaits de la civilisation, telle est la tâche qui incombe aux gouverneurs de la Grande Ile.

L'œuvre à accomplir était immense quand nous sommes arrivés à Madagascar; elle est loin d'être terminée.

Les Malgaches, pour la plupart, étaient totalement ignorants; un grand nombre portaient en eux les germes de maladies graves, ne mangaient pas à leur faim et vivaient dans des conditions d'hygiène déplorables. De là, la faible densité de leur population, leur natalité infime, leur faible résistance au travail.

**

Le problème de l'enseignement n'est pas facile à résoudre; le gouverneur général Olivier constate à ce sujet « que la masse indigène se tient à l'écart, insensible

(1) René MAUNIER : *Sociologie coloniale*, p. 57.

ou hostile à une culture qui choque ses sentiments profonds ». D'autre part, il faut se rappeler de l'avertissement du généra Galliéni: « L'instruction est une arme à deux tranchants qui, mal appliquée en pays neuf, peut faire beaucoup plus de mal que de bien. »

On a institué à Madagascar tout d'abord un enseignement à deux degrés:

Le premier était confié à des maîtres indigènes, le second à des Européens.

Il existait en outre des établissements spéciaux (Ecole Le Myre de Vilers, Ecole Flacourt, Ecole Industrielle de Tananarive, Ecole de Médecine de Tananarive).

En 1927, grâce à l'effort poursuivi par le professeur Renel, les écoles malgaches reçurent 160.000 élèves, sur 690.000 enfants. Malheureusement, le passage rapide qu'ils y firent ne semble pas avoir marqué une empreinte durable sur leur mentalité. L'enseignement prématuré du français aboutit bien souvent, hélas, à ce que les élèves « ne sachent plus ni leur langue maternelle, ni la langue française, et usent d'un jargon informe et inutilisable (1) ».

Une réforme s'imposait. Elle fut faite par un arrêté du 17 janvier 1929, ordonnant que l'enseignement des matières de premier degré soit fait en langue malgache, et que l'étude du français dans les écoles du second degré soit renforcée.

Bien plus important au point de vue économique est l'enseignement professionnel. Il faut à Madagascar de bons ouvriers spécialisés.

Des sections professionnelles furent adjointes en 1924 aux écoles du deuxième degré. Les meilleurs sujets étaient admis par sélection à l'Ecole Industrielle de Tananarive pour y recevoir un enseignement professionnel du troisième degré.

Des ateliers provinciaux, dirigés par un contremaître, permettaient aux enfants sortis des écoles du premier degré d'apprendre le travail du fer et du bois.

De même, on s'est préoccupé à Madagascar de l'enseignement agricole:

Le général Galliéni avait créé en 1903 une station d'essai à Nasinana, ainsi qu'une école d'agriculture et de sériciculture.

(1) BLANCHARD DE LA BROSE: *Bulletin Général de l'Instruction Publique de l'Indochine* (20-10-26).

Elle reçut de 1916 à 1925 162 élèves, dont 102 furent diplômés.

Afin de développer le personnel technique agricole, un arrêté du 23 janvier 1926 créa deux nouvelles écoles à Antsirabé et à Ivolina. Chacune d'elles comprend deux sections s'occupant l'une de la formation d'ouvriers agricoles, l'autre de celle des contremaîtres.

Il va de soi que cette œuvre scolaire est coûteuse.

*
**

De même qu'elle se tenait sur la réserve quand on voulait l'instruire, la masse indigène a longtemps fui le médecin européen ou de formation européenne (1). Aux remèdes des blancs, elle préférerait les imprécations ou les fétiches d'un guérisseur. Là encore, la civilisation se heurtait, et se heurtera longtemps, à l'âme traditionaliste malgache.

Et pourtant, ils auraient bien besoin de se laisser soigner, les indigènes, car « la mortalité excessive et la faible natalité proviennent des mêmes causes; elles sont dues à la fréquence et à l'intensité des affections endémo-épidémiques (maladies vénériennes, paludisme, tuberculose, peste), au manque d'hygiène et aux avortements (2) ».

De plus, la mortalité infantile est très importante:

16 % à Tananarive;

30 % à Tamatave.

Il est bon toutefois de noter que les habitants des plateaux commencent à apprécier les soins qu'on leur prodigue. Il faudrait des médecins de brousse pour aller combattre les sorciers guérisseurs sur leur propre terrain.

Le gouvernement a entrepris une campagne très énergique contre ces maladies; il fut aidé dans cette œuvre par la *Croix Rouge Malgache*. Les rapports officiels publient chaque année le nombre des hôpitaux, dispensaires et centres de dépistage; aussi ne nous paraît-il pas utile d'insister sur ce point qui est un peu en marge de notre sujet.

Plus encore que l'œuvre scolaire, l'œuvre prophylac-

(1) Les Malgaches, et plus particulièrement les Hovas, font d'excellents médecins. En 1933, il y avait à Madagascar 51 médecins militaires et 30 médecins civils européens contre 459 médecins indigènes.

(2) OLIVIER : *Six ans de législation sociale*, p. 153.

tique du gouvernement entraîne des frais énormes. Ils étaient en partie couverts, avant la crise, par une taxe d'assistance médicale payée par chaque individu.

*
**

En troisième lieu, le colonisateur français devait se préoccuper du standard de vie de ses administrés. N'est-ce pas un peu la faute de l'extrême pauvreté des tribus, de leur nourriture insuffisante, de leurs huttes à même une terre qui, pendant la saison des pluies, dégage des miasmes insalubres, que l'état de santé des Malgaches laisse tant à désirer? La plupart vivaient autrefois nus; cela ne présentait pas de grands inconvénients sur les côtes, mais sur le plateau il fait froid, et le gouverneur Olivier ne cessait, au cours de ses tournées, de persuader aux jeunes femmes hovas, frileusement enveloppées dans des châles aux couleurs vives, qu'il était dangereux — pour ne pas dire criminel — de laisser leurs bébés nus.

Pour élever le niveau de vie des indigènes, il faut les faire travailler. On peut espérer que dans l'avenir, grâce à la persévérance de l'Administration, ils en prendront l'habitude, mais, lors de la conquête, la règle, la routine, la tradition étaient de ne rien faire que contraint et forcé. Ne travaillaient que les esclaves. Il fallait, après la suppression de cette institution, un nouveau mode de contrainte: ce fut l'impôt.

Voici d'ailleurs comment jugeait la question le général Gallieni:

« A Madagascar, comme dans toutes nos colonies nouvelles, l'expérience des premières années d'occupation a démontré que l'impôt est le stimulant indispensable de l'énergie indigène. Il ne fait pas de doute que le Malgache, quelque contrée de l'île qu'il habite, se procure presque toujours sans effort appréciable tout ce qui est indispensable pour se nourrir, se loger et se vêtir. L'indolente nature aidant, une minorité seulement se conforme, sans y être invitée, à la saine loi du *travail*.

« Laisser l'indigène dans cet état, c'est renoncer pour lui à tout progrès, à toute élévation de son niveau économique et social (1). »

Malheureusement, ce n'est pas seulement en prélevant un impôt de capitation sur les indigènes qu'on les amène

(1) GALLIENI : *Lettres de Madagascar* (12 janvier 1900, à M. Depinçé).

nera à l'habitude du travail, et par suite à celle de dépenser suffisamment pour vivre moins misérablement. Dans la plupart des tribus arriérées, les hommes ne vont au chantier que pour amasser les quelques francs nécessaires à leur libération envers le percepteur. Ceci fait, ils retournent à leur vie contemplative.

L'impôt, c'est un stimulant, la mise en route d'un nouveau mode de vie. Il faut créer chez les Malgaches un état psychologique de besoins. Le jour où ils désireront plus, ils travailleront davantage.

Nous avons fait ressortir dans notre premier chapitre que les indigènes, dans l'ensemble, avaient horreur du travail salarié. Or, comme disait M. Deschamps en commentant la doctrine fourriériste, « il faut trouver une formule sociale correspondant à la nature humaine ».

Cette formule, à Madagascar, c'est, nous semble-t-il, le métayage, le petit paysanat indigène, ou, d'une façon plus ou moins directe, le travail à la tâche.

En ce qui concerne l'exploitation aurifère, c'est l'orpaillage et non pas le travail salarié qui donne les meilleurs résultats. Pour l'exploitation agricole — sans que cette règle ait d'ailleurs rien d'absolu — il faut déterminer les tribus à se fixer en leur accordant de petites concessions. Il faut obliger les éleveurs sakalaves à se cantonner dans des pâturages riches, et à ne plus incendier les plaines de l'Ouest au détriment du domaine forestier ou des exploitations agricoles naissantes.

Tous ces problèmes se tiennent. La civilisation, si elle apporte des bienfaits, exige une règle, une discipline. Elle se heurte dans l'espèce qui nous intéresse à l'esprit traditionaliste des Malgaches, esprit qui nous semble pouvoir être concrétisé dans cette proclamation de la reine Ranavalona I^{re}:

« Je ne permettrai pas que les hommes viennent changer quoi que ce soit à ce que j'ai reçu de mes ancêtres dont j'ai recueilli sans honte et sans crainte toutes les idées (1). »

À l'heure actuelle, la France a pris la responsabilité du pouvoir. Elle doit s'efforcer de ne pas heurter de front les peuplades de la Grande Ile, mais les faire évoluer par persuasion. Cela nécessite de la ténacité, de l'opiniâtreté. Cela exige également des sacrifices. Seul un gouvernement fort, avec un plan d'ensemble, peut

(1) MONDAIN-RAFARAVANY Marie : *Une martyre malgache sous Ranavalona I.*

« synchroniser » les problèmes que soulèvent le travail des indigènes, les besoins de l'agriculture et de l'élevage, le reboisement.

SECTION II. — PRÉOCCUPATIONS ÉCONOMIQUES.

Pour coloniser, il faut des colons. Il faut que des Européens viennent engager leurs capitaux et déployer leur énergie organisatrice dans des terres neuves.

Mais encore faut-il que ces colons aient en venant la perspective d'une vie libre et large. Un gouvernement colonial doit se préoccuper de leur rendre la tâche possible, car enfin, « la colonie, c'est eux (2) ».

A Madagascar, comme d'ailleurs dans la plupart des pays neufs, deux grands problèmes se présentent dès qu'on envisage la mise en valeur du pays :

Le développement des moyens de communication et la main-d'œuvre.

Il s'y en ajoute un troisième :

La réparation des dommages provoqués par des cataclysmes atmosphériques et la lutte contre les animaux nuisibles, tels qu les sauterelles et les rats.

Enfin, le gouvernement a tendance à s'immiscer dans le domaine économique privé, afin de réglementer la production, d'améliorer les rendements; il se heurte d'ailleurs immédiatement aux intérêts les plus divers et son action — que l'on peut juger utile ou néfaste — ne peut manquer d'être vivement discutée.

*
**

En ce qui concerne les moyens de communication, le réseau routier et ferroviaire était très insuffisant lors de l'arrivée du gouverneur général Olivier.

En 1926 il n'existait que 3.000 kilomètres de routes carrossables, et des chemins secondaires: les routes de « fokon' olona », accessibles seulement pendant la saison sèche. Les meilleures voies de communication rayonnaient autour de Tananarive:

Tananarive-Mahatsara	250 kms
Tananarive-Marololo par Maéwatanana	372 —
Tananarive-Ambalavao	498 —
Tananarive-Miarinarivo	96 —
Tananarive-Manajary	170 —
Antsirabé-Diego-Suarez-Ambilobé (dite route des placers	137 —

(2) Maréchal LYAUTEY : *Lettres du Tonkin et de Madagascar*.

Des services automobiles étaient organisés sur les routes principales, mais les transports par charrettes à bœufs étaient très courants, notamment dans le pays betsiléo. Ils étaient lents et onéreux.

Comme voies ferrées, il n'existait que la voie de 1 mètre
Tamatave-Brickaville-Tananarive 396 kms
à laquelle avaient été adjoints deux prolongements, inaugurés en 1923:

Moramangana-lac Alaotra	163 kms
Tananarive-Antsirabé	154 —

Il est bon de noter que le chauffage des locomotives, sur une ligne en paliers successifs, se faisait et se fait encore au bois, ce qui ne favorise guère le reboisement.

Ce réseau ferroviaire insuffisant était un grand obstacle à la mise en valeur du pays. Il a toujours été l'objet des préoccupations gouvernementales. Voici ce qu'en pensait le gouverneur général intérimaire Hugues Berthier:

« Le fonctionnement du chemin de fer continue à ne pas donner toute satisfaction. Chaque période de trafic interne ne se passe pas sans retards dans les transports et ces retards provoquent des plaintes des chargeurs. Cette crise chronique tient pour une part à la difficulté de recruter et de conserver le personnel choisi et la main-d'œuvre exercée indispensables pour assurer un débit régulier des lignes et obtenir le meilleur rendement du matériel... Il semble que l'électrification partielle du T. C. E. s'impose avec plus d'évidence de jour en jour. Elle aurait l'avantage d'augmenter d'une manière considérable le débit de la ligne avec une diminution très sensible de la main-d'œuvre (1). »

Il était indispensable de doubler cette ligne unique. Un projet de chemin de fer de la capitale du Betsiléo à la mer fut mis à l'étude.

Le gouverneur général Olivier, confiant dans l'avenir de l'île, désireux d'accroître les débouchés, fort des excédents budgétaires réalisés en 1924, 1925 et 1926, prit l'initiative d'engager de grands travaux avant même que se réalise l'emprunt dont il était déjà question à cette époque. Dès 1927, les travaux de construction du chemin de fer Fianarantsoa-Manakara étaient commencés, ainsi

(1) Hugues BERTHIER : Discours prononcé à l'ouverture des Délégations Financières, le 17 novembre 1926.

que l'aménagement d'une route de Tananarive à Majunga.

Les dépenses étaient couvertes par une contribution extraordinaire de 30 millions et des prélèvements sur la caisse de réserve, alimentée elle-même par les excédents budgétaires. Quelle leçon pour la métropole!

Un autre problème était celui de l'aménagement des ports. A Madagascar, il n'y avait pas de ports en eau profonde, rien que des ports de batelage.

La destruction de Tamatave par le cyclone du 3 mars 1927 et la nécessité de reconstruire cette ville qui effectue de beaucoup le trafic le plus important, provoqua la mise en construction d'un port moderne à Madagascar.

*
**

Le problème de la main-d'œuvre est celui qui a le plus préoccupé les milieux gouvernementaux, industriels et commerciaux.

Avant notre arrivée, l'appropriation du sol, sur les hauts plateaux, était réalisée sous forme de grande propriété... seuls travaillaient les esclaves. Sur les côtes régnait le nomadisme pastoral ou cultural.

L'abolition de l'esclavage, proclamée par un arrêté du général Laroche du 26 septembre 1896, provoqua sur les hauts plateaux l'apparition d'une petite propriété morcelée.

Il en résulta que les colons, nouveaux arrivants, ne trouvèrent pas de main-d'œuvre.

Le général Galliéni, comprenant le péril, reprit alors, en l'adaptant, une institution de l'ancienne dynastie hova, le « fanompaovra ».

Les arrêtés des 21 octobre et 17 décembre 1896 décidèrent qu'à l'avenir tout individu mâle de 16 à 60 ans devrait fournir au gouvernement cinquante journées de travail par an. Il était prévu toutefois une indemnité journalière de 0 fr. 20 et certains dignitaires étaient admis à racheter leurs prestations moyennant une somme de 0 fr. 50 par jour. Des livrets individuels furent remis aux domestiques, ouvriers et porteurs.

Cette réglementation ne fit pas du tout l'affaire des colons. Leurs récriminations aboutirent à la promulgation d'un arrêté du 3 août 1897, décidant que tout indigène ayant contracté un engagement d'un an après d'un colon serait exempté de la prestation.

Ce fut une source d'abus excessifs. Un extrait d'une lettre du général Galliéni en donne une idée :

« ...Un certain nombre de nos colons, les moins intéressants, d'ailleurs, se sont mis à souscrire des engagements avec les indigènes, ceux-ci se faisant ainsi exempter des prestations à fournir à l'Etat et remettant en échange une somme donnée à leurs employeurs, qui, bien entendu, ne leur faisaient faire aucun travail.

« ...Ainsi les indigènes, au lieu de prendre l'habitude du travail, restent dans l'oisiveté, se contentant de payer une somme modique à des employeurs peu scrupuleux (1). »

De cette manière, les mauvais colons pouvaient vivre à ne rien faire et les bons ne trouvaient pas la main-d'œuvre nécessaire.

Constatant ces pratiques regrettables, et après quelques nouveaux tâtonnements, le gouverneur Galliéni rétablit la liberté du travail par un arrêté du 31 décembre 1900.

Il remplaça les prestations par une taxe qui vint s'ajouter à la capitation, convaincu du fait que seule l'obligation de payer l'impôt forcerait les indigènes à s'engager sur les chantiers.

Il y a lieu toutefois de noter qu'à côté des prestations ou impôts dus au gouvernement, les indigènes étaient astreints aux corvées de fokon'olona (garde de nuit, transport de correspondance, travaux de voirie). Un arrêté du 10 mai 1905 prescrivit l'autorisation préalable de l'Administration avant toute exécution de travaux de fokon'olona, afin de prévenir les abus et les travaux vexatoires exigés de certains indigènes par les autorités locales.

En pratique, la question de la main-d'œuvre est très complexe. Tous les gouvernements successifs ont remanié les arrêtés ou décrets publiés par leurs prédécesseurs. Nous nous contenterons de mentionner que le régime actuel de la main-d'œuvre privée a été établi par un décret du 22 septembre 1925, remédiant aux lacunes que présentait le Code de 1920.

Il prévoit des sanctions en cas de passation de contrats fictifs, simplifie la procédure des conseils d'arbitrage, fixe les règles pour le paiement des salaires, le rapatriement, les soins médicaux, l'indemnité de rupture, etc...

(1) GALLIENI : *Lettres de Madagascar* (12 janvier 1900, à M. Depincé).

Il ressuscite en outre l'Office Central et les Offices régionaux de Travail créés en 1900 par le général Galliéni et supprimés par son successeur Victor Augagneur.

Il est bien possible que « sans la pression de l'Administration les neuf dixièmes des entreprises européennes devraient se résigner à disparaître, faute de main-d'œuvre ».

Quand, en 1926, le gouverneur Olivier décida l'entreprise de grands travaux d'intérêt général, il se préoccupa immédiatement de trouver la main-d'œuvre nécessaire pour les exécuter. Il y avait un moyen bien simple : demander aux chefs de villages ou aux fokon'olona de fournir des contingents de travailleurs. Les résultats eussent certainement été déplorables, les désignations partiales, l'état d'esprit mauvais, les rendements médiocres.

On eut alors l'idée d'enrôler les jeunes gens du deuxième contingent militaire. Ce fut l'objet du décret du 3 juin 1926 qui créait le S.M.O.T.I.G. (Service main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général).

Lors de la création de cette institution, les critiques les plus violentes, tant à la colonie qu'à Genève, s'élevèrent.

Les uns trouvèrent que l'on allait inaugurer des champs « d'écoliers en vacances » aux frais de la colonie, les autres flétrirent le travail forcé, ce simili retour à l'esclavage. En fait, l'idée était excellente; elle a été très bien admise par les indigènes, les colons s'en félicitent, les résultats matériels et moraux se sont révélés supérieurs à tout ce que l'on pouvait espérer.

Le mécanisme est très simple. On avait remarqué depuis longtemps que le recrutement militaire se faisait sans aucune difficulté. Le Malgache est respectueux de l'autorité. La loi du 4 décembre 1919 exigeant trois ans de service militaire, il se rend quand on le lui ordonne à la visite d'incorporation.

Sur 40.000 jeunes gens qui se présentaient, 5.000 seulement étaient pris, alors que 15.000 eussent été utilisables si le budget de l'armée s'y était prêté.

Ce sont ces 10.000 hommes qui furent dorénavant désignés pour constituer les équipes de pionniers du S.M.O.T.I.G.

On ne les retiendrait que deux ans, mais sans permission, afin qu'ils ne perdissent pas au cours de leurs congés les bonnes habitudes qu'on se proposait de leur inculquer.

Tout fut employé pour rendre les camps de pionniers attrayants. Après deux mois de stage dans les camps de rassemblement, les hommes furent dirigés sur des camps de travail où l'hygiène la plus parfaite fut observée. Les hommes mariés furent autorisés à vivre à part avec leurs familles. La facilité de pratiquer les sports et des distractions de tous genres furent prodiguées aux pionniers en dehors des quarante-huit heures de travail.

En 1929, le chef de l'arrondissement des travaux publics de Tamatave put constater que le rendement du S.M.O.T.I.G., dans les travaux de terrassement, avait été supérieur de 10 % environ à celui des travailleurs ordinaires.

En dehors de ces résultats matériels, le fait d'inculquer à 10.000 hommes jeunes, chaque année, des habitudes de travail et de bien-être n'était pas négligeable (1).

**

En ce qui concerne l'ordre public, l'œuvre sociale et la mise en valeur de la colonie — les récriminations contre les impôts mises à part — la presque universalité des administrés se montraient d'accord avec le gouvernement.

Mais, dès que le gouverneur général Olivier commença à parler d'organisation méthodique de la production et surtout de standardisation, les critiques les plus vives commencèrent à émailler la presse de la colonie. Le gouverneur les résuma lui-même dans son discours d'ouverture aux Délégations financières.

« L'intention de l'Administration de vouloir intervenir dans l'organisation méthodique de la production peut paraître un peu prétentieuse. N'est-ce pas là un domaine réservé à l'initiative privée, où l'intervention administrative ne peut commettre que des dégâts? »

Quand, en France, on soulève cette question de l'ingérence de l'Etat dans la production, tout le monde veut prendre la parole pour protester contre les abus et les résultats déplorables que ne manquerait pas d'obtenir l'Administration.

A Madagascar, dans les assemblées privées, les mêmes discours sont tenus, mais, dès qu'il y a des dégâts, dès que des pertes sont subies par suite de désastres

(1) Cette institution a été complétée par deux arrêtés du gouverneur général Cayla, du 6 novembre 1930 et du 23 mai 1932, organisant des camps de travailleurs journaliers libres.

atmosphériques, d'insectes ou d'animaux dévastateurs, dès qu'une gêne dans les transactions se manifeste par suite de baisse des cours ou de mévente des produits, les mêmes groupements adjurent le gouvernement général de consentir des prêts au commerce et à l'agriculture, de réparer les bâtiments détruits, de soutenir les cours par des primes ou de chercher à développer le commerce extérieur.

Aux heures de prospérité, les riches colons paient leurs impôts, participant ainsi à l'œuvre colonisatrice, mais réclament une indépendance complète. Aux heures de crise, ils oublient leur fière indépendance et demandent que le gouvernement les aide. C'est ce que nous appellerons demander à l'Etat de s'ingérer dans l'économie privée.

Naturellement, le jour où l'Administration commence à s'occuper d'une affaire, elle crée un service et, une fois ce service créé, il faut bien se dire qu'il ne disparaîtra plus.

A la base de toute initiative administrative, il y a le vœu d'un groupement commercial ou industriel. Une fois la machine administrative en route, elle va souvent beaucoup plus loin que ne le désiraient les intéressés lors de l'adresse de leurs premières revendications.

Les gouverneurs généraux sont d'autant plus poussés à s'occuper de l'économie privée que, dans un grand nombre de cas, leur action est indispensable. Qui pourrait contester cette affirmation du gouverneur général Olivier :

« Dans une colonie où une part des plus importantes de la production est fournie par des cultivateurs indigènes arriérés, l'Administration faillirait à son devoir en pratiquant à leur égard la politique du laisser-faire (1) » ?

Nous ne reviendrons pas sur la nécessité pour l'Administration de veiller au reboisement de l'île, au sélectionnement des semences, au parcage du bétail. On lui a demandé également d'organiser le crédit agricole, la lutte antiacridienne, l'assurance contre les cyclones, etc., en général toutes les opérations que des particuliers ne veulent pas faire.

Il y a toutefois une question dont nous devons parler plus longuement. C'est celle de la standardisation, qui soulèvera au cours de la crise les polémiques les plus animées.

(1) Discours d'ouverture des Délégations Economiques et Financières (1928).

Il ne fait de doute pour personne que les produits malgaches de la belle période ne jouissaient pas d'une excellente réputation. Les lots étaient en général hétérogènes; un acheteur de pois du Cap, de maïs ou de riz n'était pas sûr de recevoir un chargement conforme aux échantillons sur la qualité desquels il s'était basé pour passer sa commande.

Dès 1925, il avait été demandé aux Chambres de Commerce et aux Chambres Consultatives de mettre la standardisation à l'étude, mais les discussions n'aboutirent pas.

C'est en 1928 que le Gouverneur Général Olivier présenta un projet aux Délégations financières:

« La standardisation, déclara-t-il, constitue l'une des pièces essentielles d'un programme qui tend à rendre plus aisé l'écoulement de nos produits... Elle aboutira à la création de types « Madagascar » qui seront connus, cotés et auront leurs débouchés propres. Ils cesseront d'être le jouet de toutes les fluctuations et de toutes les dépréciations...

« Pour parvenir à ce résultat, il faut déterminer la qualité essentielle à chaque marchandise qu'il convient de garantir, classer cette marchandise par variétés bien définies, attester ensuite que le classement a été soigneusement effectué... Il faut enfin exercer un contrôle des plus rigoureux, renforcé de sanctions, sur toute cette réglementation; c'est l'aspect le plus délicat du problème, mais aussi le plus indispensable. »

Le rapporteur fit bien ressortir que le concours des acheteurs était indispensable pour rendre la réglementation utile. « Le problème serait vite résolu si ceux-ci voulaient bien manifester leur coopération par une plus grande rigueur dans l'achat des produits qui leur sont offerts et surtout par le refus impitoyable de ceux qui leur paraissent falsifiés ou ne présentent pas des caractéristiques loyales et marchande (1). »

Après des discussions générales et particulières pour chaque produit, le principe fut adopté sous réserve:

- 1° De la répression préalable des fraudes;
- 2° De la création de l'outillage nécessaire.

Malheureusement, le vote du principe fut pratiquement annihilé par l'insertion d'un article 36 ainsi conçu:

« L'arrêté entrera en vigueur dès que les circonstances le permettront. »

De son côté, la Section Madagascar et Comores de

(1) Délibérations des Délégations Economiques et Financières. (1928).

l'Union Coloniale se déclara dès cette époque défavorable au projet, estimant que seule la répression de la fraude d'origine était susceptible de donner les résultats attendus.

SECTION III. — PRÉOCCUPATIONS FINANCIÈRES.

Comme tous les gouvernements, celui de Madagascar a besoin d'argent pour alimenter les services publics et mener à bien l'œuvre sociale et économique entreprise.

Pour des économistes habitués à calculer en milliards les budgets et les dettes des Etats européens ou américains, le problème budgétaire malgache va paraître bien insignifiant, avec ses 250 millions! Mais il ne faut pas oublier que la population n'est que de 3.700.000 indigènes, dont le plus grand nombre n'ont pour tout capital qu'un petit coin de rizière ou quelques bœufs.

Si les impôts deviennent trop lourds, on risque de voir fuir les Malgaches dans la brousse.

A la veille de la crise, la situation financière de la colonie était bonne.

Chaque année se clôturait par des excédents de recettes, ce qui permettait d'alimenter la caisse de réserve créée par le décret du 31 mai 1902 et destinée au financement des grands travaux d'outillage économique ainsi qu'aux dépenses de solidarité coloniale.

*
**

La Dette était insignifiante. Elle comprenait :

30 millions empruntés en 1897 à 2 1/2 % pour convertir l'emprunt de 15 millions à 6 % consenti à la reine Ranavalona en 1886 par le Comptoir National d'Es-compte;

60 millions (dont 14 à 3,95 % et 46 à 3 %) empruntés en 1900 pour une première mise en valeur de la colonie (phares, routes, télégraphe, adduction d'eau, chemin de fer T.C.E.);

15 millions à 3 % en 1906 pour la terminaison du T.C.E.

Depuis cette date, les chefs de la colonie se sont souciés avant tout d'une gestion économe; le gouverneur général Olivier lui-même hésita longtemps avant d'admettre la nécessité de l'émission d'un emprunt.

En 1928, M. Adrien Vally, en fondant une ligue de contribuables à Tananarive, reprocha d'ailleurs au gou-

vernement de prélever sur le budget annuel les fonds nécessaires à la construction du chemin de fer Fianarantsoa-Manankara.

Il invoquait l'exemple de l'A. E. F. qui avait contracté un emprunt au taux de 7,25 % pour éviter la création de nouveaux impôts.

A Madagascar, un décret du 15 septembre 1926 avait créé un « budget spécial de grands travaux », solidaire du budget local; le gouverneur général voulait, en effet, attendre le moment favorable pour lancer un emprunt de 400 millions.

Voici d'ailleurs son opinion:

« Je ne peux que me féliciter d'avoir résisté aux sollicitations de certains qui m'incitaient, au cours de ces dernières années, à contracter immédiatement un emprunt, sans attendre une amélioration du marché monétaire. Si j'avais entraîné la colonie dans cette politique, nous aurions, sans avoir fait un effort fiscal important, à assurer actuellement le service d'un emprunt dont le taux d'intérêt écrasant nous remplirait de remords (1). »

Le fait pour la colonie de n'avoir qu'une dette de 105 millions était une force. Il est en effet toujours possible d'emprunter. L'exemple de la métropole est là pour montrer que même dans les belles périodes les remboursements de la Dette sont toujours très difficiles.

*
**

Si la Dette ne s'était pas accrue depuis 1905, il n'en était pas de même des budgets.

Telles furent en effet les recettes et les dépenses effectuées au titre du budget local:

	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>
1905	25.497.486	23.356.161
1913	31.936.381	26.767.366
1918	38.208.274	33.667.867
1920	63.390.577	54.919.297
1922	75.692.630	70.501.774
1923	86.269.178	76.922.695
1924	101.165.057	83.735.667
1925	127.879.651	100.275.974
1926	156.131.257	134.918.125
1927	244.321.699	206.547.665
1928	265.445.732	244.702.806

(1) Discours d'ouverture des Délégations Economiques et Financières (1928).

Cette progression apparaît continue et modérée si l'on tient compte de la dévaluation du franc depuis 1918.

C'est du moins l'avis de M. Deleles-Desloges :

« L'évolution financière de Madagascar s'est poursuivie suivant une lente progression des charges des contribuables, progression inévitable dans tous les Etats modernes et plus encore dans une colonie qui doit s'organiser et s'outiller. En même temps, l'Administration s'est efforcée de rendre plus équitable la répartition de ces charges suivant l'évolution économique des diverses catégories de contribuables, notamment par l'institution en 1927 de l'impôt sur le revenu (1). »

Par contre, M. Adrien Vally prétendait à cette époque que la charge de l'impôt devenait intolérable, que les indigènes ne pouvaient s'acquitter qu'en abandonnant au percepteur les quelques économies qu'ils possédaient, et que beaucoup d'entreprises étaient sur le point de sombrer sous le poids d'une fiscalité abusive.

En fait, les salaires n'avaient pas suivi le coefficient 5, jugé normal par les agents administratifs pour la détermination du taux nouveau des impositions; d'autre part, les prévisions budgétaires pour 1929 s'établissaient au coefficient 9 et non pas au coefficient 5 de celui de 1913.

Enfin, et c'est là le point le plus grave, la progression rapide des impôts avait été supportable pour un pays dont les produits, quoique de qualité médiocre, se vendaient facilement et relativement cher. Qu'une baisse dans les cours se produise et le gouvernement se trouverait en face de sociétés déficitaires, de petits producteurs gênés et de dépenses administratives difficilement compressibles.

Au point de vue administratif, les impôts étaient répartis à Madagascar en quatre grande catégories; voici quelle était leur importance respective en 1928:

Impôts sur rôle (comprenant la capitation)	139 millions
Contributions perçues sur liquidation (douanes, timbres, etc.)	84 —
Produits des exploitations industrielles ..	12 —
Produits divers	30 —

Les principaux impôts sur rôle comprenaient, outre la capitation (60 francs), les impôts fonciers sur la propriété bâtie, les rizières, les terrains cultivés (1 franc à

(1) DELELÉE-DESLOGES : *Madagascar et Dépendances*.

5 francs par hectare) et même incultes (0 fr. 20 à 0 fr. 40 par hectare), les patentes et des taxes dont la principale était établie sur les bœufs.

Cela impliquait une déclaration obligatoire de propriété, déclaration qui, dans la plupart des cas, n'était pas faite par les indigènes.

L'intention du gouvernement était de diminuer progressivement la capitation au fur et à mesure de la mise en application du décret de 1927. Il comptait également sur un accroissement progressif du rendement des impôts fonciers, ayant mis à l'étude un projet du cadastre indigène.

*
**

A la veille de la crise, Madagascar était en pleine œuvre constructive,

De jeunes sociétés anonymes s'étaient créées pour mettre le pays en valeur et concurrencer avec un outillage moderne les producteurs locaux.

Des banques, trop nombreuses, encourageaient les nouveaux arrivants par des crédits faciles.

Le gouvernement venait de décider l'exécution de grands travaux pour accroître les débouchés et le renforcement des œuvres sociales.

Le budget de la colonie s'était considérablement enflé, mais, étant donnée la facilité de rentrée des impôts, il était permis d'espérer que l'activité croissante des transactions commerciales permettrait aux contribuables de supporter aisément les charges budgétaires.

La situation, même en tenant compte de l'ombre jetée par les terribles cyclones de 1927 et 1928, apparaissait bonne, mais on était en période d'« optimisme contagieux », on prévoyait le mieux, on n'envisageait pas le pire.

On estimait subir en 1928 une « crise passagère » que des remèdes gouvernementaux pourraient facilement faire disparaître.

La baisse brutale des cours de 1929 et de 1930 allait montrer combien cette économie, basée sur la foi dans l'avenir, était précaire.

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE

CHAPITRE PREMIER

EVOLUTION DE LA CRISE

On peut considérer que la crise à Madagascar est passée, depuis son origine, par trois phases successives :

La première, qui va de 1928 à mai 1930, est celle de la surprise. Les jeunes entreprises s'étonnent du marasme des affaires et de la baisse des cours. Elles croient à un malaise passager. Les nombreuses faillites de l'année 1930 les rendent à l'évidence.

La seconde, de mai 1930 à septembre 1932, est la plus intéressante; c'est celle au cours de laquelle les affaires se réadaptent ou meurent, celle où le gouvernement met tout en œuvre pour sauver l'économie malgache du désastre.

La troisième, de fin 1932 à nos jours, constitue une légère reprise; les mesures gouvernementales ont sauvé certaines entreprises, notamment celles de la Côte Est, mais n'ont pas profité aux producteurs de certaines autres régions, en particulier aux exploitants miniers et aux éleveurs indigènes. Il en résulte que la situation de ceux-ci demeure excessivement précaire.

PREMIERE PHASE. — LA SURPRISE.

Depuis la fin de 1928 on se plaignait dans les milieux intéressés du marasme des affaires.

Lors d'une séance de la Section Madagascar et Comores de l'Union Coloniale, au début de 1929, un des membres fit la déclaration suivante:

« Les plaintes s'élèvent de plus en plus nombreuses au

sujet du marasme des affaires et des difficultés que les planteurs éprouvent à l'heure actuelle à gagner leur vie. Les causes en sont multiples: difficulté de main-d'œuvre, cherté croissante des frais de production, baisse progressive des prix de réalisation, insuffisance de protection douanière (1). »

Quelques mois plus tard, le commandant Chenereau dénonçait une diminution du cheptel provoquée d'une part par des impôts trop lourds (environ 30 % de la valeur des bœufs), de l'autre par un abatage inconsidéré des vaches-zébu et de bœufs de poids trop faible (2).

A partir du mois de septembre, la situation empire nettement. L'avilissement des cours de la plupart des produits provoque une émotion profonde. La cire, les cuirs, les raphias et les produits miniers sont particulièrement touchés. La récolte de riz est déficitaire. Toutefois, les exportations de vanille et de pois du Cap sont en progression très nette sur les années précédentes.

Les statistiques douanières ne semblent pas indiquer une situation difficile. Le léger recul des exportations paraît imputable aux dégâts causés par les cyclones de 1927 et 1928. Par contre, les importations de matériaux de construction sont en augmentation et celles d'articles de consommation ne sont pas en régression.

Les banques, se croyant en face d'un malaise passager, consentent des prêts aux producteurs gênés et leurs résultats sont bénéficiaires:

<i>Banque de l'Océan Indien</i>	3.955.558 fr.
<i>Crédit Foncier de Madagascar</i> ..	1.748.874 fr.
<i>Banque de Madagascar</i>	1.466.602 fr.

On assiste toutefois à la défaillance de quelques maisons d'exportation. Cette catégorie d'intermédiaires s'était considérablement accrue pendant les années de prospérité; beaucoup ne vivaient que soutenues par des crédits faciles. Leur approvisionnement à des hauts cours provoqua leur ruine.

A la fin de l'année 1929 on espérait dans la colonie que cette crise ne serait que passagère et que les mesures envisagées par le gouvernement y mettraient rapidement fin.

Telle est du moins l'impression qui se dégage du rap-

(1) *Quinzaine Coloniale*, n° du 25-1-29.

(2) Cette diminution provenait également des hécatombes de bovidés pratiquées à l'époque où les cours des peaux étaient élevés.

port de la *Banque de Madagascar* à l'Assemblée générale de ses actionnaires :

« La colonie doit se préparer dès maintenant à la reprise des affaires. Certains indices semblent laisser espérer une amélioration de la situation. Il faut souhaiter que dans les mois qui vont venir les cours prendront une orientation qui permettra de donner une durable activité aux transactions. »

D'ailleurs, les rentrées des impôts s'étaient effectuées normalement, la circulation fiduciaire se maintenait à 280 millions de francs, les grands travaux d'aménagement de l'Ile étaient menés avec vigueur. On pouvait espérer une reprise si les cours remontaient un peu.

En dehors des difficultés économiques, des menées séditionnelles d'origine politique inquiétaient le gouvernement.

Certains Malgaches, arguant de l'égalité de droits entre noirs et blancs, refusaient ostensiblement d'obéir aux ordres de l'Administration.

En 1930, les cours, loin de remonter, s'effondrent. Il ne s'agit plus des cours de quelques produits, mais d'une baisse générale.

On peut même constater que certaines cotations sont purement théoriques et que des matières agricoles et minières restent pour compte, faute de preneurs. Les importations, par contre, se maintiennent, car les indigènes des plateaux dépensent les économies qu'ils ont faites au cours des années de prospérité. Toutefois, un certain stockage des produits importés commence à se faire.

Tandis que la valeur des produits s'abaisse, le coût de la main-d'œuvre et les frais de transport ont plutôt tendance à s'accroître. La qualité des matières agricoles ne s'améliore guère. La plupart des exploitations minières sont mises en veilleuse en attendant des jours meilleurs.

On commence à assister à une cascade de faillites (plus de 200). Beaucoup sont dues au manque de prévoyance; beaucoup, hélas! sont frauduleuses.

Comme en 1902, certains commerçants indiens et malgaches dont le négoce était fondé sur les crédits des banques ou des grosses sociétés européennes disparaissent subrepticement ou déposent leur bilan après avoir

passé la meilleure partie de leur actif à des arrière-cousins.

La circulation fiduciaire s'abaisse en mai à 240 millions; les rentrées budgétaires s'avèrent difficiles; le commerce général est en régression sensible sur l'année précédente.

DEUXIÈME PHASE. — LA LUTTE.

En pleine débâcle économique, au mois de mai 1930, arrive à Tananarive le nouveau gouverneur général, Léon Cayla. Son premier discours fait une grosse impression sur les colons et les indigènes :

« L'effondrement des cours, déclare-t-il, dont la production malgache est si brutalement frappée, et le désarroi commercial qui en résulte, ne sont que les manifestations locales d'une crise mondiale; il n'en reste pas moins vrai que cette crise est particulièrement grave pour un pays qui, encore au début de sa croissance, n'a qu'une ossature économique et une épargne insuffisantes. »

Il déclare sa volonté de lutter énergiquement pour enrayer les désastres économiques qui commencent à se manifester puis, parlant des désordres politiques qui inquiètent la colonie, il s'écrie :

« Grande est l'erreur des agitateurs s'ils s'imaginent qu'une crise d'autorité s'ajoutera à l'autre. »

En fait, les troubles furent rapidement réprimés et le petit élément extrémiste perdit presque aussitôt l'influence qu'il s'efforçait de prendre sur les malléables populations malgaches.

Malheureusement, la situation économique continue à empirer. Les cours qui s'établissaient à peu près au prix de revient en 1930 s'abaissent progressivement en 1931 et 1932.

La circulation fiduciaire se met à osciller entre 220 et 200 millions de francs.

Le commerce général tombe de 972 millions en 1930 à 868 en 1931 et 667 en 1932.

L'année 1931 fut la plus douloureuse; l'année 1932, celle dont les résultats statistiques apparurent les plus désastreux.

En 1931, les cours se sont tellement abaissés que colons et sociétés ne peuvent plus espérer revoir ceux de 1927. La plupart des entreprises, mal gérées ou n'ayant

pas de réserves, sautent. Les banques resserrent leurs crédits. La *Banque de l'Océan Indien*, dont la vitalité semblait extraordinaire, se trouve privée du concours financier de la *Compagnie Havraise Péninsulaire*, elle-même en difficulté. Elle eut certainement été obligée de fermer ses guichets sans l'aide conjuguée du *Crédit Foncier de Madagascar* et de la *Banque de Madagascar*.

Il était nécessaire d'empêcher le krach de cette jeune banque qui eut entraîné dans la débâcle de nombreuses sociétés viables et jeté un discrédit néfaste dans l'esprit des Malgaches sur le jeu des opérations bancaires.

A la suite d'une convention passée entre ces trois établissements de crédit, il fut décidé que la *Banque de l'Océan Indien* ne ferait plus d'opérations bancaires, mais maintiendrait la plupart de ses succursales pour servir d'agences à la *Havraise Péninsulaire*. Par contre, la *Banque de Madagascar* réescompterait son papier afin de lui permettre de liquider ses comptes courants. Ses pertes en 1931 s'élèvent à près de 10 millions, en 1932 à près de 17.

A la même époque, la plupart des négociants chinois de Diego-Suarez, qui étaient tous solidaires les uns des autres, se trouvent obligés de suspendre leurs paiements. Beaucoup d'entre eux quittent Madagascar et retournent dans leur patrie.

L'étude des bilans des principales sociétés fait d'ailleurs ressortir des pertes considérables au cours des exercices 1930, 1931 et 1932.

Cela tient dans la plupart des cas à la dévaluation des stocks. Il n'était pas possible à des sociétés sérieuses de maintenir à l'actif du bilan des comptes « marchandises » évalués au coût de production, alors que les cours mondiaux n'étaient parfois que de la moitié ou du quart.

Il leur fallait assainir leurs bilans puis se réorganiser. Dès lors, elles eurent deux préoccupations principales :

Réduire les prix de revient et réorienter leur activité sociale, en profitant des mesures de faveur octroyées par le gouvernement de l'Ile ou celui de la métropole.

La plupart des sociétés minières cessèrent toute exploitation et vécurent sur leurs stocks.

Les exploitations agricoles, par contre, ne pouvaient subsister en veilleuse. Il faut en effet de nombreuses années pour aménager une plantation de canne, de café ou de vanille. L'abandon de ces exploitations eut entraîné la ruine de la colonie.

C'est donc surtout aux exploitations agricoles que le gouvernement porta secours, ce qui ne veut pas dire qu'il se désintéressa des autres. C'est en effet favoriser grandement les entreprises minières que de développer les moyens de communication sans lesquels l'exploitation est impossible.

La crise eut une heureuse conséquence; elle fit aboutir des projets qui étaient à l'étude depuis une dizaine d'années, telle la fameuse loi Sarraut de 1921.

Le gouvernement de Madagascar décida, en principe, de soutenir les affaires viables, afin de leur laisser le temps de se réadapter aux nouvelles conditions économiques, mais d'abandonner celles qui, mal organisées ou trop engagées, alourdissaient le marché sans grande chance de survivre à la tourmente.

Si les producteurs n'avaient pas été soutenus, il est bien possible que la situation actuelle de l'île serait désespérée. L'examen des statistiques montre en effet que, par suite de la baisse des cours, la valeur des exportations se serait réduite des 4/5.

Les peaux, dont les exportations se chiffraient en 1928 à 105 millions, ne représentent plus en 1932 que 10 millions; le raphia, dans la même période, tombe de 61 à 24 millions; les exploitations de vanille, de 76 millions en 1929 à 14 en 1932.

Un pays neuf comme Madagascar ne peut importer que s'il exporte. Si les indigènes, qui sont en définitive les principaux producteurs, n'avaient plus eu le moyen de vendre les produits de leurs cultures, ils n'auraient plus payé l'impôt et seraient revenus à leur mode d'existence primitif. Il fallait l'éviter à tout prix.

D'un autre côté, si une impulsion — que l'on pourrait qualifier d'artificielle — n'avait pas été donnée à l'économie de l'île, la presque totalité des sociétés et des colons eussent fait faillite. Les plantations auraient été abandonnées. Beaucoup d'Européens seraient rentrés en France où ils n'auraient d'ailleurs probablement pas trouvé de travail.

Cette impulsion fut donnée par le gouvernement de Madagascar.

Le décret du 18 avril et l'arrêté du 22 novembre 1930 mirent en application la convention du 1^{er} juillet 1925 passée avec la *Banque de Madagascar* pour l'organisation du crédit agricole. Ce n'est toutefois qu'en 1932 que

5 millions furent mis à la disposition des cultivateurs par l'*Institut d'Emission* (1).

Un arrêté du 6 novembre 1930 mit en vigueur la standardisation qui était à l'étude depuis 1925. Le gouvernement espérait par là revaloriser les produits malgaches et faciliter leur vente sur le marché extérieur (2), notamment dans l'Union Sud-Africaine.

La loi du 22 février 1931, mise en application par plusieurs décrets du Gouverneur Général Cayla, permit à la colonie de contracter les premières tranches d'un emprunt de 735 millions. C'était pour Madagascar entrer dans une voie nouvelle, mais il n'y avait pas moyen de continuer à mettre le pays en valeur en prélevant les dépenses sur le budget local; de plus, il eût été extrêmement dispendieux de dénoncer les contrats passés par la colonie avec des entreprises privées auxquelles elle aurait été obligée de payer des dommages-intérêts. On peut d'ailleurs escompter que les nombreuses routes et voies ferrées nouvelles (3), de même que l'outillage moderne des ports, diminueront les frais de transport et par conséquent le prix de revient des produits du cru, sans compter les nouvelles possibilités d'exploitation que provoquent l'accessibilité des régions riches comme le Betsiléo.

Afin d'éviter la ruine de sociétés viables mais dont la trésorerie était très obérée, une convention fut signée le 4 mai 1931 entre le Gouvernement Général, la *Banque de Madagascar*, le *Comptoir National d'Escompte* et le *Crédit Foncier de Madagascar*. Ces établissements étaient autorisés à faire des crédits jusqu'à concurrence de 30 millions, sur garantie hypothécaire et après avis d'une commission centrale siégeant à Tananarive, aux seules entreprises agricoles.

En cas de défaillance des bénéficiaires, les pertes seraient couvertes par prélèvement sur un fonds de garantie. A son défaut, la colonie s'engageait à rembourser les établissements prêteurs.

Cette mesure est très curieuse, elle permet à beaucoup d'entreprises de passer une période difficile (4).

Il fallait, d'autre part, protéger les produits de cru contre la concurrence étrangère. Les délégués de Madagascar au Conseil supérieur des colonies, MM. Bousse-

(1) Voyez page 135.

(2) Voyez page 148.

(3) Voyez page 157.

(4) Voyez page 137.

not, Lassalle et le colonel Mury, ainsi que le gouverneur général Léon Cayla, ne cessèrent de réclamer des droits protecteurs douaniers.

Le magnifique riz vary-lava avait besoin d'être protégé contre le « caroline » des Etats-Unis, le maïs contre ceux d'Argentine, les tapiocas contre ceux des « Straits ». La baisse de la livre en 1931 et celle du dollar en 1933 mettaient en effet les produits malgaches dans une mauvaise posture.

Certains tarifs du chemin de fer et des Compagnies de Navigation furent diminués — insuffisamment, d'ailleurs.

Plus intéressante encore, et surtout plus effective, fut l'institution des primes par la loi du 31 mars 1931 et les décrets d'application du 31 mai suivant.

Des taxes perçues à l'entrée en France sur les cafés, le sisal, le manioc et ses dérivés sont ristournées ensuite aux producteurs coloniaux. Le taux de ces taxes est fixé trimestriellement par arrêté du gouverneur général. Il fut à l'origine de 200 francs par quintal de café, 800 francs par tonne de sisal, 100 francs par tonne de manioc, 250 francs par tonne de fécule ou de tapioca.

Les résultats, surtout en ce qui concerne le café, furent surprenants. Les exportations, dont la valeur était baissée de 36 à 24 millions de 1927 à 1929, s'élevèrent à 70 millions en 1931, 84 millions en 1932 et 95 millions en 1933, quoique les cours aient encore baissé.

Les primes ont sauvé les planteurs de la côte Est.

La mévente de la vanille et des peaux a été compensée par le développement des exportations de café.

Il est bon de mettre en lumière que ces mesures de défense économique n'ont pas empêché le Gouverneur Général Cayla de continuer et même d'amplifier l'œuvre sociale élaborée par son prédécesseur.

La construction de l'Institut d'Hygiène sociale de Tananarive, centralisant les services de prophylaxie antituberculeuse, antilépreuse, antipaludique et antivénéérienne; la création de dispensaires urbains et régionaux; une admirable organisation d'équipes de désinfection, notamment en ce qui concerne le dépistage de la Peste (1); la vaccination des nouveau-nés : autant d'étapes vers la rénovation de la race malgache.

(1) Un film intitulé *La Symphonie malgache*, présenté en 1934, montre d'une façon suggestive l'organisation de la lutte contre les maladies contagieuses.

L'œuvre scolaire a également été poursuivie. A l'heure où des gouvernants timides eussent, dans un but d'économie, arrêté les grands travaux d'aménagement et d'embellissement de l'île, réduit les dépenses relatives à l'éducation et à la santé publique, le Gouverneur Général Cayla, s'appuyant d'ailleurs sur les délibérations favorables des Délégations Economiques et Financières, décida de poursuivre la marche en avant.

Soucieux néanmoins de ne pas alourdir les charges des colons, il réduisit sensiblement les dépenses purement administratives.

TROISIÈME PHASE. — LA REPRISE

C'est grâce à ces mesures énergiques que, dès le mois d'août 1932, une très légère reprise se fit sentir. Les primes, en effet, en dehors d'un apport d'argent frais, redonnèrent de l'espoir aux colons. M. Boussenot, qui fit un voyage dans l'île à cette époque, en fit un exposé à la Section Madagascar et Comores de l'Union Coloniale (1).

Il avait pu constater l'amélioration très nette des ports et des voies de communication, l'embellissement et l'assainissement des villes. Il avait trouvé chez les colons, selon les régions, du découragement ou de vives espérances. Du côté de Morondava, les planteurs fondaient de plus grands espoirs sur le développement de la culture du tabac. Par contre, dans l'Ouest, il avait entendu les plaintes les plus vives au sujet du bétail :

« On voit des bœufs de cinq ans et plus vendus 25 et 30 francs par les indigènes pour payer le reste des impôts qu'ils doivent à l'Administration... des indigènes possédant une vingtaine de têtes de bétail tout venant qui représentaient une valeur de 5 à 600 francs voient leur capital disparaître en moins de trois années, du fait des taxes auxquelles ils sont soumis. »

Croire que la crise est terminée à cette époque constituerait une grave erreur. Les mesures prises ont permis aux colons et aux affaires viables de ne pas mourir; elles ont empêché la régression indigène, mais elles ont créé une économie artificielle... une économie qui nécessite une politique ferme au risque de s'effondrer.

Les cours sont demeurés extrêmement bas en 1933. On a pu noter une légère hausse sur les cuirs, notam-

(1) *Quinzaine Coloniale*, 25-1-33.

ment les cuirs arseniqués (4 fr. 70 contre 3 fr. 90), le tapioca (222 contre 195); par contre, la cire (6,20 contre 6,90), les girofles (3,80 contre 5,50), le manioc (46 contre 55), le raphia (256 contre 298) ont subi de nouvelles dévaluations.

Le vary-lava lutte difficilement contre la concurrence des riz américains. Les riz indochinois ont envahi le marché des Mascareignes et se vendent meilleur marché sur la côte Est de Madagascar que les riz malgaches des plateaux.

La vanille connut en 1933 un marasme pitoyable. On vit des beaux lots sans preneur à 15 francs, dans la région d'Antalaha.

Les exportations de graphite, de mica et des pierres se sont accrues et les stocks à la fin de 1933 étaient épuisés. Toutefois, le nombre des exploitants et leur mentalité sont tels qu'une surproduction est à craindre s'ils ne se décident pas à s'entendre pour dominer le marché.

Il y a, certes, des industries qui réalisent des bénéfices: les conserveries de viande, les sucreries; il y en a qui commencent à en réaliser: les sisaleraies, les fabriques de tapioca; il n'en reste pas moins vrai que les transactions commerciales se voient ramenées à peu de chose près à ce qu'elles étaient en 1913, avec des prix de vente très inférieurs et des charges accrues.

Il est d'ailleurs excessivement difficile de faire un diagnostic sur l'économie générale de Madagascar, étant donné le grand nombre de petites économies qu'elle contient. Le système qui consiste à soutenir certaines entreprises et à abandonner les autres, selon la nature de leurs exploitations, ce même système appliqué aux planteurs victimes de cyclones, selon que la métropole a ou n'a pas de disponibilités, aboutit forcément à des inégalités, pour ne pas dire à des injustices.

On peut donc fort bien admettre les déclarations optimistes ou pessimistes émises dans les milieux coloniaux. Les unes et les autres sont basées sur des faits, mais ce ne sont pas les mêmes.

Ainsi une lettre de la colonie par un correspondant digne de foi signale, dans certaines régions, une véritable régression dans la vie sociale de l'indigène:

« Si, jusqu'à cette heure, les autochtones peuvent encore manger à leur faim, c'est grâce aux cultures vivrières auxquelles ils se livrent. La grande majorité d'entre eux manquent d'argent pour régler leurs impôts,

pour acquérir le vêtement dont ils faisaient couramment usage, le petit outillage nécessaire à la culture et même les ustensiles de cuisine.

« On voit réapparaître les cuillers en bois, les récipients en terre, les calebasses et les angadys en bois pour le travail des terrains légers; les couteaux sont remplacés par des morceaux de fer-blanc provenant de vieux bidons... Les bœufs étant pratiquement invendables, les indigènes, pour payer l'impôt, doivent sortir leurs vieilles réserves: pièces d'or, colliers, sterling de Victoria et de Kruger (1)...

Un de nos correspondants nous écrivait de Majunga le 27 décembre:

« Les affaires sont très dures; les cours des produits sont très bas et les impôts très lourds, diminuant d'autant les possibilités d'achat des indigènes de l'intérieur. Les faillites se succèdent, surtout parmi les commerçants indiens qui tiennent le marché avec quelques grosses sociétés telles que la *Compagnie Marseillaise*, la *Compagnie Lyonnaise* et l'*Union Commerciale de Madagascar*... »

Ces déclarations sont inquiétantes, mais ne doivent pas être généralisées; elles servent de contrepoids aux reportages optimistes qui ne veulent voir dans l'économie malgache que l'augmentation de la valeur des exportations de café, de tapioca et de tabac.

Quoique une légère amélioration ait pu être constatée dans les chiffres des exportations et dans les rentrées budgétaires, on ne peut pas déclarer que 1933, année où la circulation fiduciaire est descendue jusqu'à 193 millions, où les salaires ont été baissés, les dépenses publiques resserrées, ait marqué la fin de la crise.

Publier que Madagascar est une « île heureuse » constituerait une grave erreur, erreur préjudiciable à la Grande Ile qui a besoin d'être protégée par la métropole.

La plupart des entreprises malgaches peuvent « vivre », grâce à un léger soutien. Elles ne pourraient connaître une nouvelle prospérité que si les cours remontaient. Elles font des affaires blanches en attendant des jours meilleurs, mais leur situation est précaire. Elles demeurent à la merci d'une nouvelle baisse des cours ou d'un abandon de la métropole — abandon qui,

(1) *Presse Coloniale*, n° du 1-11-1933. — *L'Agence Economique de Madagascar* estime cette lettre tendancieuse.

disons-le bien haut, serait aussi préjudiciable à la France qu'à la colonie.

Ces constatations ne tendent aucunement à diminuer le mérite des sages et énergiques mesures prises par le gouvernement. La situation n'est pas brillante, mais elle n'est pas désespérée; c'est une situation d'attente.

Le gouverneur général Cayla, au mois de janvier 1932, à l'issue d'un banquet qui lui avait été offert, a merveilleusement résumé la situation. Ce qu'il a dit en 1932 est encore vrai en 1934:

« Il vaut mieux pécher par un léger surcroît d'optimisme que par un défaut de confiance, car les gens qui n'ont pas confiance perdent les trois quarts de leurs moyens d'action.

« Nous nous sommes lancés dans la mêlée économique d'après guerre avec une ardeur bien française et nous avons réalisé des bénéfices sur la durée desquels nous nous sommes leurrés; puis la crise a brisé notre élan. Mais si nous avons perdu la seconde manche, nous ne nous sommes pas découragés et nous avons recommencé la lutte, si bien que les uns et les autres nous avons le droit d'espérer que nous gagnerons la belle (1). »

La crise a entraîné beaucoup de ruines, mais elle a mis en évidence ce fait que la France métropolitaine ne doit pas considérer égoïstement son économie propre. Elle a acquis des colonies qui sont une partie intégrante d'elle-même. Pendant la Grande Guerre, elle en a tiré les matières premières dont elle avait besoin, elle a utilisé leurs populations pour la défense de son sol. Les colons ont souscrit aux emprunts nationaux. Au cours de la crise, ces mêmes colonies ont été ses clients les plus fidèles de ses industries. Elle doit se rendre compte qu'elles sont actuellement dans le marasme et que Madagascar comme les autres a besoin de son appui.

Grâce au système des primes, grâce au grand emprunt colonial, grâce aux mesures énergiques prises par son gouvernement, Madagascar a pu, en pleine crise, continuer et même activer sa mise en valeur économique et développer ses œuvres sociales.

Si la situation mondiale se rétablit, et si les intérêts particuliers se plient aux nécessités exigées par l'intérêt général, sa situation actuelle lui donne le droit d'escompter une prospérité qu'elle n'a jamais connue.

(1) *Quinzaine Coloniale*, 25 juin 1932, p. 288.

ETUDE STATISTIQUE

*Répercussion de la baisse des cours
sur les différents éléments de l'économie malgache*

Ainsi que l'a écrit M. Gaëtan Pirou, les statistiques donnent à celui qui sait impartialement en tirer des déductions « le moyen de connaître la réalité économique et les lois qui la régissent ou simplement le moyen d'illustrer et de confirmer les théories économiques édifiées sur les prémisses extra-économiques par le raisonnement déductif (1) ».

C'est afin d'illustrer par des tableaux et des graphiques la répercussion de la baisse des cours sur les différents éléments de l'économie malgache, d'appuyer les opinions que nous allons émettre dans le chapitre suivant, que nous avons cru bon de faire une étude statistique (2).

A. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR.

La courbe n° 1 représente le commerce général de Madagascar, c'est-à-dire la somme des commerces spéciaux d'importation et d'exportation. Aux termes du *Journal officiel de Madagascar*:

« Le commerce spécial d'importation comprend les marchandises déclarées pour la consommation intérieure soit à l'arrivée directe de l'extérieur, soit ensuite de dépôt, entrepôt, transit, d'admission temporaire ou de transbordement.

« Le commerce spécial d'exportation comprend la totalité des produits du cru de Madagascar exportés; les marchandises d'origine métropolitaine coloniale ou étrangère, qui, se trouvant sur le marché libre de la colonie, sont renvoyées à l'extérieur, les produits du cru et les marchandises prises à la consommation locale,

(1) Gaëtan PIROU. Concours d'agrégation (1920-10).

(2) *Nota.* — Sur tous nos graphiques, les traits pleins représentent les valeurs, et les traits pointillés les tonnages.

COMMERCE GÉNÉRAL

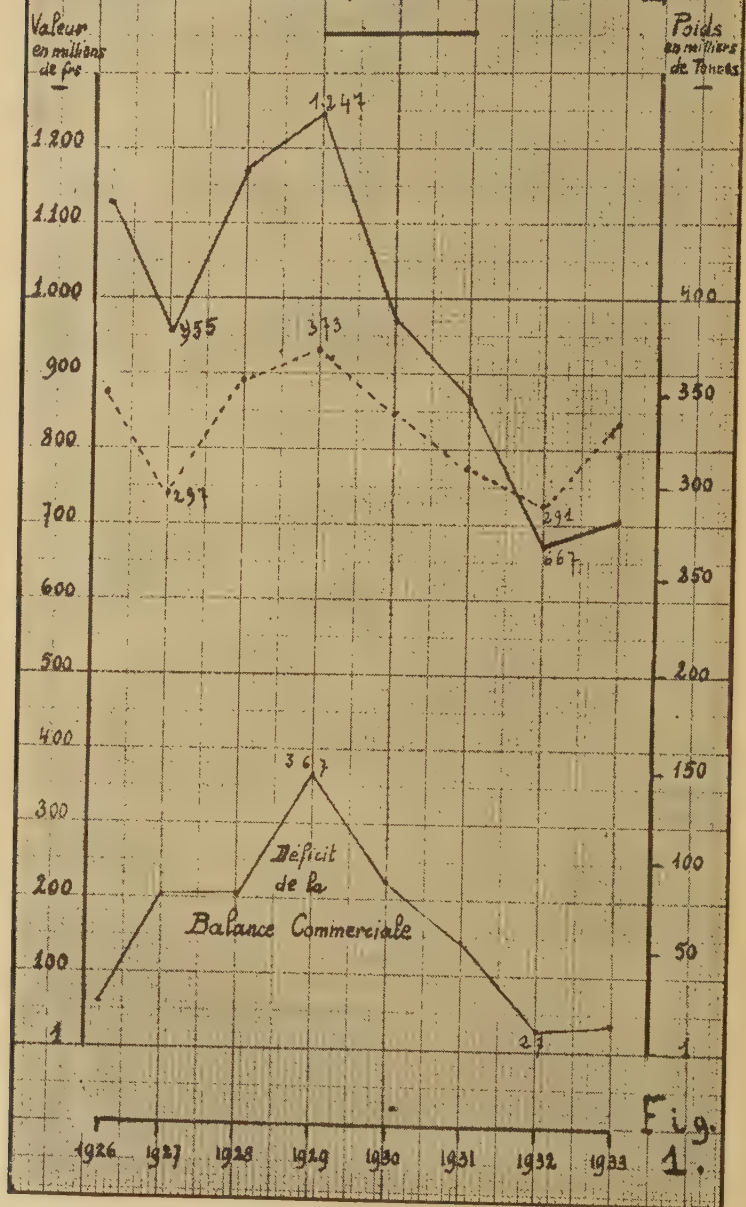


Fig. 1.

embarquées comme provisions de bord sur les longs courriers français et les paquebots étrangers. »

Ce commerce général, qui était de 56.569 tonnes en 1899, représentant une valeur de 179.815 millions de francs or 1928, s'était élevé à 179.422 tonnes valant 514.009 millions en 1913 et 346.000 tonnes valant 936 millions en 1926.

Depuis cette date, les chiffres ont été les suivants :

	KILOS	VALEUR EN FRANCS
1927	296.737.887	954.896.022
1928	357.568.138	1.172.157.876
1929	372.894.623	1.247.333.334
1930	338.432.045	972.451.741
1931	311.291.291	868.671.776
1932	291.081.372	667.848.127
1933	334.129.000	702.034.000

L'année 1927 était en régression sur la précédente par suite des pertes occasionnées par le cyclone du 3 mars.

Le point culminant atteint en 1929 n'était aucunement l'indice d'une grande prospérité.

Le commerce général extérieur atteignait le chiffre record de 1.247 millions, en augmentation de 75 millions sur l'année précédente et de 392 sur la pénultième.

Ces 1.247 millions se décomposaient en 807 millions aux importations (en augmentation de 119 millions sur 1928 et de 228 millions sur 1927) et 440 millions aux exportations (en diminution de 43 millions sur l'année précédente).

Les chiffres ainsi décomposés font apparaître en 1929 une balance commerciale déficitaire de 367 millions, un stockage de denrées métropolitaines à la colonie et un stockage des produits agricoles et miniers malgaches qui ne trouvaient plus de débouchés.

Cet exemple prouve le danger qu'il y a de tirer des déductions des statistiques douanières, sans tenir compte des autres éléments économiques.

La baisse progressive depuis cette date est surtout imputable à la baisse des cours; on remarque en effet que la baisse en valeur est beaucoup plus marquante que la diminution du tonnage.

Ainsi, au cours de l'année 1932, qui semble avoir été la plus dure, le commerce général extérieur de Madagascar accuse en comparaison de 1929 un fléchissement de 22 % en tonnage et 47 % en valeur.

IMPORTATIONS

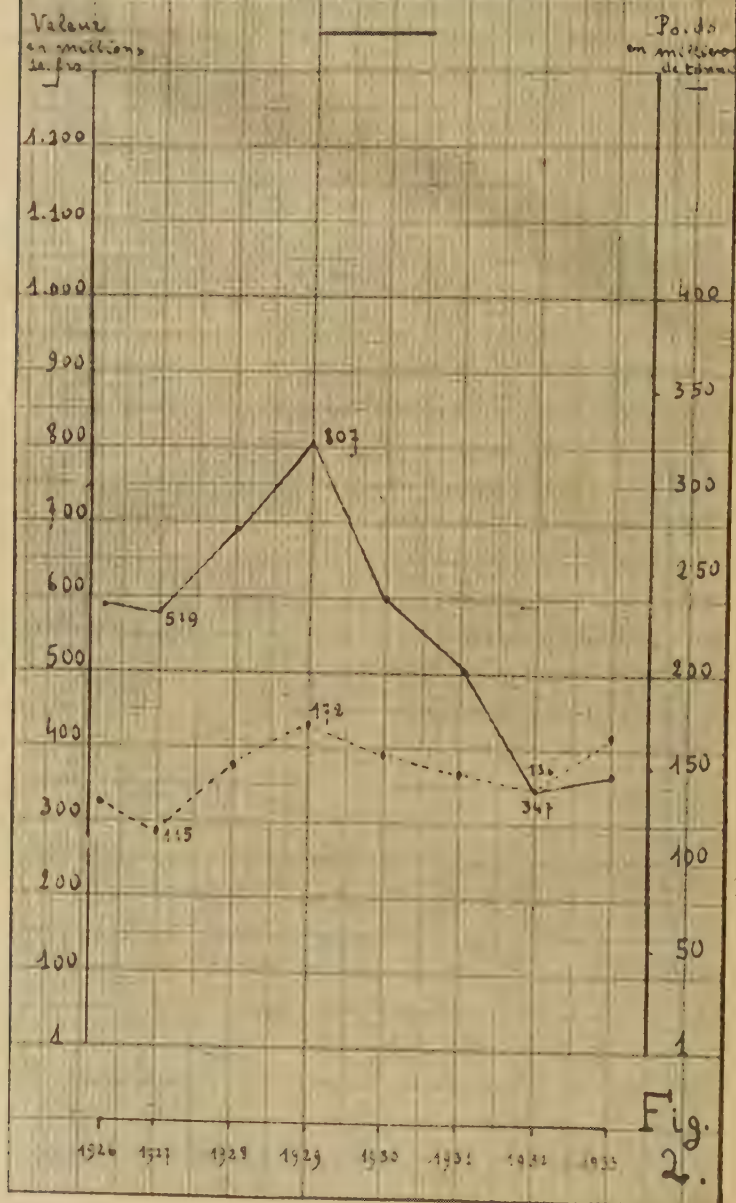


Fig.
2.

EXPORTATIONS

Valeur
en millions
de francs

Poids
en millions
de tonnes

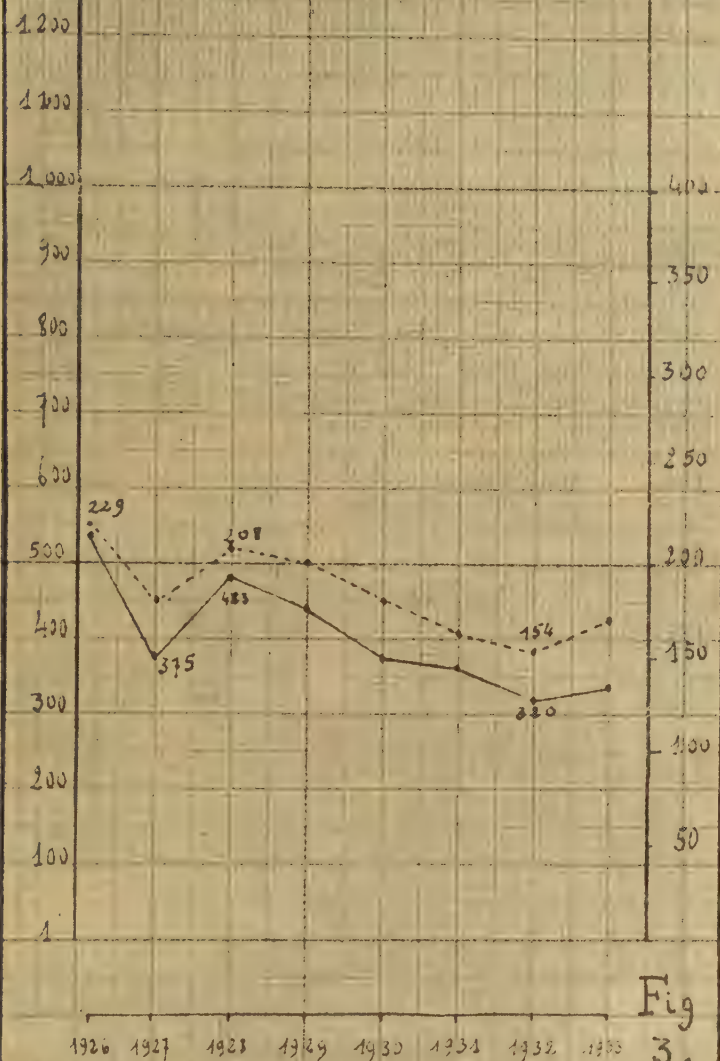


Fig
3.

La baisse relativement légère du tonnage fait ressortir que l'activité des transactions extérieures n'a pas été fortement ébranlée par la crise. Elle supporte avantageusement la comparaison avec la plupart des autres pays.

Les courbes 2 et 3 indiquent les variations des importations et des exportations de 1925 à 1933.

Elles font ressortir nettement les excédents des importations sur les exportations, ce qui, à première vue, semble anormal dans un pays neuf qui n'a d'autres ressources que les produits de son sol.

Cela tient à deux raisons principales :

1° Les valeurs déclarées aux importations sont généralement exactes; celles des exportations, au contraire, sont couramment sous-évaluées, afin d'éviter une partie du paiement de droits de douane;

2° Les grands travaux d'aménagement de l'île exigent d'importantes importations de machines et de matériaux de construction.

Le tableau ci-dessous fait ressortir le déficit de la balance commerciale malgache :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	DÉFICIT
	—	—	—
1928	688.561.341	483.596.535	204.964.806
1929	807.354.929	439.978.455	367.376.474
1930	602.782.842	369.668.899	233.113.943
1931	507.322.279	361.349.497	145.972.782
1932	347.777.750	320.070.397	27.707.333
1933 (1)	367.928.000	334.106.000	33.822.000

La crise semble donc avoir provoqué un échange commercial plus rationnel. Cette remarque n'est d'ailleurs pas d'une vérité absolue car, la proportion des matières de construction s'étant sensiblement maintenue, toute la baisse des importations a porté sur les produits de consommation courante.

Les tableaux ci-dessous indiquent quels furent les principaux clients et les principaux fournisseurs de Madagascar au cours des trois années de crise.

(1) Chiffres provisoires.

Fournisseurs

VALEUR EN MILLIONS DE FRANCS

	1929	1930	1931	1932
France	642	439	377	261
Allemagne	26	29	20	7
Etats-Unis	28	26	16	16
Indes Françaises	13	15	19	10
Angleterre	25	12	10	6
Réunion	13	11	10	8
Indes Anglaises	18	9	5	4
Australie	4	8	4	2
Maurice	5	7	3	2
Algérie	6	5	5	5
Divers	27	28	29	24
	807	589	498	345

Clients

	1929	1930	1931	1932
France	348	265	285	260
Angleterre	37	45	29	23
Réunion	15	20	18	19
Allemagne	11	7	7	4
Etats-Unis	7	6	2	3
Maurice	6	5	4	3
Divers	15	8	10	6
	439	356	355	317

Ces chiffres mettent en évidence le lien économique qui existe entre la métropole et la colonie.

Quand on se rappelle que le comte de Benyowski vint à Madagascar avec l'intention d'y créer des exploitations destinées à l'approvisionnement de l'île de France et de l'île de Bourbon (Maurice et Réunion), on constate avec une certaine amertume que les réalisations pratiques sont loin de concorder avec les espoirs théoriques.

Ces tableaux font également ressortir qu'aucun courant commercial n'existe entre Madagascar et l'Union Sud-Africaine.

L'attaché commercial français à Johannesburg, M. Petit, après de nombreuses démarches, est parvenu à organiser, du 11 au 26 juin 1933, une visite de commerçants

sud-africains à Madagascar, au moment de l'Exposition agricole de Tananarive. Cette visite eut un résultat moral incontestable. On espère en particulier créer un courant de tourisme vers Antsirabé, « le Vichy malgache ».

Toutefois, des résultats intéressants ne pourraient être réalisés qu'à la double condition de créer une ligne de navigation régulière et de passer un accord douanier. L'abandon récent de la surtaxe de 15 % pour dévaluation de la Livre africaine rendent dès à présent les rapports commerciaux possibles.

On objecte que l'Afrique du Sud produit tout ce que pourrait lui vendre Madagascar. Ce n'est pas rigoureusement exact.

Des firmes africaines ont demandé récemment des échantillonnages de bois malgaches, de pois du Cap, de haricots rouges, de vanilles et de matières premières comme le raphia et le paka.

De plus, un courant d'échange pourrait s'établir entre les charbons sud-africains et les ciments fabriqués par la nouvelle société *Chaux et Ciments de Madagascar*, dont la qualité est, dit-on, excellente.

B. — L'ÉCOULEMENT DES PRODUITS.

La Vanille

Madagascar pourrait fournir facilement à elle seule les 1.000 tonnes de vanille que consomme le monde entier.

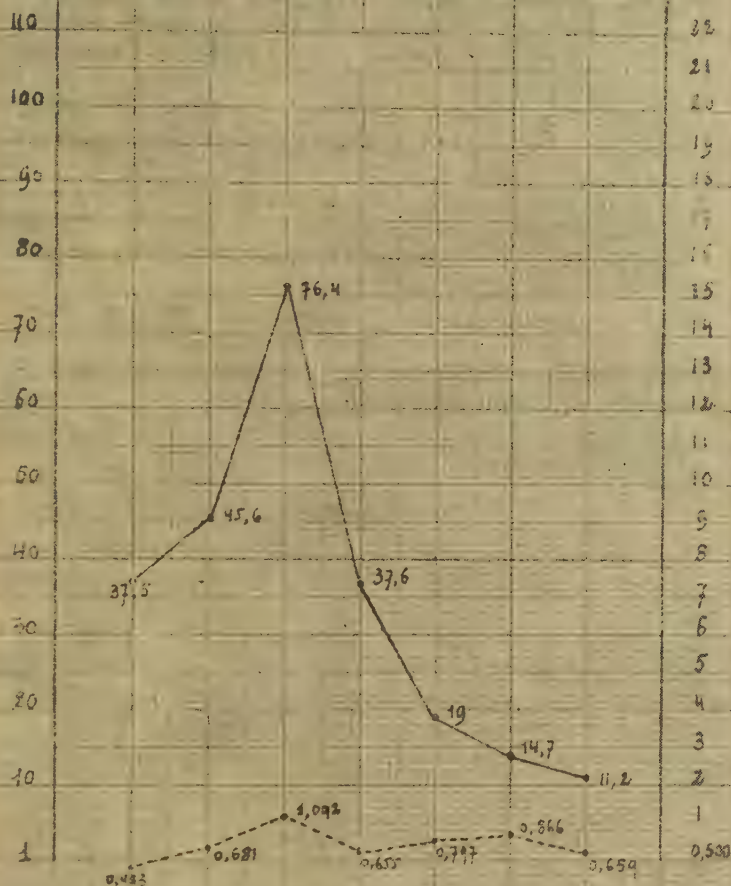
Le tableau ci-dessous et la courbe n° 4 constituent une application frappante des effets de la loi de l'offre et de la demande. La surproduction a provoqué un avilissement des cours qui sont tombés jusqu'à 15 francs le kilo, alors que le prix de revient oscille entre 65 et 80 francs.

	COURS MOYENS ANNUELS	QUANTITÉS EXPORTÉES	VALEUR
	Le kilog	Kilos	Francs
	Vanille 1 ^{re} Têtes et queues		
1926	189,75	166	619.312
1927	125	98,30	493.649
1928	91	73,20	681.389
1929	103	77,30	1.091.999
1930	89,50	61,65	654.750
1931	52,40	36,41	796.893
1932	34	23,41	866.057
1933	31,40	20,33	659.000

VANILLE

Valeur
en millions
de frs

Poids
en millions
de tonnes



Années 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933

Fig. 4.

Cet effondrement des cours provient de trois causes :

- 1° La surproduction;
- 2° La qualité inégale des vanilles malgaches;
- 3° La concurrence de la vanilline.

L'arrêté de standardisation de la vanille a voulu porter remède aux deux premiers vices (1). Que ce soit grâce ou non à lui, on peut constater au début de 1934 une hausse très nette des cours qui tendent à remonter au niveau du coût de production.

Pour lutter contre la vanilline, le gouverneur général Cayla s'est efforcé d'obtenir un décret de la « Répression des Fraudes » obligeant les producteurs de ce produit à porter sur les boîtes la mention : « Arome chimique artificiel ». Les industriels métropolitains ont fait pression sur le gouvernement pour que cette juste mesure ne soit pas appliquée.

Café

C'est grâce au système des primes que la production de café a pris en pleine crise une extension remarquable.

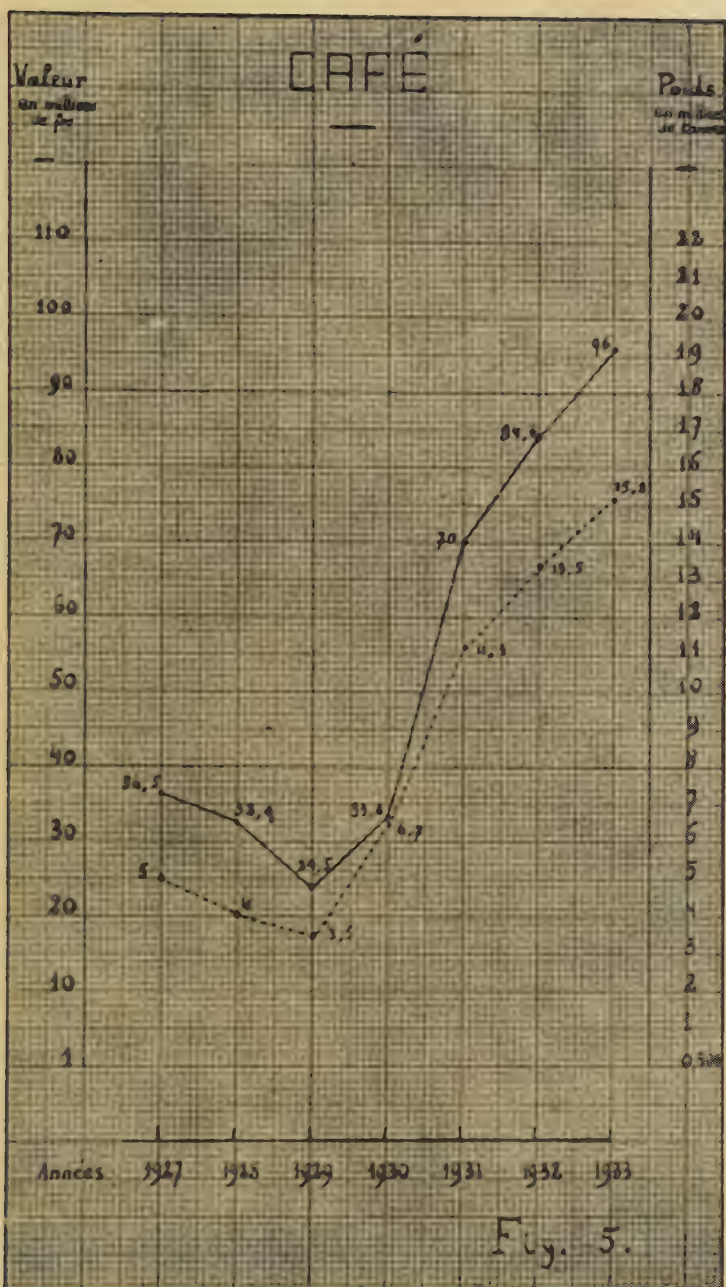
Le tableau ci-dessous et la courbe n° 5 le font suffisamment ressortir :

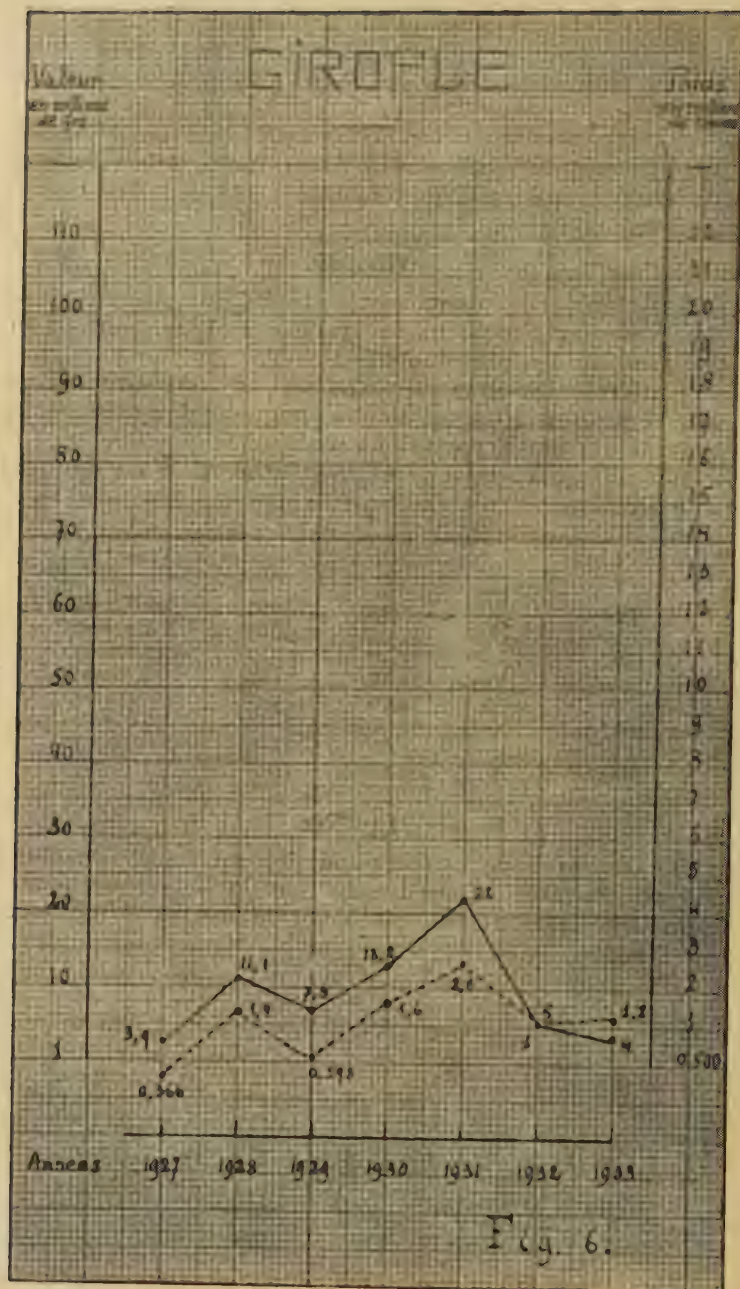
	COURS MOYEN 50 K° C. A. F. Marseille		EXPORTATIONS	
	Kouilou	Libéria	Tonnage	Valeur
1926	738	708	2.774	27.747.000
1927	513	560	5.032	36.500.000
1928	568	545	4.032	32.930.000
1929	541	437	3.555	24.473.000
1930	334	258	6.670	33.347.000
1931	285	214	11.301	70.000.000
1932	323	236	11.544	84.640.000
1933	319	266	15.236	96.000.000

En 1932 les plantations couvraient 52.000 hectares, en 1933 61.904, soit 40 millions de pieds de caféier.

Le problème de l'avenir consiste à introduire des plantations de café « arabica » dont le parfum est bien supérieur et qui serait mélangé aux variétés Kouilou, Robusta. On espère que certaines régions, sur le flanc Est des hauts plateaux, seront immunisées de l'« hémilèia vastatrix ». On en cultive dès à présent dans la région de Tananarive.

(1) Voy. page





Le gouverneur général Léon Cayla estimait en 1933 que Madagascar pourrait exporter dans l'avenir 30 à 35.000 tonnes de « Kouilou » et 5.000 tonnes d' « Arabica ».

Les terribles cyclones des 9 et 17 janvier 1934 ont anéanti un grand nombre de plantations de la région de Mananjary. Cela provoquera une perte de 4.000 tonnes pour la colonie.

Girofle

Les clous et les essences de girofle, qui avaient connu des cours extrêmement favorables en 1929, sont parmi les produits les plus touchés.

Toutefois, les quantités exportées en 1931 furent telles que ce produit atteignit à cette époque le cinquième rang (en valeur) des exportations malgaches.

Le tableau ci-dessous et la courbe n° 6 en donnent une idée :

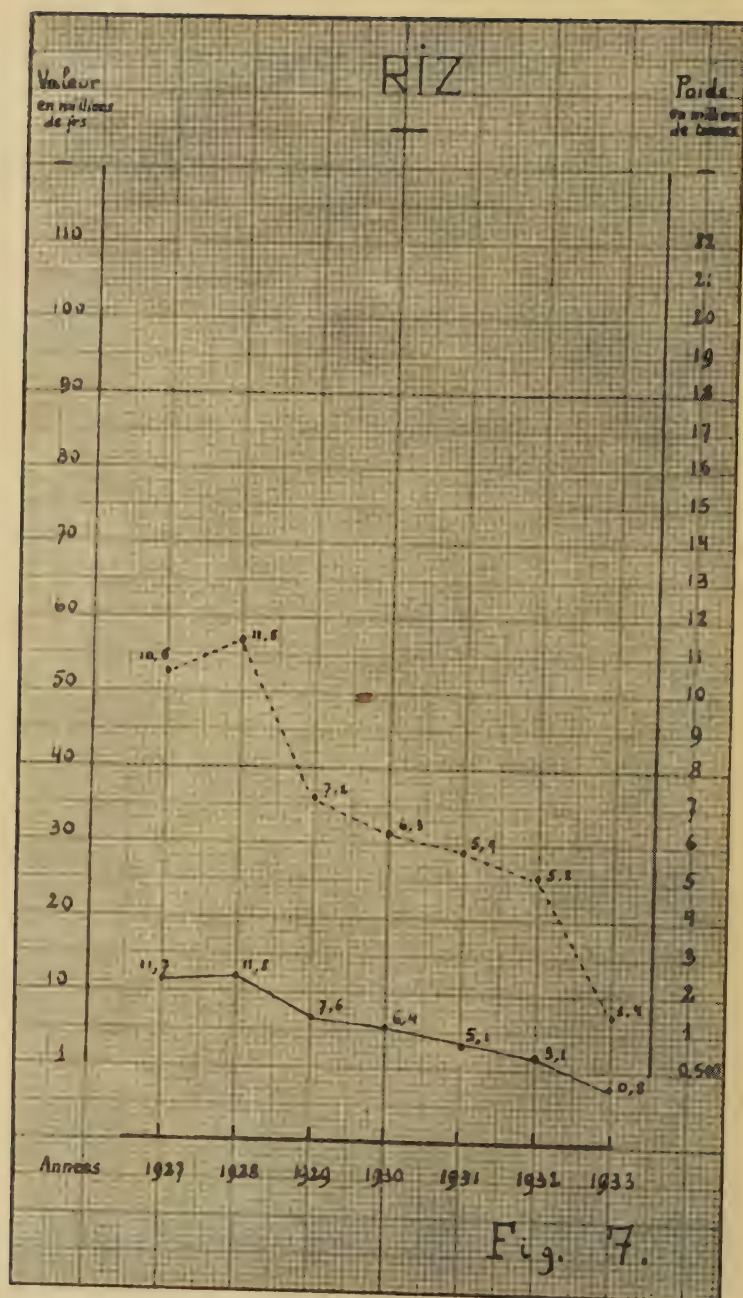
	COURS MOYEN	EXPORTATIONS	
	le k°	Tonnage	Valeur en fr.
1926	14,30	795	8.737.000
1927	11	366	3.964.000
1928	11,40	1.453	11.120.000
1929	17,40	598	7.264.000
1930	12,50	1.587	13.168.000
1931	8	2.799	22.070.000
1932	5,50	1.005	5.026.000
1933	3,80	1.252	4.140.000

Le Riz

Le riz, si l'on considère le produit dans l'ensemble de ses variétés, a été touché par la baisse des cours, ainsi que le montrent le tableau ci-dessous et la courbe n° 7 :

	COURS MOYEN 100 K°	EXPORTATIONS	
	Vary-Lava	Tonnage	Valeur
1926	219	22.291	27.853.000
1927	234	10.629	11.682.000
1928	186	11.513	11.874.000
1929	206,50	7.224	7.611.000
1930	185	6.297	6.373.000
1931	156,60	5.948	5.100.000
1932	138,30	5.193	3.110.000
1933	131,80	1.366 (1)	813.000 (1)

(1) Chiffres des 9 premiers mois de l'année; 1678 tonnes ont été exportées en 1933.



L'année 1933, loin de marquer une reprise pour ce produit, est de beaucoup la plus mauvaise. Les journaux de la colonie, selon leurs tendances, critiquent acerbement le gouvernement ou demandent les secours les plus divers.

Le gouvernement s'est efforcé en effet, depuis le début de la crise, de développer la culture du vary-lava; il a fait de grosses dépenses pour l'hydraulique, notamment dans la région de Marovoay. Il a créé un « Comité de Défense du Riz » en 1931; il a recommandé l'achat de semences sélectionnées au centre de Nasinana.

Une note parue en mai 1933 semble faire ressortir l'heureux effet de ces mesures:

« Le premier marché de « paddy vary-lava- » sélectionné a été ouvert le 15 mars 1933 dans un des vastes magasins de la Chambre de Commerce de Tananarive, en présence du gouverneur général Cayla.

« Les riziculteurs indigènes y sont venus en grand nombre et ont présenté des spécimens d'une pureté presque parfaite. Pour la première fois ils sont entrés en rapport direct avec les industriels qui précédemment étaient obligés d'avoir recours à des collecteurs dont ils n'obtenaient que des lots mélangés (1). »

Personne ne met en doute les résultats obtenus au point de vue de la qualité du vary-lava sur les hauts plateaux; malheureusement, les prix de revient sont élevés, à cause des engrais que nécessite ce sol pauvre.

Malgré les tarifs protecteurs établis par la métropole, les importations de vary-lava en France se sont resserrées en 1933, alors que les arrivages d'Amérique sont passés de 1927 à 1932 de 2.400 à 8.900 tonnes.

D'ailleurs, l'extension du vary-lava ne peut être indéfinie dans la Grande Ile. L'expérience prouve en effet que cette qualité dégénère vite quand elle est cultivée dans les plaines ou au voisinage de la mer.

Quant aux riz ordinaires, leur prix de revient est trop élevé à cause des prix de transport et des taxes d'eau exigées par l'Administration — taxes qui, dans la plaine de Marovoay, s'établissent à 50 francs par hectare.

Des demandes de détaxe ont été repoussées, sous prétexte que le « Service de l'Hydraulique » est déjà en déficit (2).

Les résultats sont désastreux. Madagascar qui, en

(1) *Quinzaine Coloniale*, n° du 10 mai, page 238.

(2) Lettre de l'Administration du 2 mars 1933.

1924, avait exporté près de 80.000 tonnes, a successivement perdu ses clients extérieurs et se voit à la fin de 1933 envahi par les riz indochinois.

Aux dires de certaines personnes, près de 9.000 tonnes auraient été importées.

M. Boussenot a demandé l'application d'une taxe d'importation de 100 francs par tonne. Cette mesure est difficilement applicable, car il est indispensable de produire du riz à bon marché, cette céréale constituant la nourriture de base des populations malgaches, qui sont excessivement pauvres.

D'un autre côté, il est bien difficile de protéger des produits malgaches contre les produits indochinois, l'Indochine et Madagascar étant l'une et l'autre soumises au régime de l'assimilation douanière.

Il nous semble donc que les seuls remèdes à apporter à la situation soient la réduction, pour ne pas dire la suppression, de la « taxe d'eau » et un abaissement sensible des frais de transport.

D'après les renseignements que nous avons reçus de la colonie, les cours locaux seraient les suivants:

Riz des hauts plateaux	800 fr.
Rendu sur la côte Est	1.000 —
Riz Saïgon, côte Est	450 à 500 —
Rendu à Tananarive	700 —
Vary-lava rendu France	1.200 —
Coût de production	1.400 —

Le Manioc et ses dérivés

La baisse des cours du manioc brut (racines et bouchons) et la concurrence du petit blé et du riz indochinois, en ce qui concerne la nourriture du bétail, ont provoqué une baisse dans la valeur des exportations, malgré la prime de 100 francs à la tonne. Le tonnage, lui, s'est maintenu.

Le prix de revient s'établit aux environs de 75 francs les 100 kilos en 1933 pour un prix de vente de 30 à 40 francs.

Par contre, les dérivés industriels (tapioca et fécule), soutenus par une prime de 125 francs la tonne, se sont bien défendus. Les exportations de tapioca se sont très nettement accrues et le Gouverneur Général Cayla estime

MANITO

Value
in millions
of francs

Index
1927 = 100

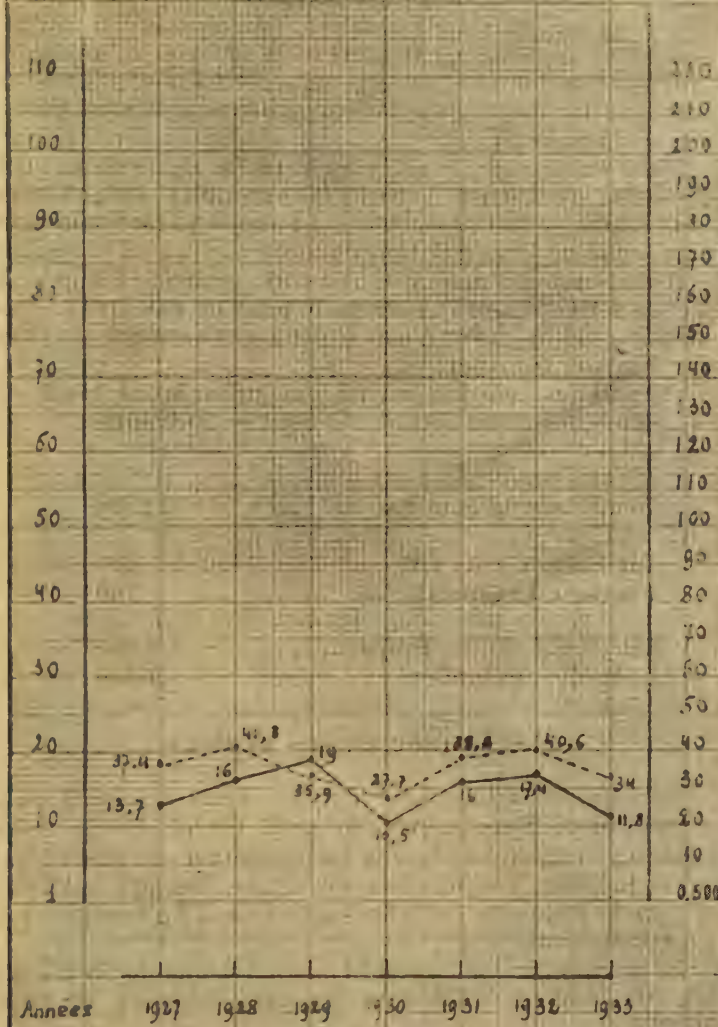


Fig. 8.

que d'ici quelques années Madagascar pourra fournir à la métropole 8.000 tonnes de ce produit sur les 12.000 consommées annuellement en France.

Les tableaux ci-dessous et la courbe n° 8 en donnent une idée :

	COURS MOYEN		EXPORTATIONS (1)	
	Bouchons	Fécule	Tonnage	Valeur
1926	120	170	43.754	28.500.000
1927	93	160	37.410	13.700.000
1928	105	142	41.270	16.000.000
1929	102	143	35.874	19.000.000
1930	69	120	27.708	10.500.000
1931	63	117	38.181	16.020.000
1932	56	116	40.584	17.381.000
1933	47	103	34.075	11.767.000

	COURS MOYEN		EXPORTATIONS	
	Tapioca	Tonnage	Valeur	
1926	289	1.991	4.100.000	
1927	265	2.794	4.191.000	
1928	314	2.212	4.208.000	
1929	286	1.674	3.348.000	
1930	220	1.668	2.678.000	
1931	207	3.162	5.400.000	
1932	195	3.733	6.720.000	
1933	222	5.629	9.952.000	

Beaucoup de personnes prétendent que le manioc brut n'a pas d'avenir et qu'il faut surtout développer les féculeries et usines de tapioca.

Un rapport de M. François, directeur du Service de l'Agriculture, insinue que la culture du maïs, produit cher, est appelée à remplacer, dans les régions riches, celle du manioc, produit pauvre.

Il ne faut tout de même pas perdre de vue que le manioc est une des bases de la nourriture des indigènes et de leurs troupeaux. Sa culture est irremplaçable pour certaines régions et certains sols de l'Imérina. Par l'usage des fumures et les sélections opérées par la Station agricole d'Ambatondrazaka, on doit espérer une augmentation des rendements à l'hectare et une amélioration des produits.

Le Maïs

La question du maïs est à l'ordre du jour. Un impor-

(1) Ces chiffres comportent des bouchons, racines, farines, féculles,

tant rapport de M. François, directeur du Service de l'Agriculture, expose que les cultures du riz et du manioc se sont révélées incapables de jouer le rôle régulateur qu'on attend d'elles et que leur avenir en tant que produit d'exportation est bien compromis.

Il estime que les maïs malgaches, une fois sélectionnés, trouveront un débouché certain en France. La métropole a en effet importé 1.650.000 tonnes en 1931. Les droits de douane ont été élevés en septembre 1932 de 24 à 40 francs. Actuellement, l'entrée des maïs étrangers est contingentée par le décret du 28 décembre 1933 (1).

Or, cette culture pourrait être très développée à Madagascar, notamment dans le Sud-Ouest et dans les riches plaines de l'Ikopa, de la Betsiboka, de la Mahajamba, du Sambirano et de la Mahavavy.

Il faudrait pour cela créer des services de petit cabotage permettant de rassembler à peu de frais les petits lots de maïs dans des ports centraux munis de postes d'étuvage (2).

La création de ce matériel coûterait 6 millions.

Toutefois, il est à craindre que la culture du maïs se développe en France (région du Sud-Ouest) et dans la plupart des colonies; d'autre part, les paysans français qui ont acheté des maïs américains à des cours défiant toute concurrence (39 francs C. A. F. Dunkerque), lui substituent à l'heure actuelle des produits meilleur marché tels que le petit blé et le riz.

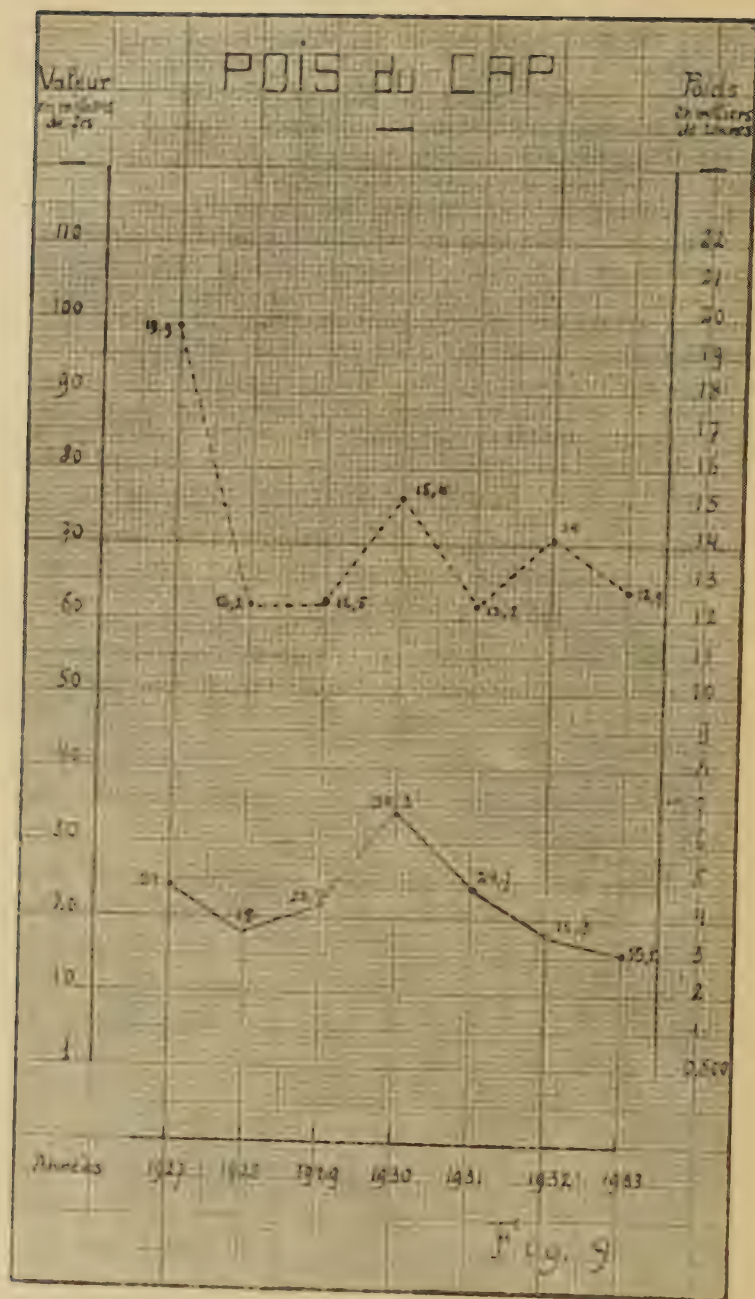
Quoi qu'il en soit, la valeur des exportations malgaches est encore bien insignifiante, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous:

EXPORTATIONS		
	Tonnage	Valeur
1926	10.048	7.000.000
1927	4.105	2.000.000
1928	8.644	4.589.000
1929	12.134	6.795.000
1930	6.144	2.273.000
1931	4.853	1.400.000
1932	4.119	1.648.000
1933	5.549	2.494.000

Un autre risque plane sur le développement de cette

(1) J. O. Madagascar, 29-12-33.

(2) Un article paru dans le n° de décembre 1933 du *Bulletin Economique*, p. 77, déclare que des expériences pratiquées à la station de Nasinana on peut conclure que les charançons ont détruits par un passage de 5 minutes à 52°, et de 1 minute à 59°.



céréale: le contingentement des produits coloniaux.

Le ministre de l'Agriculture s'est à maintes reprises ému de la concurrence faite par les céréales coloniales (riz, maïs) aux céréales métropolitaines (orges, avoines).

En 1933, 600.000 tonnes de riz et 200.000 tonnes de maïs indochinois sont entrées en France.

Le contingentement des produits coloniaux semble contraire au principe et à l'esprit de la loi d'assimilation douanière de 1928, mais n'a-t-on pas déjà vu le contingentement des maïs de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, n'a-t-on même pas vu « le producteur de blé imposer au producteur de fèves la loi du paus fort (1) », quand le Sénat s'est prononcé sur la suppression de la farine de fèves pour la fabrication du pain, alors que l'usage en était établi depuis 1854 en raison d'ordre technique?

Les Pois du Cap

Les pois du Cap, dont la réputation était mauvaise avant la crise, ont vu le tonnage de leurs exportations se maintenir, grâce aux efforts constants de l'Administration pour améliorer leur qualité et leur présentation.

Ce résultat a été obtenu par la sélection des semences, l'établissement de greniers et de trieuses mécaniques (2) dans les centres producteurs, l'application stricte de l'arrêté de standardisation du 31 mai 1931.

La baisse de valeur des exportations est due à l'affaïssissement des cours, qui sont passés de 30 livres or en 1930 à 10 livres papier en 1933.

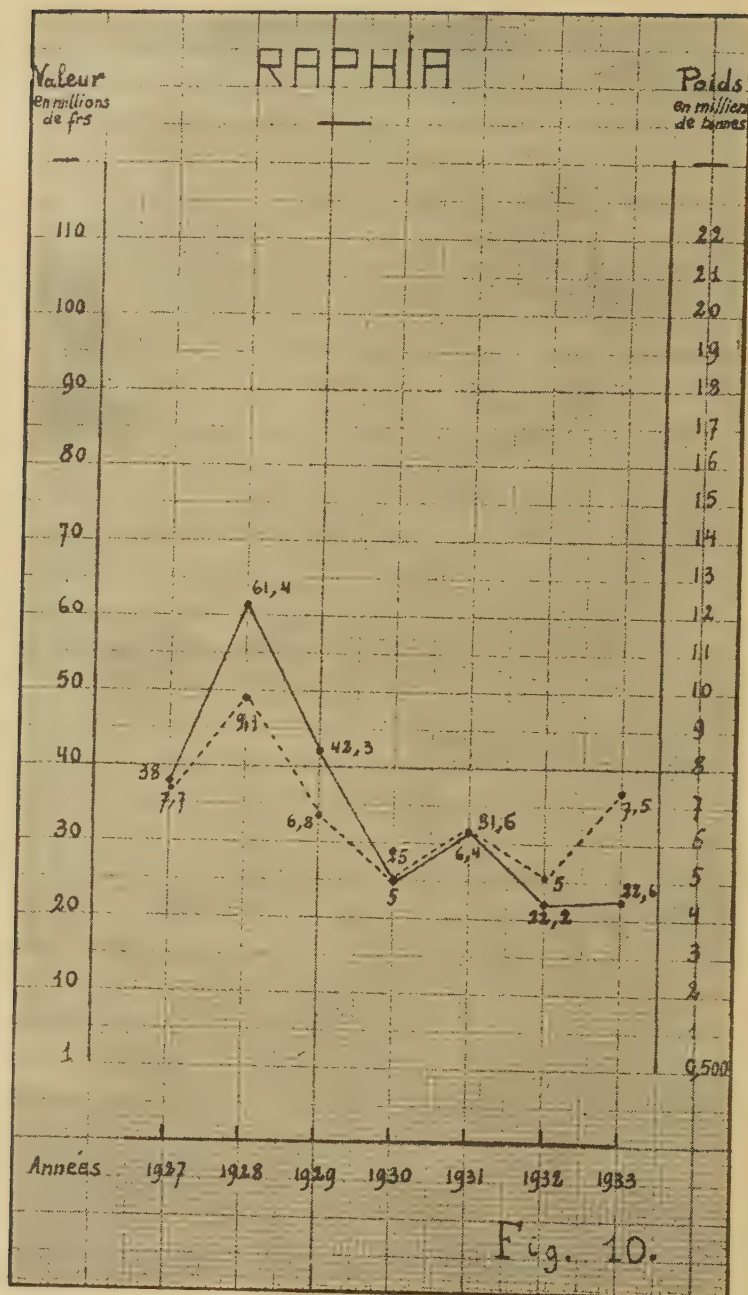
Le tableau ci-dessous et la courbe n° 9 indiquent les fluctuations de ce marché qui est monopolisé par les commerçants indiens (demi-gros) et trois grosses sociétés anglaises.

EXPORTATIONS

	Tonnage	Valeur
1926	10.128	27.100.000
1927	19.892	24.125.000
1928	12.233	18.046.000
1929	12.511	22.435.000
1930	15.358	34.352.000
1931	12.202	24.700.000
1932	14.179	18.324.000
1933	12.914	15.097.000

(1) *Quinzaine Coloniale*, 25 mars 1934, p. 124.

(2) Les essais de trieuses mécaniques n'ont pas donné satisfaction. Une ferme trie en moyenne 80 kg. de pois par jour.



En 1932, seuls les pois de première qualité furent exportés sur les destinations suivantes :

Angleterre	11.495 t.
Réunion	2.515 t.
Australie	54 t.
Maurice	78 t.
France	16 t.

On peut espérer que dans l'avenir la France achètera beaucoup plus. D'autre part, on signale en 1933 que des envois adressés en Afrique du Sud (1)) ont donné entière satisfaction aux acheteurs.

Un risque plane toutefois pour l'avenir de ce produit : la mévente en Angleterre. Les chiffres ci-dessus font en effet ressortir que Madagascar a déjà perdu la clientèle des Etats-Unis, qui se suffisent actuellement à eux-mêmes, alors qu'en 1919 ils importèrent plus de 8.000 tonnes.

Le Raphia

Madagascar étant le seul pays producteur de raphia, il importait de ne pas laisser se dévaloriser le produit.

En 1928 on avait exporté à tort et à travers, les lots comprenant des fibres variant entre 0 m. 30 et 1 m. 50.

La coupe a été réglementée et interdite pendant une partie de l'année. Voici par exemple une décision de l'Administration supérieure de la province de Majunga du 11 octobre 1933 (2) :

« Vu le décret du 25 janvier 1930...

« Décide :

« 1° L'exploitation des peuplements de raphia est interdite du 1^{er} novembre 1933 au 31 mars 1934 inclus sur le territoire de la région.

« 2° Est obligatoire la déclaration écrite des stocks constitués ailleurs que dans les ports chargeant directement pour l'exportation.

.....
« 5° ...Confiscation en cas de contravention. »

Le tableau ci-dessous et la courbe n° 10 font ressortir les résultats obtenus :

(1) L'Afrique du Sud importa de Madagascar 5.093 tonnes en 1919, 3.704 en 1920 et 307 en 1923. Un autre article très documenté sur la question est paru dans le n° 11 du *Trait d'Union* (août-septembre).

(2) *Journal Officiel de Madagascar*, 4-11-1933.

VIANDES et PEAUX

Valeurs
en millions
de fr.

Poids
en millions
de tonnes

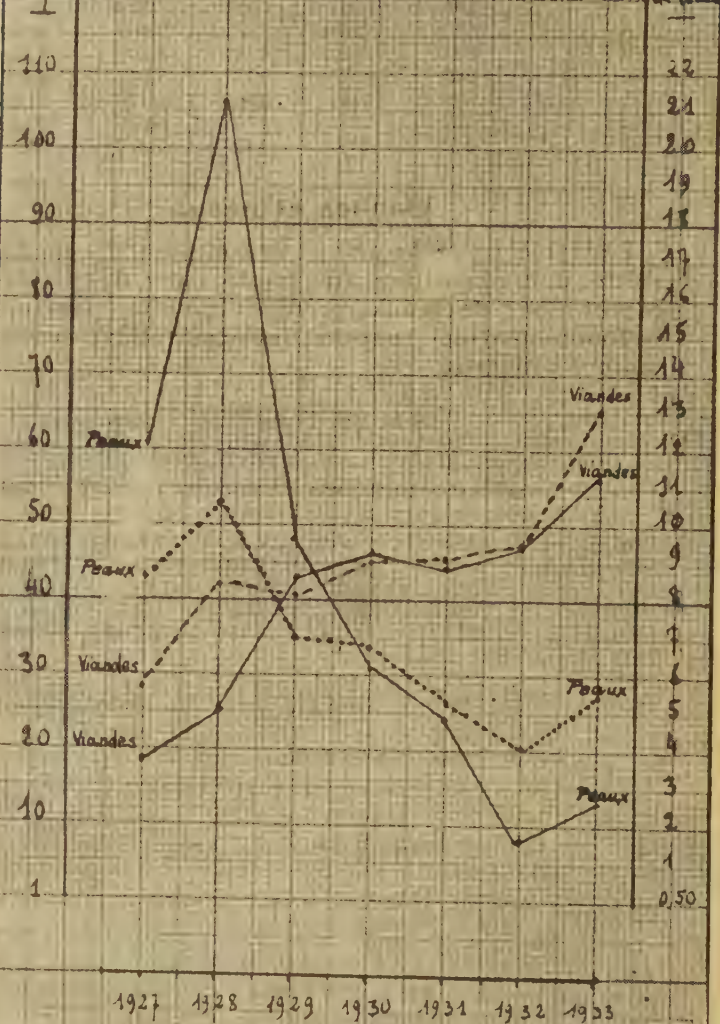


Fig. 11.

	COURS MOYEN 100 K° RAPHIA		EXPORTATIONS		
	Majunga Tamatave				
	extra	courant	extra	Tonnage	Valeur
1926	666	581	578	7.623	32.300.000
1927	800	693	702	7.748	38.000.000
1928	895	726	757	9.907	61.425.000
1929	864	600	698	6.800	42.295.000
1930	867	432	677	5.042	25.019.000
1931	854	446	616	6.416	31.600.000
1932	687	298	476	5.085	22.232.000
1933	570	256	430	7.490	22.641.000

Viandes et peaux

Les tableaux ci-dessous et la courbe n° 11 font apparaître une opposition très nette entre la valeur des exportations de peaux, presque annihilée par suite de l'effondrement des cours, et les exportations de viandes qui ont progressé.

	COURS DES CUIRS			EXPORTATIONS	
	le k° C. I. F. Marseille				
	salés secs	salés verts	arséniqués	Tonnage	Valeur
1926	10 »	8 »	14,70	8.065	72.200.000
1927	8,80	6,45	14,50	8.518	61.262.000
1928	11,30	9,50	17,90	10.566	105.843.000
1929	6,90	5,60	12,70	6.915	48.933.000
1930	5,15	3,30	8,45	6.780	31.441.000
1931	3,55	2,95	6,95	5.252	24.460.000
1932	2,25	1,80	3,90	4.042	7.879.000
1933	2,60	2,15	4,70	5.457	12.709.000

VIANDES EXPORTÉES (1)

	Congelées		Conserves		TOTAL	
	Tonnage	Valeur	Tonnage	Valeur	Tonnage	Valeur
1926 ..	4.826	17.700	3.716	28.200	8.610	45.900
1927 ..	3.414	9.400	2.176	8.600	5.590	18.000
1928 ..	5.513	15.600	2.314	10.000	8.408	25.600
1929 ..	5.921	24.600	2.091	18.700	8.124	43.300
1930 ..	6.405	26.638	2.263	20.341	9.000	46.980
1931 ..	6.886	28.300	2.196	16.576	9.082	44.876
1932 ..	7.232	29.750	2.156	17.466	9.388	47.216
1933 ..	9.948	31.448	3.149	25.447	13.097	56.895

(1) Valeur en milliers de francs.

La valeur des exportations de viandes congelées et

conserves explique la situation florissante des conserveries malgaches.

Elle est partiellement due aux commandes passées par l'armée. Ces chiffres ne signifient pas que la situation du cheptel est bonne. Les plaintes affluent de toutes parts.

Voici une déclaration faite par le commandant Chénereau :

« Le bœuf, à Madagascar, est beaucoup trop imposé. Nous allons de ce fait à une situation catastrophique. Dans l'état actuel des choses, l'indigène a intérêt à se débarrasser de ses bœufs. Il en présente à la vente des quantités de plus en plus grandes. Il n'en veut plus parce qu'il paie trop d'impôts. Si la situation est momentanément favorable pour les industriels, elle ne laisse pas d'être très inquiétante pour l'avenir (1). »

Le Gouverneur Général Cayla le sait parfaitement, mais, ainsi qu'il le fit remarquer dans un de ses discours, « sur 650.000 bœufs qui sont abattus annuellement à Madagascar, 100.000 seulement au maximum sont destinés aux usines. Si l'on considère, dès lors, l'intérêt général, il ne faut pas souhaiter la hausse du prix des bœufs qui augmenterait la cherté de la vie locale (2) ».

D'autre part, il déclara tout récemment :

« Chaque fois que nous baissons d'un franc, c'est 7 millions de moins pour le budget. Nous avons fait un sacrifice de 4 à 5 millions en 1933 en réduisant de moitié la taxe d'abatage sur les bœufs sacrifiés à l'occasion des cérémonies rituelles; nous ne pouvons pas faire davantage si nous ne trouvons pas de compensation par ailleurs. »

On voit que la situation est complexe.

Elle est encore plus critique pour les peaux, dont la valeur a tellement baissé que certains indigènes préfèrent recourir à des abatages clandestins que de faire de nombreux kilomètres pour chercher un ticket d'abatage.

On voit des Malgaches découper les animaux en tranches et faire bouillir la viande avec la peau.

Mais quand on parle de la suppression de la taxe d'abatage, on oublie que cette taxe a été établie pour enrayer les vols de bœufs. Cette taxe a déjà été réduite de 7 fr. 50 à 6 francs en 1931. Il est souhaitable qu'elle le soit à nouveau, mais il est nécessaire que l'institution demeure.

Les exportations d'animaux vivants vers les Mascas-

(1) *Quinzaine Coloniale*, 10-7-1933.

(2) *Quinzaine Coloniale*, 25-6-1933, p. 287.

reignes sont demeurées sensiblement les mêmes. Des arrêtés qui se succèdent depuis 1924 et dont le dernier est paru au *Journal Officiel* du 23 décembre 1933, interdisent l'exportation des vaches-zébus et des juments. Au temps de la domination hova, cette mesure était déjà appliquée afin d'empêcher les pays voisins d'entreprendre chez eux l'élevage au lieu de continuer leurs approvisionnements dans la Grande Ile.

Sucre brut

Les exportations de sucre et de rhum se sont accrues au cours de la crise par suite de la mise en route de l'usine des *Sucreries Marseillaises de Madagascar*, dans la région de Majunga.

Voici les chiffres d'exportation depuis 1927:

	SUCRE		RHUM	
	Tonnage	Valeur	Quantités en hl.	Valeur
1927	2.983	5.400.000	11.873	3.600.000
1928	4.226	7.600.000	13.746	4.000.000
1929	4.989	8.000.000	14.850	4.400.000
1930	4.340	7.595.000	15.372	11.842.000
1931	5.217	9.300.000	9.695	7.600.000
1932	6.730	13.461.000	11.374	7.336.000
1933 (1)	5.369	9.651.000	5.601	3.920.000

L'avenir de l'industrie sucrière est lié à la question du contingentement des sucres.

De violentes polémiques ont lieu entre les sucriers métropolitains et coloniaux. Il serait évidemment déplorable que les deux belles usines modernes de Nossi-Bé et de Majunga soient touchées par cette réglementation; toutefois, nous n'approfondirons pas la question sucrière, qui intéresse beaucoup plus des colonies comme la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe.

Tabac

La valeur des exportations n'a pas sensiblement baissé au cours de la crise, car la Régie française fut l'acheteur exclusif :

1928	1.121 tonnes	3.300.000 fr.
1928	1.158 —	3.400.000 —
1930	2.535 —	8.874.000 —
1931	2.886 —	10.103.000 —
1932	2.757 —	13.786.000 —
1933	2.753 —	13.766.000 —

(1) Chiffres des 9 premiers mois de l'année. 7.523 tonnes de sucre et 13.000 hectolitres de rhum ont été exportés en 1933.

La baisse constatée en 1932 provient du fait que la Régie s'est montrée plus difficile dans ses achats et a refusé impitoyablement les lots de qualité inférieure.

Il est probable que le tabac d'exportation sera exclusivement fourni dans l'avenir par des plantations européennes qui pratiquent la sélection des graines, possèdent des séchoirs et des magasins modernes.

La production de la région du lac Itasy est en effet en régression, ainsi que le prouve le tableau suivant :

	1931	1932
Région Tsiribihina (colons)	800 t.	1.200 t.
— Itsay (indigènes)	940 t.	600 t.
— Betsiboka	600 t.	150 t.

Il serait souhaitable toutefois que la Régie française paye les tabacs de qualité supérieure à des cours rémunérateurs, afin que les colons ne se découragent pas.

Il est également à signaler qu'en 1931 s'est créée une usine de cigarettes et de tabac dans la région de Majunga. Cette industrie est protégée par un droit d'importation de 27 fr. 50, établi par arrêté du 15 janvier 1931.

Cette mesure étant de nature à réduire le chiffre des exportations de cigarettes algériennes, la Chambre de Commerce d'Alger s'est élevée contre elle, comme contraire au régime de l'assimilation douanière créé par la loi du 13 avril 1928.

Or, par un décret du 16 novembre 1932, le Gouverneur Général Cayla vient d'autoriser la création à Madagascar d'un monopole de vente des tabacs manufacturés ou importés, espérant par là obtenir des recettes budgétaires supplémentaires afin de réduire les taxes sur les bovidés.

La Chambre de Commerce d'Alger, en sa séance du 15 février 1933, a déclaré que ce décret était illégal, que le monopole ne serait possible que s'il s'appliquait exclusivement aux tabacs de culture ou de fabrication indigène et qu'il y avait lieu d'en demander l'annulation en Conseil d'Etat par voie de recours pour excès de pouvoir (1).

Cette attitude est éminemment égoïste mais ne nous semble pas dénuée de valeur au point de vue juridique.

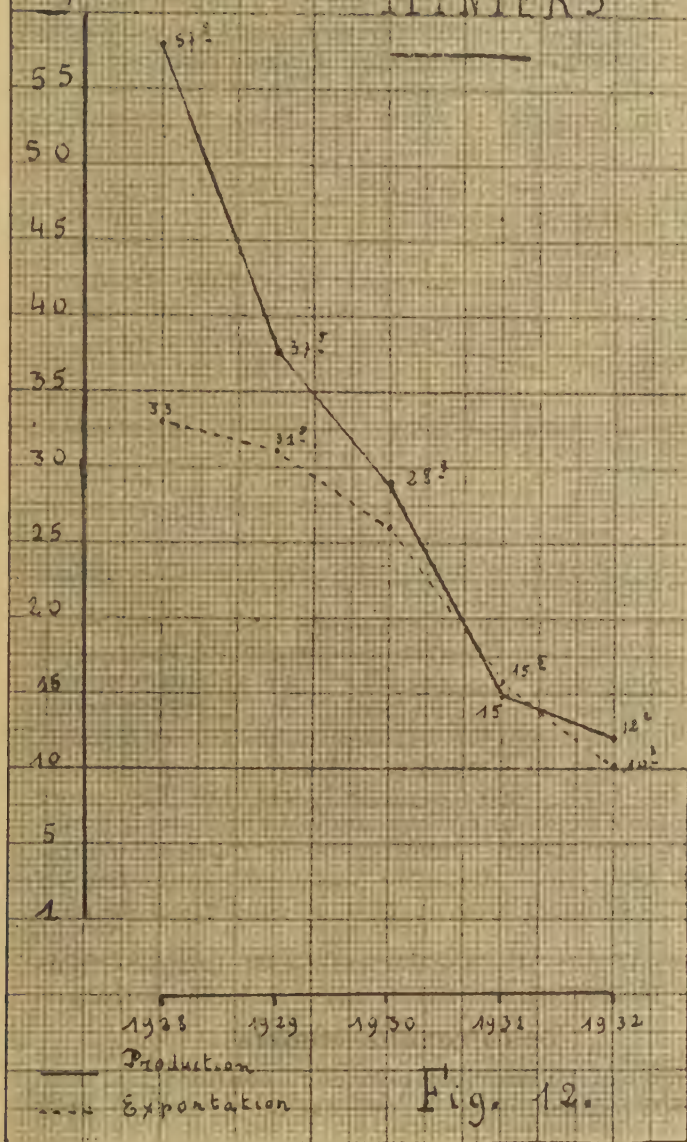
Les Produits Miniers

Le tableau publié ci-dessous et la courbe n° 12 font ressortir la disproportion qui existait avant la crise

(1) Un article très intéressant sur la question est paru dans le n° 7 du *Trait d'Union* (avril 1933).

Valeurs
en millions
de frs

PRODUITS MINIERS



VALEURS COMPARATIVES DES PRODUCTIONS
ET DES EXPORTATIONS DE MATIERES MINERALES
(en milliers de francs)

Matières	1928	1929	1930	1931	1932
<i>Or :</i>					
Production	3.318	2.808	3.484	4.136	5.466
Exportation	487	413	1.351	3.193	4.672
<i>Pierres précieuses :</i>					
Production	2.059	2.025	1.967	769	638
Exportation	784	3.074	1.237	814	285
<i>Micas :</i>					
Production	18.908	7.160	6.179	2.303	1.195
Exportation	8.739	4.176	8.050	1.432	1.315
<i>Graphite :</i>					
Production	32.440	23.641	14.619	6.562	3.828
Exportation	21.540	21.664	12.910	8.801	3.005
<i>Phosphates :</i>					
Production	845	1.344	2.300	1.200	1.068
Exportation	1.245	1.875	2.220	1.200	1.040
<i>Pierres d'industrie coudons et divers :</i>					
Production	248	559	346	63	25
Exportation	150	306	180	7	9
<i>Totaux :</i>					
Production	57.818	37.537	28.895	15.035	12.220
Exportation	32.945	31.508	25.948	15.450	10.326

Nota : Les chiffres des exportations sont fournis par le Bulletin des Statistiques Douanières.

Les chiffres de Production sont fournis par le Bureau des Etudes Minières d'outre-mer.

entre les chiffres de la production et ceux des exportations.

La différence réelle était certainement inférieure, car les valeurs de production établies par le Service des Mines sont très proches des réalités, tandis que les valeurs exportées sont généralement sous-estimées.

La baisse des cours n'a pas épargné les produits miniers. La crise a néanmoins eu l'heureux effet de rappeler aux producteurs qu'il était bien dangereux d'extraire du minerai avant de s'être assuré des débouchés.

Le nombre des permis de recherches n'a cessé de décroître depuis 1929. Les abandons sont devenus de plus en plus fréquents et les demandes de plus en plus rares :

	Nombre de demandes	Permis accordés	Permis annulés
1928	1.619	1.431	1.214
1929	1.045	902	1.410
1930	834	700	1.948
1931	751	663	1.755

Maintenant que les stocks sont épuisés, il serait souhaitable que les sociétés exploitantes s'entendent entre elles pour ne pas avilir les cours et sortir des produits de meilleure qualité à des prix plus élevés, dans la proportion exigée par les besoins mondiaux.

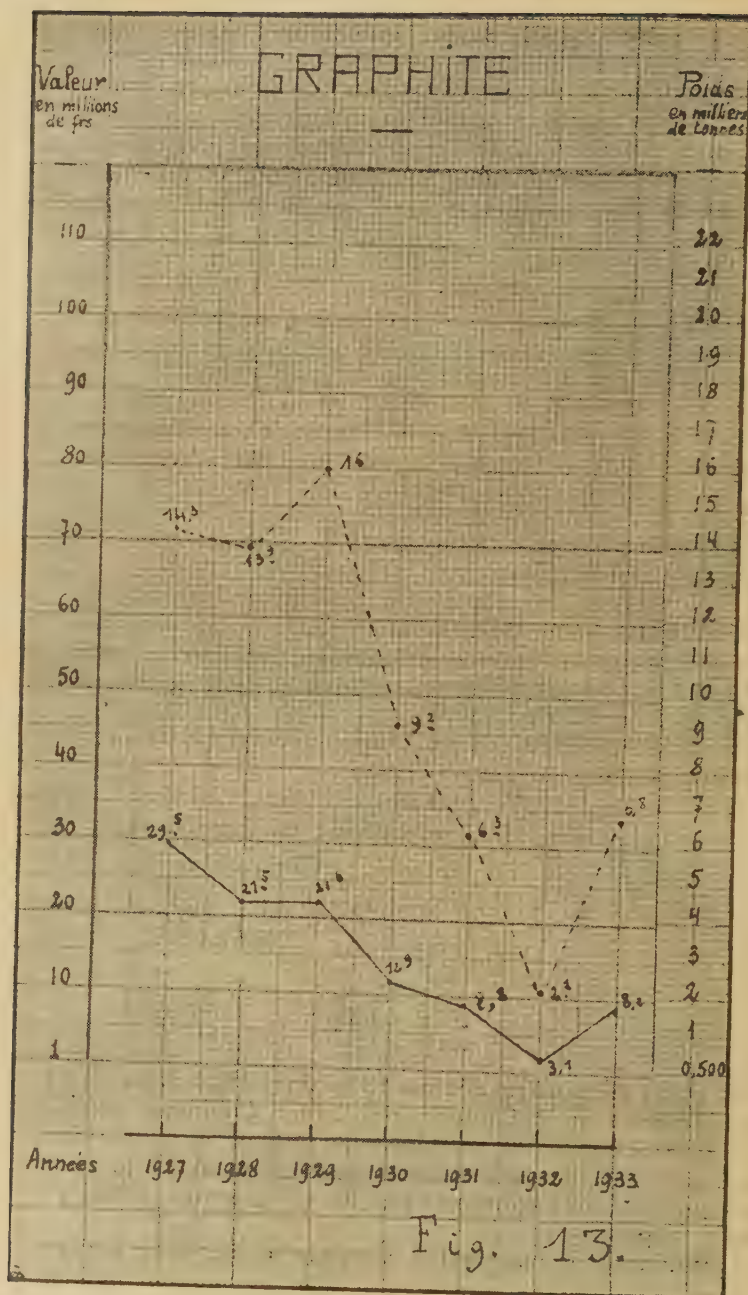
Le Graphite

Le tableau ci-dessous et la courbe n° 13 montrent la diminution importante, tant en tonnage qu'en valeur, des exportations de graphite :

	Tonnage	Valeur
1927	14.329	29.500.000
1928	13.897	21.540.000
1929	16.048	21.664.000
1930	9.222	12.910.000
1931	6.286	8.800.000
1932	2.146	3.093.000
1933	6.800	8.155.000

Les cours moyens de 1926 à 1928 pour le « graphite n° 1 Madagascar » étaient de 2.800 francs. Ils tombèrent à 1.575 en 1929 et 1.450 en 1930.

A cette époque, la *Morgan Crucible Society* de Londres, qui achetait régulièrement aux producteurs moyens, soit directement, soit par l'intermédiaire de son agent *Les*



Graphites Maskar, fit savoir qu'elle n'achèterait plus.

Il n'y eut plus de cours officiels. Les grosses sociétés qui avaient passé des contrats d'approvisionnement avec leurs clients réguliers purent maintenir des cours oscillant entre 1.200 et 1.400. Par contre, les producteurs gênés livrèrent des graphites à n'importe quel prix pour se faire des disponibilités. On vit des ventes à 900 francs au Havre.

D'une façon générale, l'exploitation fut interrompue. Les sociétés vendaient leurs stocks. A fin 1932, la *Société des Graphites Maskar*, pour liquider ses magasins de Tamatave, expédia à Londres les 4.000 tonnes qu'elle tenait depuis trois ans à la disposition de la *Morgan*.

En 1933 on put à nouveau coter les graphites; les cours oscillèrent autour de 1.400 francs; de gros marchés annuels ont été passés sur la base de 1.600 francs pour une teneur de 87 % de carbone.

Les prix de revient varient avec les entreprises; il ne semble guère possible toutefois qu'ils puissent être inférieurs à 1.200 francs.

Il semble que la crise subie par le graphite ait été anormale. En 1930, les producteurs de Ceylan se désespéraient, sentant que la production de leur « plum-bago » était irrémédiablement condamnée par la concurrence étrangère (1).

Or, voici quels furent les tonnages exportés respectivement par Madagascar et Ceylan:

	Ceylan	Madagascar
1926	12.000	12.000
1927	13.000	14.000
1928	15.000	14.000
1929	13.000	16.000
1930	9.000	9.000
1931	6.990	6.000
1932	6.350	2.000

M. Darieux, à la séance du 13 janvier 1934 de la Section Madagascar et Comores de l'Union Coloniale, attribua la résistance du graphite de Ceylan aux détaxes accordées par le gouvernement de ce pays ainsi qu'aux taux préférentiels consentis par les compagnies de navigation anglaises.

A Madagascar, par contre, subsiste un droit de sortie

(1) *Mineral Industry*, 1930, p. 299.

de 30 francs et un droit d'extraction de 15 francs la tonne.

Etant donné le faible rapport que produisent ces taxes (90.000 francs en 1932), il serait souhaitable de les voir suspendues pendant quelques années, d'autant plus que les impôts sur les bénéfices réalisés par les sociétés viendraient certainement compenser cette légère diminution dans les rentrées budgétaires.

Comme le disait le gouverneur Olivier en 1928, « il est paradoxal de voir les producteurs de Madagascar, qui devraient dominer le marché, le subir ».

Un effort conjugué des exploitants, de l'Administration et des *Messageries Maritimes* est indispensable pour remédier à la situation.

Les intérêts individuels sont malheureusement si après qu'une entente semble difficile sans intervention du gouvernement métropolitain.

Par contre, si un accord intervenait, on a tout lieu de croire que les producteurs de Ceylan accepteraient d'entrer dans une entente économique mondiale du graphite.

Nous ne pouvons nous empêcher de songer aux meilleurs résultats obtenus sur le marché de l'étain grâce à l'intervention du gouvernement de Londres auprès du gouverneur des Straits Settlements en 1930. Les producteurs protestèrent pendant trois mois. A l'heure actuelle, la mesure a si bien réussi que l'étain cote 238 livres à Londres et l'on envisage la création d'un stock de manœuvre afin d'éviter les spéculations préjudiciables à la stabilité des cours.

L'or

C'est grâce à l'exploitation de l'or que la plupart des sociétés minières vivent. Les chiffres ci-dessous (1) font ressortir toutefois que l'extraction aurifère de notre époque — malgré la progression dont parlent tous les exploitants — est bien faible en comparaison de celle d'avant guerre.

1909	3.645 kilos valant	56.685.000 fr. (1928)
1928	195 —	3.318.000 —
1929	187 —	2.808.900 —
1930	224 —	3.484.500 —
1931	266 —	4.136.826 —
1932	352 —	5.466.000 —

En 1933, 335 kilos ont été exportés, contre 301 en 1932 et 206 en 1931.

(1) Chiffres fournis par le Bureau des Etudes minières d'outre-Mer.

C. — LES SOCIÉTÉS.

Alors qu'en 1913 le montant des capitaux empruntés pour les entreprises de Madagascar s'élevait à 2.200.000 francs, le total des émissions effectuées passe à 52.400.000 francs en 1928 et 68.600.000 francs en 1929.

Environ 75 sociétés représentant plus de 300 millions de francs de capital déploient aujourd'hui leur activité à Madagascar.

Ces chiffres prouvent éloquemment que la Grande Ile offre au capitaliste français de larges possibilités d'avenir.

Les faillites et liquidations qui se sont produites depuis 1929 démontrent de façon évidente la gravité de la crise traversée par le commerce malgache. L'année 1930 semble marquer le point culminant de l'épuration du commerce local avec plus de 225 faillites ou liquidations. En 1931 et 1932 on enregistre encore plus de 150 faillites annuelles, pour revenir en 1933 au chiffre approximatif de 100 liquidations, sensiblement égal à celui de 1929.

Il est difficile de juger les causes exactes qui ont amené quelques-unes des maisons de commerce de Madagascar à sombrer. Beaucoup de détaillants se sont laissés acculer à la liquidation ou à la faillite, qui chez certains a revêtu un caractère nettement frauduleux en entraînant à leur suite les commerçants de gros qui ont eu en eux une confiance exagérée.

Les sociétés de Madagascar ont subi le contre-coup du marasme des affaires et de la baisse des cours. Le tableau publié ci-après, en groupant quelques-unes des principales sociétés anonymes, donne un aperçu des répercussions de la crise sur les résultats d'exploitation des entreprises malgaches pendant les cinq derniers exercices.

La plupart des sociétés ne publiant pas leurs bilans, notre tableau présente des lacunes qu'il ne nous a pas été possible de combler.

LES EFFETS DE LA CRISE SUR L

RAISON SOCIALE	NATURE DE L'EXPLOITATION
A. — <i>Prédominance agricole.</i>	
Compagnie Agricole et Industrielle de Madagascar.	Rizières, sisal, canne, tabac.
Compagnie Agricole et Sucrière de Nossibé.	Culture de canne à sucre et diverses sucreries.
Compagnie d'Agriculture et d'Industrie coloniale.	Exploitation de domaines appartenant par « Compagnie Lyonnaise Madagascar » (plant. de café).
Millot et Cie (culture et exploitation).	Manioc, vanille, cacao, plantes piments, coprah.
Compagnie Nossibéenne d'Industrie agricole.	7.000 ha. au Sambirano, terrain exploité.
L'Ankaratra.	Exploit. dom. Mahavavy (manioc, vanille, essences, canne à sucre, riz, etc.).
Société de la Mahajamba.	12.000 ha. (manioc, lemon-grass, ylang-ylang).
Société Coloniale de Bambao.	Exploit. agricole et transformatrice (Comores), sucreries, vanilleries, sisal.

B. — <i>Prédominance minière.</i>	
Société Générale des Graphites; fusion de l'Union des Graphites et Graphite de Madagascar.	Exploitation traitement des graphites.
Société des Minerais de la Grande-Ile.	Exploitation minière, mica.
Syndicat Lyonnais de Madagascar.	Mines or, graphites, minerais rares.
Compagnie Occidentale de Madagascar.	
Société des Graphites de Sahanavo.	Exploitation mines graphite. Traitement des minerais.
Société des Mines d'Or d'Andavakoëra.	Gisements d'or, métaux précieux, pierres précieuses.
Compagnie Générale de Madagascar.	Exploitations minières et agricoles.
Société des Gemmes de Madagascar.	Pierres précieuses et tous minéraux.

(1) Pertes cumulées des exercices 1928-29 et 30 : 7.704.000 fr.

(2) — — — : 1.067.000 fr.

(3) — — — : 20.000.000 de fr.

Ces pertes sont essentiellement dues à la dévalorisation des stocks. La création de la Société Générale des Graphites en 1931 eut pour but de sauvegarder, tout en réduisant considérablement les dépenses, la valeur de l'actif minier. L'exploitation, sur une base plus rationnelle, vient d'être reprise.

PRINCIPALES S. A. DE MADAGASCAR

DATE DE CRÉATION CAPITAL EN 1932		RÉSULTATS (en milliers de francs)				
		1928	1929	1930	1931	1932
1920	18.500.000	+ 1.970	+ 2.263	+ 1.142	+ 161	+ 26
1920	18.000.000	+ 6.946	+ 6.988	+ 6.846	+ 2.261	+ 2.566
1929	14.000.000			— 297	+ 360	+ 3
1922	10.000.000	+ 1.753	+ 494	— 453	Pas publié	Pas publié
1909	10.000.000	+ 1.160	+ 270	— 2.411	— 660	— 1.395
1909	6.000.000	(1)	(1)	(1)	— 10	— 504
1926	6.000.000	(2)	(2)	(2)	— 402	—
1907	4.500.000	+ 16	— 1.990	— 466	— 497	— 499
1931	20.000.000	(3)	(3)	(3)	— 539	— 584
1926	20.000.000	— 5.497	— 6.160	— 1.068	— 2.681	— 968
1907	4.125.000	+ 522	— 248	— 963	— 1.377	— 86
1895	5.000.000	— 1.120	— 1.443		— 725	— 164
1926	10.500.000	+ 334	— 330	— 943	— 1.767	— 2.219
1911	3.000.000	— 388	— 356	— 235	— 284	— 246
1924	3.530.000				— 2.568	— 887
1927	700.000	+ 46	— 26	— 55	— 48	+ 63

LES EFFETS DE LA CRISE SUR L

RAISON SOCIALE	NATURE DE L'EXPLOITATION
<i>C. — Prédominance commerciale.</i>	
Compagnie Marseillaise de Madagascar (1).	Exportation, importation : exploitations minières ; forestières (scierie) ;
Compagnie Lyonnaise de Madagascar (2).	Exportation-importation : or, graphites, mica.
Compagnie Franco-Malgache d'Entreprises.	Toutes opérations export., importations, transports, concessions 100 hectares.
Société Française de Commerce à Madagascar.	Importation-exportation.
Union Française Commerciale de Madagascar.	Importation-exportation.
S. A. Paris-Madagascar.	Importation-exportation.
Comptoirs Damann Frères.	Importation-exportation (vanille, cafés, tous produits coloniaux)
<i>D. — Prédominance industrielle.</i>	
Electricité et Eaux de Madagascar.	Usines d'Antéromita et de Volondra Distribution électrique de Tananarive, Tamatave et Antsirabé ; Usines des eaux à Mandrocéza.
Société Industrielle et Commerciale de l'Emyrne.	Usine frigorifique Tananarive, importation-exportation.
Société des Plantes à Parfums de Madagascar.	Lemongrass, ylang-ylang, pois de vanille, café, etc.
Société Rochefortaise de Produits Alimentaires.	Usine frigorifique à Tamatave, importation : cuir, suif, saindoux.
Société de Filatures et Tissages de Madagascar.	Tissages jute, paka ; exportation sacs (?)
Société Conserves Alimentaires de la Montagne-d'Ambre.	Conserves de viandes. Exportation : conserves, peaux, suifs, boyaux, etc. Tanneries, corroieries, chaussures.
(1) le bilan publié le 22-12-33 fait apparaître un bénéfice de 5.267.431 francs et 44 millions de Réserves. (2) Une réorganisation financière a été pratiquée en 1932. Cette Société possède des appuis sérieux depuis que la Compagnie Générale des Colonies (filiale de la Banque de Paris) est entrée dans l'affaire.	

PRINCIPALES S. A. DE MADAGASCAR

DATE DE CRÉATION		RÉSULTATS (en milliers de francs)				
CAPITAL EN 1932		1928	1929	1930	1931	1932
1898	25.000.000	+ 11.588	+ 9.160	+ 7.438	+ 7.616	+ 4.524
1897	20.000.000	— 2.240	— 5.775	— 13.536	— 3.543	— 2.367
1924	8.000.000	+ 421	+ 765	— 6.022	— 2.434	— 4.024
1898	7.000.000	— 130	— 1.195	— 1.862	— 1.715	— 80
1928	6.000.000		— 171	— 1.161	— 131	— 691
1918	5.500.000	+ 935	+ 286	— 929	— 790	+ 6
1925	1.000.000	+ 100	— 3.500	— 3.400	— 6.500	— 1.000
1928	37.500.000		+ 1.909	+ 1.778	+ 74	
1911	12.000.000	+ 1.202	+ 198	+ 154	— 485	+ 505
1927	11.000.000	+ 1.345	+ 421	+ 43	+ 8	+ 63
1910	6.910.000	+ 2.004	+ 3.024	+ 3.061	+ 5.026	+ 4.200
1930	6.000.000	P. de Cpte P. P.	P. de Cpte P. P.	P. de Cpte P. P.	— 934	— 669
1912	600.000	+ 1.085	+ 473	+ 532	+ 511	+ 1.113

D. — LES BANQUES.

Si l'on excepte la *Banque de l'Océan Indien*, qui a payé les fautes d'une politique imprudente, le système bancaire a résisté à la tourmente qui a balayé en 1930 de nombreuses entreprises commerciales.

Encore convient-il d'ajouter que, grâce à l'intervention de l'Institut d'Emission, la liquidation de la *Banque de l'Océan Indien* — dont les conséquences auraient pu être redoutables pour le commerce malgache — s'est effectuée sans que la clientèle de cet organisme ait eu à souffrir d'un brusque resserrement du crédit dont elle disposait.

Mais la disparition de la *Banque de l'Océan Indien* n'a pas apporté une modification sensible dans le crédit à Madagascar et la question bancaire reste entière.

Les banques semblent avoir compris, à la leçon des événements, que l'heure n'est plus où l'on pouvait dispenser, sans danger pour l'économie locale, des crédits disproportionnés aux besoins réels du commerce.

Par une politique de soutien intelligente, la *Banque de Madagascar*, le *Comptoir National d'Escompte de Paris* et le *Crédit Foncier de Madagascar* ont permis à de nombreuses affaires viables de traverser la phase la plus critique, mais si l'on considère que l'ensemble des engagements commerciaux sains représente à Madagascar environ 120 millions de francs seulement, ne doit-on pas tout naturellement déduire que le volume des affaires est insuffisant à alimenter l'activité de trois établissements de crédit?

C'est là qu'est tout le problème. La solution de la crise bancaire ne saurait être envisagée sans la réalisation, tôt ou tard, d'un accord interbancaire entraînant la fusion de l'une des deux banques privées.

Les résultats reproduits sur le tableau ci-dessous — dont l'intérêt gagnerait à être complété par ceux du *Comptoir National d'Escompte*, sur le secret desquels cet organisme veille jalousement, — illustrent nos déductions:

	BANQUE DE MADAGASCAR				
	1928	1929	1930	1931	1932
R.	1.147.776	1.466.602	840.336	700.280	266.400
C. E.	2.650-1.750	2.576-1.826	2.110-140	1.515-525	800-500
Div.	24,40	26,80	17,90	14,90	9

R = résultats.

C. E. = cours extrêmes.

Div. = dividendes payés.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE

	1928	1929	1930	1931	1932
Pas publié					

CREDIT FONCIER DE MADAGASCAR

	1928	1929	1930	1931	1932
R.	1.713.227	1.748.874	1.137.424	998.763	745.889
C. E.	950-611	938-670	750-570	490-304	210-149
Div.	37,50	29 »	néant	néant	néant

COMPAGNIE DE L'OCEAN INDIEN

	1928	1929	1930	1931	1932
R.	4.430.943	3.955.558	2.033.605	10 millions	17 millions
C. E.	700-565	800-530	601-150	319-35	60-12
Div.	30 »	45 »	néant	néant	néant

Il est à présumer que le *Comptoir National d'Escompte*, grâce aux dépôts importants dont il dispose en France, et qui le dispensent de faire appel au concours de la banque d'émission, doit couvrir tout juste ses frais généraux.

Le *Crédit Foncier de Madagascar* a cessé depuis 1930 de rémunérer son capital.

La *Banque de Madagascar*, enfin, a pu maintenir la distribution d'un dividende, malgré la véritable saignée pratiquée par l'Etat, auquel elle a déjà versé 14 millions de redevances depuis sa création, mais ses bénéfices sont en régression.

L'examen du bilan de la banque d'émission fait apparaître un accroissement du compte « Avances comptes courants » en 1929 et 1930, puis une légère décroissance en 1931 et 1932, compensée par les prêts aux communes et à l'agriculture :

	Avances Comptes Courants	Emprunts Communaux	Crédit Agricole
1928	9.482.000		
1929	42.510.000		
1930	44.350.000		
1931	37.665.000	1.000.000	
1932	29.662.000	8.934.000	5.000.000

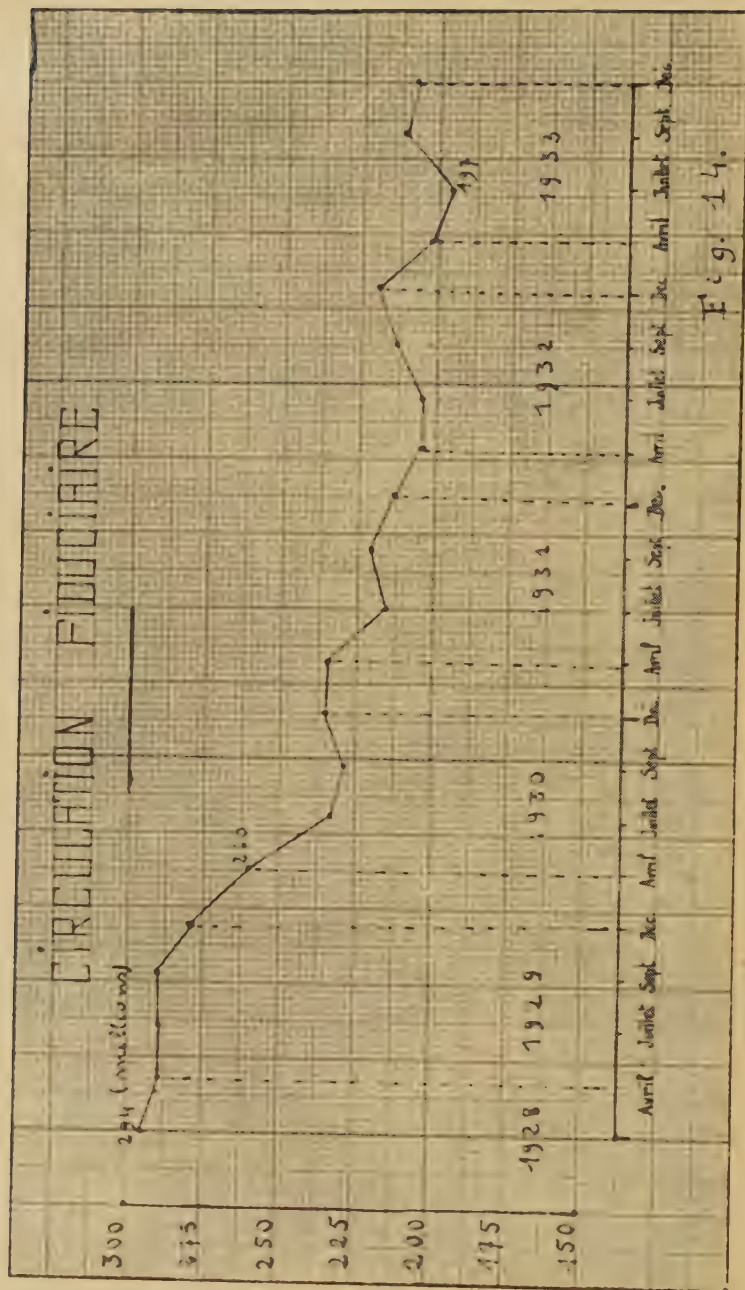


Fig. 14.

Ces chiffres donnent à réfléchir. Ne semblent-ils pas indiquer que la banque d'émission accepte, pour vivre, de faire du crédit aux fokon'olonas qui s'endettent? N'y a-t-il pas là un germe d'impôts nouveaux pour les indigènes?

La circulation

Dans les périodes de prospérité, le montant de la monnaie en circulation augmente, par suite des crédits faciles et de l'abondance des transactions commerciales.

Au contraire, pendant la dépression, lorsque est passée la crise aiguë, le ralentissement de la crise économique fait rentrer dans la caisse des banques une partie des billets antérieurement émis, de sorte que la quantité de monnaie en circulation diminue.

La courbe n° 14 et les chiffres ci-dessous indiquent les fluctuations trimestrielles de la circulation fiduciaire à Madagascar. Elle tomba de près de 300 millions en 1928 à 200 millions en juillet 1933.

1928. Décembre	294.015.000 fr.
1929. Mars	289.834.000 —
— Juillet	289.834.000 —
— Octobre	291.259.000 —
— Décembre	280.880.000 —
1930. Avril	260.000.000 —
— Juillet	233.225.000 —
— Octobre	229.640.000 —
1931. Janvier	236.920.000 —
— Avril	235.000.000 —
— Juillet	213.744.000 —
— Octobre	220.123.000 —
1932. Janvier	212.852.000 —
— Juillet	203.193.000 —
— Décembre	218.029.000 —
1933. Janvier	216.900.000 —
— Juillet	197.394.000 —
— Décembre	208.000.000 —

On constate une légère augmentation en décembre 1933 sur le point minimum atteint en juillet; il n'en reste pas moins vrai que cette reprise est encore inférieure de 10 millions à la circulation de décembre 1932. Chacun est libre d'ailleurs d'interpréter comme il le veut les chiffres dans leur brutale vérité.

Situation budgétaire

Le tableau ci-dessous et la courbe n° 15 font apparaître la progression des rentrées budgétaires au cours des années de prospérité et la légère compression opérée pendant la crise.

Ces chiffres sont ceux du budget local, c'est-à-dire ceux « des dépenses d'intérêt local à effectuer pour le service de chaque exercice et les recttes affectées à ces dépenses. »

	Recettes	Dépenses	Excédent
1913.	31.936.381	26.767.366	—
1925.	217.879.651	100.275.974	27.604
1926.	156.131.257	134.918.125	21.213
1927.	244.321.699	206.547.665	37.774
1928.	265.445.732	244.702.806	20.743
1929.	281.897.893	267.530.022	14.367
1930.	253.437.669	252.302.335	1.135
1931.	254.691.439	254.448.876	243
1932.	256.448.472	256.448.472	néant
1933 (en prévision)	246.746.000	246.746.000	

Au budget local il y a lieu d'ajouter les recettes et dépenses extraordinaires constituant le « budget extraordinaire » créé en 1907 pour permettre l'outillage économique de la colonie et qui s'est trouvé en régression au cours de la crise, du fait de la création d'un « budget annexe des grands travaux ».

Ce budget se chiffra par 44 millions en 1928, 56 en 1929; 25 en 1930, 33 en 1931, 12 en 1932.

Il existe de plus à Madagascar deux budgets annexes ordinaires:

Celui des chemins de fer oscillant entre 30 et 40 millions, et celui de l'Assistance Médicale Indigène variant entre 20 et 27 millions.

L'ensemble des recettes et dépenses, y compris les grands travaux entrepris sur fonds d'emprunt, se trouve résumé dans le tableau ci-dessous:

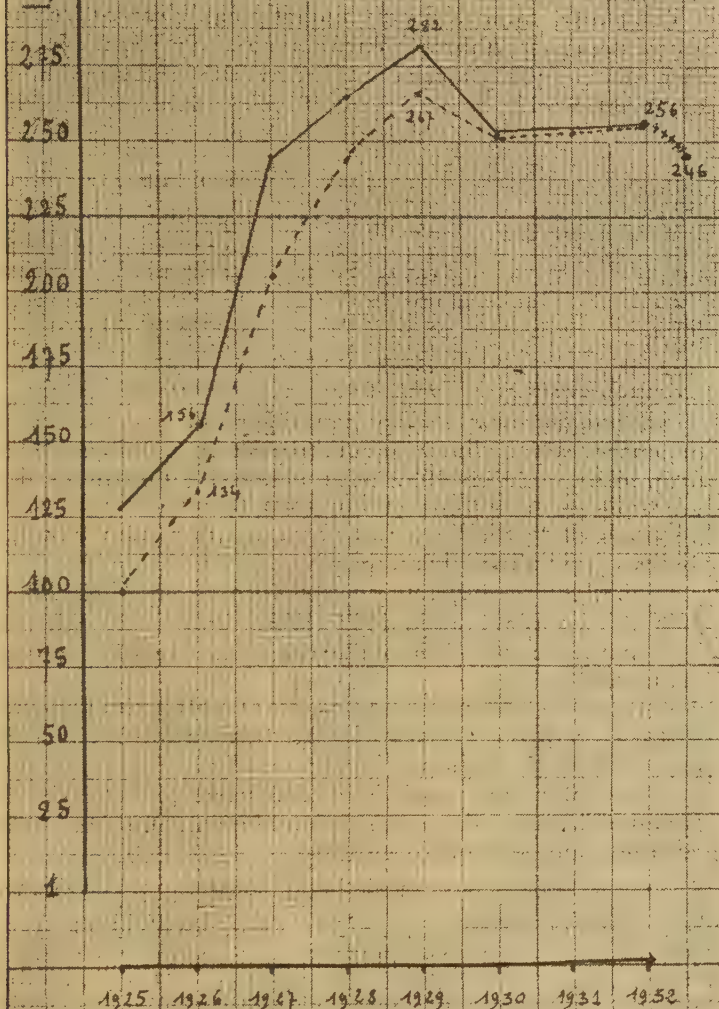
	Recettes	Dépenses	Excédent
1928.	419.044.774	390.607.944	28.436.829
1929.	468.770.438	452.912.106	15.858.331
1930.	340.415.772	338.415.479	2.000.092
1931.	350.648.372	348.009.109	2.639.269
1932.	329.373.936	327.577.403	1.796.532

On ne peut, à l'heure actuelle, prévoir quel sera le budget local quand seront épuisés les fonds d'emprunt.

Il est prudent toutefois d'escompter une augmentation de 40 à 60 millions.

BUDGET LOCAL

Valeur
en millions
de fr.



Recettes

Dépenses

Provisions

Fig. 15.

CHAPITRE III

ETUDE DES MESURES DEFENSIVES

Les mesures employées par le gouvernement pour remédier à la crise peuvent être classées en trois groupes :

Les premières tendent soit à éviter l'abandon, soit à développer certaines exploitations agricoles ; ce sont le crédit agricole, les prêts à moyen terme, le système des primes.

Les secondes visent une réduction du prix de revient des produits : ce sont la tarification de la main-d'œuvre, la réduction des frais de transport.

Les troisièmes s'efforcent d'assurer aux marchandises malgaches un écoulement plus facile, d'accroître le courant commercial et d'ouvrir des marchés nouveaux ; ce sont les arrêtés de standardisation, les grands travaux d'outillage, le développement des foires et expositions.

LE CRÉDIT AGRICOLE

C'est au gouverneur général Olivier que revient le mérite d'avoir amorcé l'institution du Crédit Agricole, dont on parlait depuis longtemps à Madagascar et qui fonctionnait d'une façon imparfaite d'ailleurs, depuis longtemps à la Réunion.

Ayant constaté la pauvreté des indigènes, dont le seul capital consiste en bétail, il comprit la nécessité de créer des organismes de prêts pour lutter contre les usuriers. Il fit venir à Madagascar M. Peysonerie, inspecteur général adjoint du Crédit Agricole de France, qui étudia la question sur place.

Le rapport de ce haut fonctionnaire fut soumis aux délégations financières en septembre 1928. C'est une adaptation de la loi française du 5 août 1920, compte tenu des us et coutumes malgaches.

Il a donné naissance au décret du 18 avril 1930, entré en application en 1932.

Ce décret crée à Tananarive une caisse centrale du Crédit Agricole au-dessous de laquelle existent des caisses régionales et des caisses locales.

Toute l'originalité du système réside dans la distinction établie entre les caisses locales pour colons, et les caisses locales indigènes. Les premières pratiquent le crédit personnel; les secondes le crédit mutuel, les prêts aux fokon'olonas, qui correspondent beaucoup mieux à la mentalité malgache.

Le taux des caisses régionales est inférieur de 2 % à celui de la Banque de Madagascar; celui des caisses locales ne doit pas lui être supérieur de 1 %.

Les caisses locales pour colons consentent à leurs sociétaires des prêts à court terme et des prêts quinquennaux avec remboursement annuel. S'il leur est demandé des prêts à long terme, elles transmettent le dossier à la caisse régionale dont elles dépendent.

Le règlement des caisses locales indigènes est plus strict. La durée des prêts ne doit en principe jamais dépasser celle de l'opération agricole pour laquelle ils ont été consentis. Tous les membres du fokon'olona sont considérés solidairement responsables des prêts.

Les caisses sont alimentées par des avances de la banque d'émission.

Suivant la convention du 1^{er} juillet 1925, la Banque de Madagascar doit en effet prêter son concours gratuit pour un montant de 5 millions de francs, en vue « de la création d'institutions destinées à favoriser le développement de l'agriculture ».

Elle doit, de plus, ouvrir à l'ensemble des caisses de crédit agricole un « crédit d'escompte égal au montant de leur capital versé jusqu'à concurrence de 5 millions de francs ».

Enfin, l'article 15 de ses statuts l'autorise à escompter des obligations garanties par des cessions de récoltes pendantes, à condition toutefois que ces prêts ne soient pas supérieurs au tiers de la valeur desdites récoltes.

Le décret du 18 avril 1930 a, en outre, fixé le statut des associations, sociétés coopératives et associations syndicales agricoles ainsi que celui des sociétés d'assurance et de réassurance mutuelle ayant pour but de garantir les risques divers concernant l'agriculture (1);

(1) L'assurance sur les cyclones n'a pas encore pu être réalisée; le gouverneur général Cayla vient toutefois d'élaborer un projet qui, s'il est adopté, ne manquera pas d'apporter un grand soulagement aux planteurs de la colonie.

il prévoit, en outre, que le Gouverneur Général pourra désormais accorder au fokon'olona la personnalité civile.

En 1932, il existait 11 caisses locales européennes, 7 caisses locales indigènes et 5 caisses régionales. Les taux consentis par la caisse centrale étaient de 6 % pour un an et 4 % pour 5 ans.

En 1933 le nombre des associations agricoles s'est multiplié. Au 31 décembre il existait 25 caisses locales européennes groupant 2.372 membres et 15 caisses locales indigènes groupant 6.684 membres.

Le crédit agricole fait partie du programme de civilisation entrepris dans la Grande Ile. Pour empêcher les indigènes de continuer leurs « tavy » dévastateurs, on essaie de créer un petit paysanat indigène.

Souhaitons que cette institution ouvre une large voie à la mobilisation de la propriété privée et à la substitution de l'impôt personnel réel à la taxe de capitation.

Dans une récente conférence le gouverneur général Cayla a pu déclarer :

« La propriété indigène est en voie d'extension rapide car les Malgaches ne disposent pas seulement de réserves collectives situées à proximité immédiate des périmètres de colonisation, mais bénéficient largement du régime des concessions individuelles (2) ».

LES CRÉDITS A MOYEN TERME

Afin d'éviter la ruine d'un grand nombre d'exploitations agricoles qui voyaient se resserrer les crédits bancaires, le Gouverneur Général, représenté par M. Pelletier, directeur de l'Agence Economique, passa une convention avec les trois Etablissements de crédit, le 4 mai 1931.

Aux termes de l'article I :

« Les Etablissements prêteurs sont disposés à consentir aux exploitations agricoles de Madagascar des crédits à concurrence d'un montant global de 30.000.000 de francs. Ce montant pourra, en cas de nécessité, être relevé par un accord entre les parties, le prélèvement annuel de la colonie prévu à l'article V étant dans ce cas augmenté proportionnellement. »

Ce crédit de 30 millions n'étant pas inépuisable, il importait aux agences des banques de faire une discrimination très sérieuse parmi les exploitations dignes d'intérêt.

(2) Conférence à la Sorbonne le 20 février 1934.

L'article II fixait les modalités des prêts et prévoyait la création d'un fonds de garantie:

« Les crédits seront consentis pour une durée maxima de 5 années. Ils devront être remboursés au plus tard, quelle que soit la date de leur réalisation, le 31 décembre 1936.

« Ils seront productifs, au profit des établissements prêteurs, d'un intérêt calculé à raison de 0,50 % au-dessous du taux des avances de la Banque de Madagascar payable trimestriellement.

« Il sera prélevé, en outre, une commission trimestrielle de 1/4 % qui sera attribuée au fonds de garantie prévu à l'article V ci-après. »

L'article III indique la procédure que doivent suivre les emprunteurs:

« Chaque demande de crédit à réaliser dans le cadre de la présente convention sera adressée par chaque emprunteur à l'établissement prêteur de son choix. Elle comportera obligatoirement une garantie hypothécaire. Celui-ci, après étude de l'affaire, la proposera à l'examen d'une commission centrale siégeant à Tananarive qui comprendra deux représentants du gouvernement général de Madagascar et un représentant de chacun des trois établissements prêteurs.

« ...Les conclusions de la commission centrale devront, pour devenir définitives, être approuvées par décision du gouverneur général. »

L'établissement d'hypothèques en premier rang retire à l'institution des « Prêts à Moyen Terme » une grande part du danger qu'elle présentait pour les finances gouvernementales.

L'article IV établit que les crédits, une fois accordés, seront représentés « par des effets souscrits à l'ordre de l'établissement prêteur, par l'emprunteur ». Il apparaît immédiatement que de tels effets sont très facilement escomptables et réescomptables.

Les articles V et VI règlent la constitution d'un fonds de garantie, principalement alimenté par les redevances de la Banque de Madagascar, et le paiement de la différence, par la colonie aux établissements prêteurs, au cas où l'ensemble des opérations serait déficitaire, après épuisement du fonds de garantie.

Les prêts à moyen terme ont évité un grand nombre de faillites et les garanties exigées des prêteurs peuvent faire espérer que celle de la colonie n'aura pas à jouer.

On leur a reproché d'avoir été une opération surtout intéressante pour les banques. Celles-ci ont, en effet, exigé des bénéficiaires de prêts qu'ils règlent immédiatement une partie de leurs comptes débiteurs.

Le tableau ci-dessous fait ressortir que pour l'ensemble des prêts, 32 % ont été utilisés pour des remboursements aux banques et 42 % pour des remboursements aux tiers; 26 % seulement constituèrent de nouvelles ouvertures de crédit:

	Remboursements		Faisance	
	aux Banques	aux Tiers	valoir	Total
Banque de Madagascar.	4.344.000	4.992.000	3.314.000	12.650.000
Comptoir National d'Es- compte.	1.700.000	460.000	1.400.000	3.560.000
Crédit Foncier de Ma- dagascar.	3.078.000	6.622.000	2.600.000	12.300.000
	9.122.000	12.074.000	7.314.000	28.510.000

Mais il n'y a là rien d'anormal. Les sociétés étaient gênées dans leur trésorerie. Les prêts qui leur ont été consentis leur ont permis de rembourser des emprunts beaucoup plus onéreux à leurs créanciers hypothécaires et chirographaires.

D'ailleurs, dès le mois de décembre 1932, la section Madagascar et Comores de l'Union coloniale demandait que le montant de ces prêts soit augmenté (1).

« Si la limite de 30 millions, prévue primitivement, n'était pas augmentée, d'intéressantes exploitations qui ont pu lutter jusqu'à ce jour grâce à de prudentes réserves ou à de meilleures prix de revient, seraient abandonnées (2). »

En fait, le gouvernement de Madagascar ne songe nullement à étendre infiniment ces prêts de faveur. S'il accepte de garantir 20 millions de plus, il n'a plus de raison de s'arrêter ensuite et il serait dangereux de faire courir des risques de déséquilibre à un budget que la même section Madagascar et Comores désire voir comprimé le plus possible.

Cette remarque ne tend nullement à insinuer que la demande n'est pas justifiée. Certaines sociétés du Sud

(1) Un de ses membres demandait que le chiffre fût porté de 30 à 50 millions.

(2) *Quinzaine Coloniale*, 10-12-1932.

mériteraient d'être aidées, malheureusement, il n'est pas possible à l'Administration de prendre une décision générale en considération d'intérêts particuliers.

PROTECTION DES PRODUITS. — LES PRIMES.

En vue de sauvegarder la production d'un certain nombre de denrées coloniales fortement touchées par la baisse des cours, le gouvernement métropolitain a employé diverses méthodes.

La plus simple consistait à faire aux colonies des achats préférentiels. Ainsi à Madagascar la Régie des Tabacs achète toute la production de qualité marchande. De même en octobre 1932 l'Etat s'est engagé à acheter 2.000 tonnes de ricin aux producteurs du Sud-Ouest au prix de 1.300 francs C. A. F. Marseille. Cette quantité a même été portée à 3.500 tonnes à la fin de l'année 1933 (1).

Un autre procédé couramment employé est l'établissement de droits de douane ou de surtaxes compensatrices de change (2) à l'encontre des produits étrangers similaires dont les prix de revient sont inférieurs aux nôtres. Par exemple caroline malgache contre caroline des Etats-Unis; paka contre jute indien.

Il y a aussi le contingentement qui fixe la quantité maxima de produits étrangers d'une certaine catégorie, pouvant être admise en France. Ce procédé assure l'écoulement par priorité des marchandises françaises métropolitaines ou coloniales. Il a, de plus, l'avantage d'entraîner l'avalissement des cours, sans majorer par trop le coût de la vie. Malheureusement il ouvre la porte à des abus très regrettables.

Le système des primes est excessivement ingénieux. Il a été mis en vigueur par deux lois du 31 mars 1931, l'une relative aux caoutchoucs et « autres produits », l'autre au manioc et à ses dérivés.

En économie politique on entend généralement par « primes » des encouragements pécuniaires fournis à une industrie nationale pour lui permettre d'étendre ses

(1) Les 1.500 tonnes supplémentaires ont été prises à 1.050 francs.

(2) Plusieurs arrêtés récents tendent à la suppression des surtaxes. Citons l'arrêté du 1-2-34, paru au *J. O. Madagascar* du 3-2-34 : « Les surtaxes de charge sont supprimées à l'égard de la Grande-Bretagne et des colonies de la Couronne dont les noms suivent : Ceylan, Etats Malais, Etats des Détroits, Hong-Kong, Irlande. »

opérations sur les marchés extérieurs. Les primes se comprennent fort bien pour soutenir certaines activités indispensables au prestige de l'Etat ou à la Défense Nationale, mais qui, livrées à elles-mêmes, seraient déficitaires. Par exemple les services de navigation aérienne ou l'armement naval. Par contre, elles donnent souvent lieu à des abus (dumping, draw back) ou permettent à des industries condamnées de survivre (sériculture dans la vallée du Rhône).

Le système de primes institué par les lois du 31 mars 1931 a un but tout autre et son institution doit être hautement approuvée, surtout quand on le considère comme une mesure transitoire. Il tend à créer une économie nouvelle.

Le législateur français a voulu développer dans ses territoires d'outre-mer des cultures complémentaires de celles de la métropole. Il a voulu encourager ses colons en leur demandant de fournir désormais à la métropole les denrées alimentaires qu'elle importait de l'étranger.

Alors que les tarifs douaniers protecteurs semblent être des mesures hostiles aux pays voisins, nul ne peut s'étonner du désir qu'a une grande nation, comme la France, de se suffire à elle-même.

Le système des primes aux denrées coloniales vise en un mot le resserrement des liens économiques entre les différentes parties de la France coloniale. Il constitue un des premiers jalons d'une « politique d'Empire ».

Voici quel en est le mécanisme:

Aux termes de l'article VIII de la loi du 31 mars 1931:

« Il est établi pendant une durée de 10 années une taxe spéciale applicable à toutes importations en France des produits ci-dessous désignés: *Café*:

En fèves et pellicules 0 fr. 10 par kilogramme.
Torréfié ou moulu 0 fr. 15

« Sisal et produits manufacturés à base de sisal pour la proportion de matières brutes qu'ils renferment : 0 fr. 10 par kilogramme.

« Cette taxe sera liquidée et perçue par le service des douanes dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles que les droits de douane. »

Article IX:

« Les produits des droits institués sera réparti entre les colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français intéressés dans les conditions qui seront

fixées par décret rendu sur le rapport du ministre des Colonies, du Budget et du Commerce (1). »

Une autre loi du même jour appliquée au manioc brut et desséché une taxe de 0 fr. 15, aux tapiocas une taxe de 0 fr. 35.

Le principe est très simple.

Le service des douanes perçoit à l'entrée une légère taxe, sans distinction d'origine et en ristourne le montant aux colonies productrices.

Les colonies à leur tour versent aux planteurs une prime dont le montant est déterminé par arrêté trimestriel du gouverneur général et tend à égaler la différence qui existe entre le coût de production dans la colonie et les cours mondiaux.

Malheureusement, en pratique, les primes versées aux planteurs dépendent de ce qu'il y a en caisse et plus le pourcentage des fournitures coloniales augmente, plus le taux des primes diminue. Supposons, par exemple, que la production du café colonial devienne suffisante pour alimenter la France entière, il n'y aurait, à ce moment-là, plus lieu de verser de primes aux planteurs puisqu'en définitive, ce serait eux qui paieraient de la main droite pour recevoir de la main gauche.

Un décret du Gouverneur Général Cayla du 31 mai établit à Madagascar des primes pour le café, le sisal, le manioc et ses dérivés.

Les taux furent de 800 francs par tonne de sisal, 100 francs par tonne de manioc brut ou de farine et 250 francs par tonne de fécule ou de tapioca.

En ce qui concerne le café, elle fut successivement de 200 francs par quintal au premier trimestre 1932, 125 francs le second, 90 francs ensuite; 60 francs seulement en 1934 alors que la différence entre le coût de production et les cours mondiaux est à peu près de 140 francs.

Le bénéfice des primes aux planteurs de café avait d'ailleurs été appliqué rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 1931 grâce à des avances de la caisse de réserve. C'est afin de récupérer les sommes avancées que le Gouverneur Général a été obligé de réduire par la suite les taux.

Une loi du 7 janvier 1932, mise en application par un décret du 11 février, étendit le bénéfice des primes aux

(1) J. O. Rép. Franç. (4 avril 1931, p. 3.820).

bananes fraîches et à leurs dérivés, à raison de 0 fr. 60 par kilog.

Il est douteux que cette mesure donne des résultats très extraordinaires étant donné la distance qui sépare Madagascar de la France.

Toutefois les exportations qui n'étaient que de 6 tonnes en 1930 se sont élevées à 80 tonnes en 1932.

Les tableaux ci-dessous donnent une idée de l'importance des sommes versées aux producteurs, à titre de primes.

Cette arrivée d'argent frais redonna de l'espoir aux colons découragés :

	Paievements effectués depuis l'origine jusqu'au 31-3-1932	Sommes versées à la Colonie du 4 avril au 31-3-1932
Café.	22.254.313	10.729.748
Manioc et Tapioca	4.840.868	1.619.084
Sisal.	510.968	343.149

PAIEMENT DES PRIMES A L'EXPORTATION
(de février 1932 à mars 1933)

	Tonnage	Taux au kg.	Primes payées
Café.	13.582	1,2625	17.147.275
Sisal.	536	0,80	428.000
Manioc et farine de manioc	39.532	0,10	3.953.200
Fécule de manioc	1.052	0,25	263.000
Tapioca.	3.733	0,25	966.250
Farine de bananes.	80	0,60	48.000

La perception des taxes par le Service des Douanes donna lieu à certaines difficultés. Ainsi, en ce qui concerne le sisal on escomptait une rentrée de 3 millions de francs. Les sommes perçues furent bien moindres. On n'avait pas remarqué en effet que le mot « sisal » n'est qu'un terme commercial ne correspondant à aucune espèce botanique. Beaucoup d'importateurs, pour éviter la taxe, utilisent les dénominations — fort correctes d'ailleurs — de « tampico », « chanvre de Maurice », « aloès fourcroya » ou « sixtle ». Un projet de loi n° 1434, présenté au nom du gouvernement, tend à remédier à cet inconvénient.

Un autre projet de loi, présenté par M. Tasso, réclame le transport obligatoire sous pavillon français des produits coloniaux bénéficiaires de la prime. Il ne présente

d'ailleurs par un très gros intérêt en ce qui concerne Madagascar, les Messageries Maritimes ayant pour cette colonie un monopole de fait.

Les primes ont eu une répercussion heureuse sur l'économie malgache. Le tableau ci-dessous en fournit un éclatant témoignage.

	1931	1932	1933
Café tonnage	11.301 T.	13.544 T.	15.236 T.
valeur	70.000.000 fr.	84.640.000 fr.	96.000.000 fr.
Manioc brut et farine de manioc.. tonnage	37.086 T.	39.522 T.	32.639 T.
valeur	14.620.000 fr.	16.330.000 fr.	10.267.000 fr.
Fécule tonnage	1.094 T.	1.052 T.	1.598 T.
valeur	1.300.000 fr.	1.052.000 fr.	1.500.000 fr.
Tapioca tonnage	3.161 T.	3.733 T.	5.530 T.
valeur	5.400.000 fr.	6.720.000 fr.	9.952.000 fr.
Sisal tonnage	713 T.	532 T.	1.000 T.
valeur	1.700.000 fr.	938.000 fr.	1.200.000 fr.
Bananes tonnage	—	80 T.	—

(1)

Il ne faut pas néanmoins se dissimuler que ces résultats sont artificiels et il serait dangereux de tabler sur des primes pour augurer de l'avenir.

Le système provoque en effet des anomalies dès qu'arrive un événement imprévu. Ainsi, les cyclones du mois de janvier 1934 ont détruit les récoltes de café de la région de Mananjary. De ce fait les planteurs sinistrés ne toucheront pas les primes sur lesquelles ils avaient le droit de compter. A l'inverse, les autres planteurs ont de fortes chances de se trouver favorisés par un accroissement du taux des primes lors des expéditions de fin 1934, étant donné que celles-ci seront inférieures d'environ 4.000 tonnes à celles de l'année 1933.

LA RÉDUCTION DU COUT DE PRODUCTION

La réduction du prix de revient des produits malgaches dépend beaucoup plus des entreprises privées que du gouvernement de l'île.

Elle a été obtenue par une compression des frais généraux, une organisation plus rationnelle des exploitations et souvent aussi une réduction des salaires. Toutefois ce dernier procédé fut peu usité, vu la pénurie de main-d'œuvre à Madagascar et les taux relativement bas pratiqués aux heures de prospérité.

(1) Pour l'année 1933, les chiffres indiqués sont officiels et non pas officiels.

Des arrêtés des gouverneurs généraux fixent annuellement les salaires minima devant être payés aux ouvriers indigènes. Ils varient selon les régions et suivant que les travailleurs sont nourris ou non.

Voici, par exemple, les salaires minima pratiqués en 1932 (1):

Avec ration, suivant les régions.... 1 fr. 75 à 3 fr. 50
 Sans ration, suivant les régions.... 2 fr. 50 à 5 fr.

La différence entre les soldes avec ou sans ration fait ressortir le bon marché de la nourriture dont se contentent les indigènes.

Ces prix font également ressortir le danger qu'il y aurait à faire monter beaucoup les cours des bœufs et du riz, éléments essentiels de l'alimentation des malgaches.

En ce qui concerne la main-d'œuvre prêtée par l'Administration aux particuliers, sa rémunération est modique. Aux termes d'un arrêté du 31 décembre 1932:

« Les salaires des bourjanés réquisitionnés ou de ceux des sections organisées par voie de recrutement libre, sont fixés de 3 à 4 fr. plus 1 fr. de prime de rendement...

« ...Les tarifs de cession aux particuliers de main-d'œuvre pénale sont fixés pour 1933:

« Main-d'œuvre européenne:

« Spécialisée 18 fr.

« Sans spécialité 8 fr.

« Main-d'œuvre indigène:

« Spécialisée 8 fr.

« Sans spécialité 2 fr. 50 à 3 fr. 50 (2). »

**

Le gouvernement de Madagascar s'est efforcé de réduire les frais de transport, en développant les moyens de communications et les ports.

On lui a reproché de n'avoir pas réduit les tarifs des chemins de fer.

Ceux-ci ont été fixés par un arrêté du 2 juillet 1929 (3)

(1) Voy. *J. O. Madagascar*, 2-1-32 (arrêté 24-12-31).

(2) Voy. *J. O. Madagascar*, 7-1-1933 et 6-1-1934.

(3) Voy. *J. O. Madagascar*, 20-7-29, p. 809.

qui prévoit six catégories de produits.

Pour le sujet qui nous intéresse, seuls les tarifs de Petite Vitesse sont à considérer. Le barème ci-dessous fait ressortir le coût des transports de marchandises.

	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e
Par km. jusqu'à 50 km.	1,85	1,04	0,76	0,54	0,38	0,25
Par km. de 50 à 150 km.	1,29	0,98	0,72	0,50	0,35	0,23
Par km. de 150 à 300 km.	1,17	0,89	0,64	0,44	0,31	0,20
Par km. au-dessus de 300 km.	0,85	0,58	0,36	0,20	0,13	0,085
Par tonne pour 639 km. (distance Tananarive à Tamatave).....	430,65	323,52	230,84	156,80	109,47	71,36

Voici dans quelles catégories entrent les principaux produits:

Vanille	1 ^{re} catégorie
Café:	
Préparé	1 ^{re} —
En caisses	3 ^e —
Cuir (arséniqués, salés)	1 ^{re} —
Peaux fraîches	3 ^e —
Graphite	3 ou 5 ^e —
Tapioca	2 ^e —

Des tarifs spéciaux ont été prévus pour le riz, le manioc et le maïs.

Ce n'est que sur ces produits particuliers que le gouvernement de Madagascar a consenti des réductions de prix; il désirait, de ce fait., diminuer les frais pesant sur les industries transformatrices.

Un arrêté du 5 septembre 1930 (1) limite à 50 francs par tonne pour le manioc, et 80 francs pour le tapioca, les frais de transport de ces produits, quelle que soit la distance parcourue.

L'arrêté du 4 mars 1933 crée un tarif spécial pour le paddy destiné aux rizières:

« Le prix du transport des expéditions d'au moins 10 tonnes... est limité à 40 francs par tonne, frais acces-

(1) J. O. Madagascar, 6-9-30.

soires non compris, quelle que soit la distance, sous réserve de la réexpédition par chemin de fer sur une distance au moins égale à 250 km. de la quantité correspondante usinée... Ce tarif est appliqué par voie de remboursement. »

Des réductions importantes étaient difficilement praticables, le barème en vigueur n'étant qu'au coefficient 3,3 de celui de 1914. Il ne faut pas perdre de vue qu'à Madagascar les contrées desservies par des voies ferrées sont nettement avantagées sur les autres.

On admet en général que la substitution du rail aux chariots à bœufs diminue le coût de transport des 8/10°.

**

Les exportateurs et le Gouverneur Général de Madagascar ont à maintes reprises insisté auprès des Messageries Maritimes pour une réduction des taux de frêt qui, en 1929, avaient atteint le coefficient 11 par rapport à ceux de 1913.

Le tableau ci-dessous indique ce qui a été accordé : (1)

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Cacao	630	630	630	630	530	450
Café.	565	500	500	530	530	450
Coprah.	450	375	375	300	260	260
Cuir arséniques ..	755	755	600	600	450	450
Cuir sales secs ..	755	675	600	600	450	450
Cuir sales verts..	465	465	375	375	300	300
Clous de girofles ..	690	690	690	520	520	450
Graphites.	225	225	225	225	200	175
Maïs.	225	200	160	180	180	155
Manioc.	225	200	170			155
Riz.	225	200		140	125	125
Tapioca.	420	375	375	375	375	225
Vanille.	1.700	1.700	1.300	1.300	1.300	1.300
+ 0,50 % ad valorem.						

Les frêts de Madagascar sont malheureusement encore beaucoup trop élevés. Les Messageries Maritimes ont passé un accord avec la Compagnie Havraise Péninsulaire et la Cline Line anglaise, si bien que la concurrence ne joue pas. Toutefois, depuis quelques mois, un armateur français vient d'affréter quatre navires norvégiens.

(1) Tous ces taux s'entendent par 1.000 kgs, de bord les principaux ports de Madagascar (Tamatave, Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Majunga), à bord Marseille et/ou Le Havre. Une surtaxe de 10 % appliquée au tarif ci-dessus est ristournée ultérieurement aux chargeurs sous forme de prime de fidélité.

Rappelons à la décharge de ces compagnies que la navigation dans l'Océan Indien est dangereuse, que les primes d'assurance sont en conséquence particulièrement chères et que le passage du Canal de Suez est très onéreux (1).

LA STANDARDISATION

Ainsi que nous l'avons dit dans notre première partie (2), un projet de standardisation présenté par le gouverneur général Olivier en 1928 avait été adopté par les délégations financières sous certaines réserves.

En 1929, un décret ministériel du 13 juin s'efforça de mettre au point un « conditionnement » des produits coloniaux. On entendait par là exiger des matières coloniales une qualité minima de pureté et de bonne fabrication entraînant le rejet du marché commercial des produits susceptibles de discréditer nos exportateurs coloniaux.

Aux termes du rapport présenté au Président de la République:

« Le conditionnement des produits agricoles et miniers a fait l'objet, à Madagascar, en ces dernières années, des préoccupations du commerce local de cette colonie.

« La complexité et la diversité des questions qui se posent à ce titre ont nécessité, tant de la part de l'Administration, que des Chambres de Commerce, une étude attentive et minutieuse.

« Les principes généraux de la réglementation envisagée sont, à l'heure actuelle, arrêtés et le gouverneur général de Madagascar se trouve en mesure d'en réaliser l'application (3). »

Etant donné l'importance de ce texte, nous avons cru devoir en reproduire les principaux articles:

« ARTICLE PREMIER. — Le gouverneur général de Madagascar et dép. est autorisé à prendre en Conseil d'administration, après consultation des chambres de commerce, des arrêtés qui fixeront les conditions de préparation, de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits miniers, agricoles, d'élevage ou de cueil-

(1) De plus, les Messageries Maritimes sont astreintes à deux services réguliers par mois et fournissent deux bateaux, le « Gallieni » et le « Baghdad », pour le cabotage de l'Ile.

(2) Voy. p. 63.

(3) *Journal Officiel*, 18 juin 1929, p. 6.690.

lette afin de garantir leur qualité loyale et marchande.

« ART. 2. — Les Chambres de Commerce pourront être chargées par le gouverneur général du service de l'inspection des produits naturels ainsi que de l'administration et de l'exploitation des bureaux publics de conditionnement de ces produits dans l'étendue de leur ressort territorial et suivant les conditions et moyens financiers qui seront déterminés par arrêtés pris en Conseil d'administration.

« ART. 3. — ...Si la vérification par le Service des Douanes (facultative) faisait ressortir des différences sensibles avec les indications portées sur les bulletins de l'expertise, laissant ainsi supposer qu'il y a fraude, et si cette fraude était nettement établie après nouvelle contre-expertise, la saisie des marchandises sera obligatoirement prononcée et l'amende de 5.000 fr. (1). »

La section Madagascar et Comores, tout en reconnaissant l'excellence du principe de la standardisation, mit en garde le gouvernement contre les difficultés qu'elle ne manquerait pas de créer dans la pratique.

Retards pour opérations traitées « embarquement sur mois déterminé », contestations à l'arrivée en France, taxe de standardisation alourdissant le prix de revient, céréales charançonnées après avoir été standardisées, etc., etc.

Se ralliant à l'idée de « conditionnement » et de « répression des fraudes », plutôt qu'à celle de « standardisation », elle déclare lors de sa séance du 28 juin :

« Il serait nécessaire que les arrêtés d'application soient rédigés dans l'esprit le plus large et avec le moins de hâte possible afin que les mesures envisagées ne se heurtent point dès l'origine à des difficultés qui pourraient en compromettre le succès... et souhaitable que la standardisation ne devienne effective qu'après avis favorable des Chambres de Commerce locales, lorsque les ports de Madagascar auront été pourvus des magasins et du matériel permettant aux opérations de s'effectuer normalement. »

Le hardi réalisateur qu'est le Gouverneur Général Cayla ne pouvait admettre ces tergiversations et ces discussions dilatoires. Par un arrêté du 6 novembre 1930 (2), il établit résolument la standardisation d'un certain

(1) *Journal Officiel*, 18 juin 1929, p. 6.690.

(2) *J. O. Madagascar*, 15-11-30.

nombre de produits: riz, maïs, café, cuirs et peaux, saindoux, cire, pois du cap.

Il estimait en effet qu'un simple « conditionnement » constituait une étape insuffisante et espérait qu'une fois mises devant le fait accompli, les Chambres de Commerce s'inclineraient après avoir indiqué les modifications pratiques qu'exige toute institution nouvelle.

D'après l'arrêté de 1930:

« Aucun produit ne peut être mis en circulation ou en vente dans la colonie sous une des dénominations prévues aux tableaux de standardisation s'il ne réunit pas les caractéristiques correspondant à cette dénomination. »

Le Service des Douanes délivre des certificats standard et des Offices de standardisation ont été créés par les Chambres de Commerce sous le contrôle du Gouverneur Général. Les contraventions peuvent entraîner des déclassements, des pénalités ou une interdiction de sortie.

Un personnel spécial d'experts assure la vérification des produits standards. Les dépenses de personnel et de matériel des offices de standardisation incombent aux Chambres de Commerce qui sont autorisées à percevoir une taxe de vérification, fixée en principe à 1/2 % de la valeur arbitrée et perçue à leur profit par le service des douanes en même temps que les droits de sortie. 20 % de cette taxe sont prélevés pour constituer un fonds commun destiné à venir en aide aux offices dont l'exploitation est déficitaire.

La section de Madagascar et Comores se montra immédiatement hostile à cette manière de procéder et, constatant qu'aucun des amendement transmis au gouverneur général par l'intermédiaire de l'Agence Economique de Madagascar n'avait été retenu, émit le vœu que la standardisation devint facultative (1).

Les points de vue gouvernementaux et syndicaux sont restés les mêmes depuis cette époque :

Un arrêté du 9 novembre 1930 a établi la standardisation des vanilles; le renforcement du service de contrôle par des fonctionnaires du service de l'agriculture est en préparation.

La section Madagascar et Comores de l'Union Coloniale, elle, ne cesse de protester contre le régime établi.

(1) *Quinzaine Coloniale*, 10-2-31.

L'ordre du jour voté en sa séance du 31 mars 1933 est significatif. « Considérant :

« 1° Que la standardisation établie à Madagascar en vue de valoriser les produits de la colonie sur les marchés extérieurs n'a pas atteint son but.

« 2° Qu'en raison des difficultés que soulève son application dans la colonie, elle demeurera illusoire et décevante dans ses effets.

« 3° Qu'elle n'a eu jusqu'ici d'autre résultat que de grever les produits de frais inutiles, tout en occasionnant à la colonie des dépenses considérables.

« Renouvelle les réserves qu'elle a formulées dès l'origine contre l'application prématurée à Madagascar d'une réglementation aussi délicate et se prononce à l'unanimité contre tout accroissement de dépenses qu'occasionne notamment l'affectation au service du contrôle des produits, à titre d'experts, de fonctionnaires du service de l'Agriculture. » (1)

On peut citer dans le même sens un vœu de la Chambre de Commerce de Majunga au mois d'octobre 1933:

« Vu les charges auxquelles donne lieu l'exploitation déficitaire du service de la standardisation et les efforts faits par l'assemblée pour les réduire le plus possible, la Chambre de Commerce de Majunga demande instamment que soient pris en considération les vœux formulés plusieurs fois auparavant concernant le droit d'occupation du terrain sur lequel est construit le magasin servant d'Office de standardisation à Majunga. N'étant pas en rapport avec la valeur locative actuelle et l'importance des opérations de ce centre, la location du magasin servant d'Office à Analalava devrait être également réduite; que l'Office central de standardisation ne tienne compte que du seul budget de la standardisation lors de l'examen annuel de la répartition à effectuer du fonds commun, car le budget général proprement dit de la Chambre de Commerce ne saurait, sans danger, supporter seul le déficit constaté tous les ans dans l'exploitation de ce service. »

Il est bien difficile de trancher entre des avis tellement opposés et qui, les uns et les autres, sont défendables.

Le gouvernement veut faire triompher une méthode nouvelle: théoriquement, il a parfaitement raison. Les producteurs s'émeuvent de voir que les cours ne re-

(1) *Quinzaine Coloniale* du 10 mai 1933.

montent pas et se lamentent des frais occasionnés par la standardisation. Ils voient les défauts immédiats du système, et se refusent à soutenir une réforme susceptible de donner d'appréciables résultats dans l'avenir.

En fait, la standardisation ne doit pas être envisagée dans son ensemble. Elle est utile et finira certainement par être unanimement acceptée pour certains produits; elle est critiquable pour certains autres.

En ce qui concerne le riz, la standardisation comprend sept types (1), ce qui semble exagéré. Les frais alourdisent les prix de revient déjà trop élevés. Etant donné que la seule espèce exportée est le vary-lava, on se demande s'il n'y aurait pas lieu de rendre pour cette matière la standardisation facultative.

Pour le manioc, les exportateurs estiment que les frais entraînés par la standardisation s'élèvent à 8 fr. par tonne et que la mesure, si elle est judicieuse en ce qui concerne les produits cultivés par les indigènes, ne procure aucun bénéfice aux exploitations européennes qui, bien avant l'arrêté du 6 novembre 1930, s'étaient préoccupées de satisfaire leur clientèle par des expéditions soignées, et dont les marques étaient connues sur le marché.

Nous comprenons fort bien leur point de vue mais — et c'est là le danger de toute réglementation — une mesure gouvernementale ne peut être que générale. On ne peut faire une distinction entre les maniocs indigènes et les maniocs des planteurs européens.

D'ailleurs — et cette remarque peut être également faite pour le café — les producteurs semblent fort mal fondés à se plaindre de certaines mesures d'un gouvernement dont ils acceptent par ailleurs les faveurs (primes, protections douanières). S'ils avaient été livrés à eux-mêmes, il est bien probable que leur chiffre d'affaires eut été inférieur à celui qu'ils ont réalisé (2).

Lors d'une séance de la section Madagascar et Comores, M. Guillebon, administrateur de la Société de la Mahajamba fit remarquer que la standardisation avait fort bien réussi aux Etats-Unis et au Danemark; mais que dans ces pays elle était facultative, il ajoutait: « Il

(1) Un arrêté du gouverneur général du 12-1-1934 a modifié les tableaux de standardisation concernant le riz et les pois du Cap. Les types sont complètement remaniés.

(2) Les producteurs estiment que les primes sont des mesures justes et non pas des faveurs. Elles tendent en effet à combler la différence existant entre leur coût de production et les cours mondiaux... sans jamais y parvenir.

ne faut pas oublier que les producteurs danois paient l'avantage qu'ils retirent de ce système de l'abandon de toute liberté commerciale (1). » Cette remarque ne donne-t-elle pas raison au gouverneur général Cayla quand il dit que « toute idée de réglementation répugne à l'esprit individualiste français ». Les gouvernements successifs n'ont-ils pas demandé depuis 1925 aux Chambres de Commerce d'organiser elles-mêmes un conditionnement?

Pour le tapioca, les industriels se rallièrent presque immédiatement à la standardisation. On peut même dire qu'ils s'efforcent de réaliser un type unique à Madagascar, au lieu de quatre admis par le décret du 6 novembre.

Par contre, la standardisation des cuirs et peaux semble ne pas avoir eu d'heureux effets.

Les personnes compétentes estiment, en effet, que le type « cuirs salés verts », qualifié de « cuirs frigorifiques », était parfaitement connu de l'acheteur français, que leur qualité était régulière et que les modalités d'expédition exigées par le décret du 6 novembre sont fâcheuses. Les dépenses occasionnées pour leur standardisation semblent inutiles.

La standardisation de la « vanille » est très délicate et donnera peut-être lieu à une action en Conseil d'Etat, introduite par voie d'abus de pouvoir.

Elle a été basée sur la longueur des gousses; or, disent certains producteurs, les gousses courtes de certaines régions dépassent en finesse et en arôme les gousses longues d'autres contrées.

Nous croyons savoir que sur ce point les producteurs des différentes régions ne sont pas d'accord. De plus, en réclamant une longueur déterminée, le gouverneur général avait indirectement pour but de réduire la production (2) et de faire remonter les cours. A ceux qui prétendent que certaines vanilles prohibées sont « marchandes », il répond qu'elles ne sont pas « loyales ».

En avril 1934 des lots de vanille se vendent à 60 et 80 francs, alors qu'ils ne trouvaient pas preneur à 20 fr. en décembre 1933.

(1) *Quinzaine Coloniale*, 10-2-1931, p. 76.

(2) Les producteurs sont obligés en effet de pratiquer l'égrappillage. Un article très intéressant de M. François sur la culture de la vanille est paru dans le numéro de janvier 1934 de la *Revue de Madagascar*.

Le Gouverneur Général affirme que cette hausse est due à la standardisation; les producteurs estiment, au contraire, qu'elle est la conséquence de la récolte déficitaire, de la destruction des lianes par les cyclones des Comores et de l'épuisement des stocks en France.

Nous ne concluons pas. Un seul fait est certain: la vanille remonte; on peut espérer qu'elle vaudra suffisamment désormais pour assurer un léger bénéfice aux cultivateurs.

De toute façon, nous ne pensons pas que la standardisation soit tellement défavorable aux planteurs européens. Les colons ont des exploitations soignées qui exigent du personnel et qui risquent d'être abandonnées si elles sont par trop longtemps déficitaires. Les indigènes, au contraire, peuvent cultiver sans frais quelques lianes autour de leurs huttes et vendre à n'importe quel prix.

L'arrêté du 9 novembre nécessite probablement certains amendements; il serait prématuré, nous semble-t-il, de le qualifier de nuisible.

Pour le maïs, la standardisation sera inopérante tant que des postes d'étuvage ne seront pas aménagés dans les ports d'embarquement; c'est, en effet, en cours de route que le charançon détériore les grains.

Nous ne retiendrons pas les critiques adressées au café étant donné la prime qui lui est accordée, la nécessité d'avoir des lots impeccables pour concurrencer les cafés brésiliens dont l'arome est généralement considéré comme supérieur, et le fait que les deux tiers de la production sont actuellement fournis par les indigènes.

Des critiques ont été adressées par l'Institut Colonial du Havre, non pas contre la standardisation, mais contre son application insuffisante.

L'emballage est généralement fait en sacs de 50 à 70 kilogs, alors que l'arrêté du 6 novembre exige des colis, d'un poids de 60 kgs; certains lots ne seraient pas homogènes; enfin le classement se fait d'après l'aspect extérieur alors que le consommateur s'attache surtout à l'arome (1).

Les acheteurs du Havre déplorent de n'avoir pas encore vu de sacs plombés, un an après la mise en vigueur des arrêtés de standardisation. Les exportateurs répondent à cette dernière critique que le plombage revient

(1) Voy. *Quinzaine Coloniale*, 10-7-1932.

à 26 fr. la tonne et que les cours du café ne leur permettent pas de faire cette dépense supplémentaire.

La standardisation des pois du Cap était une nécessité. Nous avons vu dans la première partie qu'une « sélection à rebours » était pratiquée avant la crise. Des récriminations ont paru dans certains journaux coloniaux à cause de l'interdiction d'exportation d'un lot de déchets de 3.000 tonnes de brisures dans la région de Morondava. Ces déchets, dont une forte proportion était couverte de moisissure, étaient demandés par des importateurs de la Réunion pour la nourriture du bétail. C'est sur la demande d'un expert, nommé par la Chambre de Commerce de Morondava, que l'interdiction a été maintenue.

De semblables plaintes ne sont pas admissibles. En un temps où le gouvernement local s'efforce de revaloriser la production malgache et où l'on essaie à grand peine d'introduire les pois du Cap en France, on ne peut laisser sortir de la Grande Ile des lots défectueux. Toute institution nécessite des sacrifices.

La coupe du raphia est réglementée, mais les fibres ne sont pas standardisées. Un vœu récent de la Chambre de Majunga (1) exprime nettement que la réglementation en vigueur ayant donné entière satisfaction, elle estimait inutile la mise en vigueur d'un arrêté de standardisation.

Si l'on considère objectivement les critiques adressées au système en vigueur, il en est une qui donne spécialement à réfléchir. Elle a été formulée par André Géraud dans le *Journal des Débats*:

« Madagascar est une île de sols très divers, riche en contrastes de toutes sortes: hauts plateaux de climat tempéré et terres vraiment tropicales. De région à région changent les marchandises. L'arrêté du 6 novembre ne mentionne pas moins de 24 ports de sortie où les vérifications s'opéreront. D'où la nécessité de créer un service à 24 têtes sans compter la tête centrale de Tananarive. »

N'y a-t-il pas lieu de craindre que la qualité n° X « Tamatave » ne soit pas différente de la même qualité X « Mananjary » ?

Quoiqu'il en soit, la standardisation existe. Nous reportant à la déclaration du gouverneur Cayla: « Nul ici ne prétend que le régime mis en vigueur par l'arrêté du 6 novembre 1930 est parfait », nous estimons que c'est

(1) Vœu du 13 mai 1933.

aux Chambres de Commerce d'élaborer les amendements nécessaires.

Sa suppression est peut-être souhaitable en ce qui concerne le riz et les peaux. Elle ne peut être envisagée pour les produits bénéficiaires de primes et les pois du Cap.

Il ne faudrait pas néanmoins que, par un esprit de généralisation administrative, le régime de la standardisation soit étendu à tous les produits malgaches.

*
**

On se rappelle que les délégations financières, lors de l'adoption du principe de la standardisation, en 1928, avaient réclamé une application plus stricte de la répression des fraudes.

A cette époque, un arrêté du gouverneur général Olivier, du 7 février 1928, paru au *Journal Officiel* de Madagascar du 11 février suivant, avait promulgué dans la colonie la loi française du 1^{er} août 1905.

Cette loi prévoit la constitution d'un service de recherches et de constatations des fraudes, les modes de saisies et de prélèvements des échantillons, le fonctionnement de la contre-expertise.

Un arrêté du 13 juin 1929 réglementa à son tour les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits du cru.

Enfin, un arrêté du 3 septembre 1931 promulgua dans la colonie de Madagascar le décret du 17 juillet précédent relatif à la répression des vols de certains produits du sol encore pendants.

« Quiconque, sur le territoire de la colonie de Madagascar et dépendances (à l'exclusion de l'archipel des Comores), aura volé ou tenté de voler des gousses ou lianes de vanillier, des baies de caféier, des cabosses de cacaoyer, des clous ou griffes de giroflier, des noix de kolatier qui, avant d'être soustraits, n'étaient pas encore détachés de l'arbre, sera puni de 15 jours à 2 ans d'emprisonnement et de 6 à 200 francs d'amende, alors même que ces vols n'auraient pas été entourés de circonstances aggravantes... (1). »

De nombreuses mesures contre la répression des fraudes spéciales ont été prises depuis fort longtemps.

Citons, par exemple, pour les bœufs, les arrêtés du

(1) *J. O. Madagascar*, 5 sept. 1931, p. 853.

21 mars 1933, du 6 février 1926, du 13 janvier 1927 et du 22 décembre 1931.

Ce dernier décret s'efforce de remédier à certaines pratiques indigènes pour le marquage des peaux :

« ...La marque ne devra se composer que de trois lettres ou chiffres combinés d'une hauteur maximum de 6 centimètres... Elle devra être appliquée de préférence soit sur les mollets, soit sur les grassets.

« Il est formellement interdit de marquer les animaux sur toute autre partie du corps et notamment sur le croupion (1). »

Ces mesures prouvent l'intérêt que porte l'Administration aux commerçants. On leur reproche d'être insuffisamment appliquées. Les colons qui peinent et dépendent de grosses sommes pour avoir des plantations soignées et des produits impeccables voudraient que les fonctionnaires aillent surveiller les produits chez l'indigène, en particulier qu'on empêche les bouchers malgaches de détériorer les peaux lors de l'écorchage des animaux. Il y a, nous semble-t-il, dans leurs prétentions, un peu d'intransigeance.

LES GRANDS TRAVAUX

Le procédé qui consiste à profiter de la crise pour faire des grands travaux d'intérêt général et utiliser les travailleurs en chômage pour réoutiller le pays a été préconisé depuis de longues années; il est, à l'heure actuelle, mis en pratique dans de nombreux pays européens. Ainsi qu'il a déjà été écrit, « le temps semble être revenu de bâtir des cathédrales ».

A Madagascar, le problème se posait sous un autre angle. On ne craignait pas le chômage, mais la régression du standard de vie des indigènes. On voulait éviter la stagnation des affaires, la mort économique du pays.

Nul ne met en doute que les grands travaux ont stimulé l'économie malgache. D'ailleurs, ces grands travaux n'ont pas été décidés en pleine crise; ils étaient élaborés de longue date. La question était de savoir si les dépenses importantes qu'ils occasionneraient et dont une partie pouvait être imputée sur le budget local aux jours

(1) *J. O. Madagascar*, 2 janvier 1932, p. 3.

de prospérité (1), devaient être réduites d'importance ou s'il fallait, au moyen d'un grand emprunt, mettre à exécution leur audacieuse exécution.

Le Gouverneur Général Cayla, s'appuyant sur les délibérations favorables des délégations économiques et financières, opta pour la seconde solution.

La loi du 22 février 1931 permit à la colonie de Madagascar et dépendances de contracter un emprunt de 735 millions. Les décrets suivants autorisèrent l'émission des premières tranches:

Décret du 8 avril 1931	240.000.000 fr.
— 2 avril 1931	60.000.000 —
— 28 juin 1933	60.000.000 —
— 12 décembre 1933	84.000.000 —

Le tableau ci-dessous indique le montant des ouvertures de travaux autorisés par décrets, le dernier étant du 6 février 1934.

A. — Dépenses engagées:

1° Ports et rivières	237.358.000
2° Voies ferrées	169.599.000
3° Routes et Ponts	59.500.000
4° Hydraulique agricole et assainissement	23.798.000
5° Assistance médicale et enseignement	13.889.000
6° P. T. T.	12.669.000
7° Bâtiments administratifs	23.070.000
8° Protection sanitaire démographique ...	10.522.000
TOTAUX	550.385.000

PORTS

L'aménagement des ports était indispensable. Jusqu'en 1933 les grands courriers devaient jeter l'ancre en haute mer et le transbordement s'opérait par batelage, ce qui était long et excessivement coûteux. Bien souvent les marchandises tombaient au fond de la mer lors du passage de la barre.

(1) D'après le décret du 15 décembre 1926, le budget général des grands travaux était alimenté par le budget local (maximum 20 %), les excédents budgétaires (maximum 75 %) et diverses autres ressources. Ses recettes avaient été de 30 millions en 1927, 51 millions en 1928, 68 millions en 1929.

Le port de Tamatave a été doté d'ouvrages très puissants à l'abri desquels les opérations d'embarquement et de débarquement pourront s'opérer en toute tranquillité. A la fin de l'année 1933 les deux môles étaient à peu près terminés. Les s. s. *Maréchal-Joffre* et *Leconte-de-Lisle* purent accoster l'un d'eux.

Les grands travaux doteront Madagascar de trois ports en eau profonde: Tamatave, Majunga et Diego Suarez, et de quatre bons ports de batelage: Tuléar, Manakara, Fort-Dauphin et Morondava (1).

Ces travaux, en facilitant l'embarquement et le débarquement des marchandises amèneront une réduction importante des frais de manutention, de surestaries et d'assurances. Certains esprits chagrins ont prétendu que jamais on ne parviendrait à aménager parfaitement des ports en eau profonde à Madagascar et que les frais engagés provoqueraient la perception de taxes qui alourdiraient encore les coûts de production.

Les résultats déjà obtenus et les déclarations de l'Administration donnent lieu de croire qu'au contraire les importateurs et les exportateurs bénéficieront largement de la construction des nouveaux ports, tant au point de vue rapidité qu'au point de vue prix.

VOIES FERRÉES

Le travail le plus important fut la construction du chemin de fer du Betsiléo. Cette région agricole ne pouvait exporter ses produits faute de moyens de transport normaux.

La route de Fianarantsoa à Mananjary avait permis de substituer les transports par charrettes à bœufs au portage. Les voitures automobiles tendirent à leur tour de supplanter ces « carosses mérovingiens », mais le prix de revient de transport d'une tonne de marchandises oscillait autour de 400 fr. pour 200 kilomètres.

La voie de Fianarantsoa-Manakara aura 162 kilomètres et sera normalement mise en service l'an prochain. Elle a donné lieu aux prodiges du Génie Civil. Fianarantsoa se trouvant à 1.100 mètres d'altitude, du kilomètre 124 au kilomètre 101 la voie ferrée doit effectuer une descente de 675 mètres: c'est le franchissement de

(1) Une étude très intéressante de cette question et les plans des ports en construction ont été publiés dans un numéro spécial de *Science et Industrie*, en 1932, pages 9 à 14.

la falaise rocheuse. De plus, il a fallu dessécher les marais bourbeux de la région d'Ambila (ils constituent maintenant d'excellentes rizières) et construire de nombreux ponts. Le viaduc d'Ankeba mesurant 35 mètres de haut et 200 mètres de long est, aux dires des ingénieurs, un vrai chef-d'œuvre.

Au 31 décembre 1933, 150 kilomètres étaient terminés.

Six mille pionniers du S. M. O. T. I. G. ont été employés.

Une voie ferrée de 55 km. va relier incessamment le port de Morondava aux riches plaines de Mahabo et de l'Andralonava.

Au 31 décembre 1933, 40 kilomètres étaient terminés; un pont provisoire sur la rivière Morondava avait été établi.

Des études sont faites pour l'établissement d'un chemin de fer charbonnier, destiné à l'évacuation des charbonnages de la Sakoa. Le tracé, d'environ 160 kilomètres, est simple, mais la colonie ne semble pas disposée à assumer la dépense d'une voie ferrée que certains estiment d'intérêt particulier.

LES ROUTES

L'effort, au point de vue routier, a été considérable. Pour reprendre les termes du Gouverneur Général Cayla, « le réseau comprend 3.000 kilomètres de routes pistes où la circulation est permanente pendant toute la saison sèche... Sur ces voies principales se greffent plusieurs milliers de kilomètres de voies d'intérêt local (1) ».

On peut aller actuellement de Diego-Suarez à Fort-Dauphin en six jours avec une automobile de 10 CV. Cela représente un trajet de 2.400 kilomètres.

A la fin de l'année 1933, la route Tananarive-Majunga était ouverte en saison sèche. Il ne reste à terminer que les grands ponts sur la Betsiboka et le Kamoro pour que son trafic puisse être permanent.

Une piste a été aménagée de Majunga à Diego-Suarez. Dans l'Ouest malgache, la liaison Maintirano-Morafenohé fut effectuée le 4 août 1933.

Citons également l'ouverture des pistes automobiles de Maevatanana-Mahazoma-Kanduhô vers le Sud-Ouest; de Majunga à Amboanio-Boanamary.

Les routes d'intérêt général suivantes sont actuellement en cours de construction ou d'amélioration:

(1) Conférence du 20 février 1934.

Tananarive à Brickaville;
 Fianarantsoa à Mananjary;
 Ifanadiana à Tolongoïna;
 Diego-Suarez à Ambilobé;
 Tamatave à Melville;
 Fort-Dauphin à Ihosy;
 Tananarive à Ambohimanga;
 Mutsamudu à M'Remani (Anjouan).

Une trentaine de routes d'intérêt régional sont actuellement l'objet des grands travaux d'aménagement de l'île.

Le développement considérable du réseau routier a provoqué l'importation d'un plus grand nombre de véhicules.

En mars 1934 circulaient à Madagascar 4.500 automobiles et 3.000 motocyclettes. Que nous sommes loin des 7 tricycles et 12 voitures automobiles dénombrées en 1901!

On pourrait augurer un grand essor du commerce d'importation de ces véhicules si l'ère de prospérité revenait. On rencontre des 6 CV mais surtout des 10 CV, étant donné la nature accidentée de l'île.

Les services publics disposent de 80 cars et camions; ils ont couvert 894.000 km. en 1931.



Des critiques assez acerbes ont été adressées au sujet des 30 millions utilisés à la construction des bâtiments administratifs, ou destinés aux P. T. T.

Ces dépenses somptuaires sont évidemment étonnantes en temps de crise et de déflation budgétaire. Il est bon néanmoins, pour imposer de l'admiration aux indigènes, de paraître riche. Les manifestations extérieures de la richesse ne sont-elles pas généralement interprétées comme un signe de puissance et de force?

Par contre, on ne peut qu'approuver les 20 millions affectés à l'Assistance médicale et à la Protection sanitaire démographique. Ce n'est, en effet, qu'en fortifiant la race, qu'en élevant la mentalité et le standard de vie des malgaches que nous pourrions faire de Madagascar une colonie riche et prospère.

Ce qu'il y a d'inquiétant dans l'accomplissement de

ces grands travaux, ce sont les dépenses qu'ils entraînent. La Grande Ile, qui n'avait qu'une dette de 100 millions en 1930 en aura une de 800 en 1935.

On escompte bien une plus-value des exportations, la mise en valeur de nouvelles richesses, un accroissement de la fortune des particuliers et, par voie de conséquence, des rentrées plus considérables d'impôts.

Malgré tout, l'examen des travaux entrepris fait apparaître que beaucoup d'entre eux, loin d'être productifs, entraîneront des frais d'entretien. L'accroissement des commodités n'est pas forcément générateur de richesses.

Si l'on se reporte aux discours prononcés par MM. Deymes et Leroy, lors de l'ouverture de la session des délégations économiques et financières de 1933, on est amené à craindre que « 65 millions représenteront les charges budgétaires supplémentaires à prévoir à l'expiration du fonds d'emprunt ».

Il ne faut cependant pas être pessimiste. Quand on relit les critiques adressées au général Gallieni lors de la construction du T. C. E., quand on songe aux divagations de la presse lors de la commande de Michelin pour le service de cette ligne, quand on se rappelle les sinistres prédictions au sujet de l'accostage des grands courriers aux môles de Tamatave, et que l'on constate les résultats obtenus, on est tout disposé à avoir confiance dans l'avenir.

Les grands travaux vont faire de Madagascar une colonie outillée à la moderne. Si les cyclones ne causent pas trop de dégâts dans les années à venir, on a tout lieu d'espérer que les colons sauront exploiter les nouvelles régions ouvertes à leur activité et que la réussite de leurs entreprises leur permettront de faire face aux nécessités budgétaires.

Le gouvernement a joué une grande partie. Il court évidemment un risque, mais n'avait-il pas raison de le courir ?

L'histoire prouve que seuls les grands lutteurs ont fait de grandes choses.

Si Jaurès vivait encore, il ne pourrait plus dire :

« Ce qu'il y a d'effrayant dans l'état d'esprit colonial, sommaire et conquérant, qui a prévalu, c'est qu'on est prêt à dépenser des centaines de millions pour des expéditions armées, et qu'au contraire on ne veut consentir aucun sacrifice pour la politique de pénétration pacifique et amiable. Un grand pays comme la France n'installe pas son influence dans un pays comme le Maroc ».

sans des frais de premier établissement très lourds (1). »

L'ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION

A notre époque la grande difficulté ne consiste pas à produire, mais à vendre.

Le régime douanier de l'assimilation imposé par les lois de 1892 et de 1928 ne permettent guère à Madagascar d'écouler sa production ailleurs qu'en France, à l'exception toutefois de certains produits comme le raphia, la vanille, le graphite dont la plupart des pays étrangers ont absolument besoin, mais ne produisent pas eux-mêmes.

Le gouvernement de l'île s'est efforcé de développer dans les différentes régions les expositions agricoles et les foires. Les Malgaches aiment assez ce genre de manifestations. Les foires sont prétextes à « Kabary ». Ils y retrouvent des parents, des amis et, par la même occasion... ils achètent ou ils vendent.

L'effort en France a été considérable depuis quelques années. Les stands aménagés dans le Pavillon de Madagascar de l'Exposition Coloniale ont montré au grand public français que l'île n'était pas une « terre à brique ».

C'était beaucoup déjà. Les commerçants surent qu'il existait dans cette île lointaine des produits classés dont la qualité n'était pas aussi mauvaise que certains se plaisaient à en répandre le bruit. Des statistiques claires et simples leur apprirent qu'il ne s'agissait pas simplement d'un échantillonnage, mais de marchandises susceptibles de leur fournir un approvisionnement régulier.

Il eût été malheureux de laisser s'évanouir avec l'Exposition Coloniale les efforts bienfaisants d'une telle publicité.

Le gouvernement général décida la création d'une exposition permanente de Madagascar à côté du cinéma Marignan, à cent mètres du rond-point des Champs-Élysées.

Ce stand des produits malgaches comporte de luxueuses vitrines dominées par un vitrail représentant la carte de l'île. Le jour on y peut trouver tous les renseignements nécessaires sur notre colonie, ses produits, ses colons; la nuit, l'éclat des pierres malgaches attire les promeneurs attardés tandis que le vitrail illuminé semble vouloir rappeler aux habitants de Paris que Madagascar est une province éloignée de la France.

(1) *La Petite République* (23-9-1903).

CONCLUSION

La crise à Madagascar n'a pas une originalité propre; notre colonie a souffert et souffre encore du malaise général.

Au lendemain de la Grande Guerre, les hommes de tous les pays se sont mis à produire. Des exploitations nouvelles, trop nombreuses peut-être, sont nées dans les pays neufs.

Le crédit a créé un mirage. Beaucoup de bonnes sociétés, au lieu de rester dans le cadre de l'activité qu'elles s'étaient fixé, se lancèrent dans des opérations spéculatives ou financières. Leurs réserves furent employées à financer de nouvelles entreprises.

A Madagascar, certaines banques, heureuses de conserver une clientèle qui enflait leur chiffre d'affaires et leur assurait des bénéfices immédiats, ne veillèrent pas assez à la rentrée de leurs avancées. Le soutien de la Banque de Madagascar évita un krach dont les effets eussent été désastreux.

La crise a prouvé, dans notre colonie comme ailleurs, que le crédit n'est « bon et créateur que s'il arrive sous la forme exacte, à l'endroit précis et à l'heure juste où il doit être utilisé ». Que dans les autres cas, il est mortel et que « son emploi conduit à la ruine au lieu de permettre l'enrichissement » (1).

La pléthore des entrepreneurs — dont beaucoup n'avaient guère d'expérience — entraîna une surproduction. Les Malgaches, indolents mais très perspicaces en ce qui concerne leur intérêt, se lancèrent eux-mêmes dans les cultures d'exportation. L'abondance des produits du cru et leur qualité médiocre provoquèrent une baisse considérable des cours.

La crise mit en lumière ces imperfections: on y porta remède. Les mauvaises affaires disparurent. Les particuliers se sont efforcés d'améliorer leurs produits par la sélection des semences et le triage. Le gouvernement a promulgué les arrêtés de standardisation qui, en pro-

(1) Rapport de M. GISCARD D'ESTAING à la Conférence du Commerce Colonial (juin 1933).

hibant la sortie de marchandises de mauvaise qualité, donneront sur le marché extérieur une valeur propre aux produits malgaches.

Si l'on compare la situation de Madagascar à celle de la plupart des autres pays, on peut dire que la Grande Ile a bien résisté. Les exploitations viables ont subi de lourdes pertes et vivent au ralenti, mais n'attendent qu'une occasion pour reprendre leur essor.

Puisse la dure leçon qu'elles ont reçu les engager à plus de prudence dans l'avenir.

L'attitude énergique du Gouverneur Général Cayla a empêché certains agitateurs indigènes de jeter le doute et le trouble dans l'esprit des populations malgaches, qu'aucune querelle d'ordre religieux, aucun sentiment dynastique ne rendent rebelles à notre influence.

Le sol et le climat de la Grande Ile se sont admirablement prêtés à la réadaptation économique désirée par le gouvernement français lorsqu'il prit la décision de soutenir certains produits coloniaux au moyen de primes.

Grâce au développement de la culture du café, les indigènes ont pu gagner l'argent nécessaire au paiement de leurs impôts et à l'achat des vêtements ou menus objets qui leur sont indispensables. Il ne faut pas se dissimuler toutefois que les impôts qui leur sont demandés sont excessivement lourds.

L'émission d'un grand emprunt colonial, attendue depuis fort longtemps, a permis au gouvernement de Madagascar de poursuivre l'outillage économique de l'Ile et la continuation de notre œuvre colonisatrice et sociale.

Si le malaise mondial prend rapidement fin, Madagascar aura relativement peu souffert de la crise.

Malheureusement, nous n'en sommes pas encore là. Les diverses mesures prises pour soutenir son activité économique l'ont obligé à contracter une dette qui alourdira ses budgets futurs d'une cinquantaine de millions.

Qu'un événement désastreux et imprévisible se produise, son avenir est compromis. L'exemple récent des cyclones de la région de Mananjary qui ont causé 50 millions de dégâts, dont la métropole ne veut rien prendre à sa charge, donne à réfléchir sur la générosité de la France pour ses enfants d'outre-mer.

Derrière les discours emphatiques, où le mot de « mère patrie » revient sans cesse, il reste dans l'esprit de beaucoup de nos législateurs un petit doute sur cette appréciation de Jean-Baptiste Say: « Les colonies sont une

mauvaise affaire dont les bénéfices sont loin de payer les frais. » La Chambre des Députés a accordé des subventions aux sinistrés du Midi, à ceux de la Guadeloupe, à ceux de la Réunion; elle en refuse aux autres colonies. On pourrait croire que c'est en raison des compressions budgétaires pratiquées à l'heure actuelle, mais pourquoi alors ne pas avoir indemnisé les cyclonés en 1927?

Il y a, nous semble-t-il, ici une véritable incohérence — incohérence qui se révèle trop souvent hélas dans notre organisation coloniale et qui trouverait peut-être un remède dans la constitution d'un « Ministère de la France extérieure » (1) qui centraliserait toutes les questions juridiques, administratives, législatives et économiques.

Si l'on fait abstraction des souvenirs historiques, est-il compréhensible que les Comptoirs Français de l'Inde soient représentés au Palais-Bourbon et au Sénat, tandis que Madagascar n'a droit qu'à trois délégués au Conseil Supérieur des Colonies?

La justice exige l'égalité. Il faut admettre ou refuser certains principes, mais une fois admis ils doivent être appliqués à tous de la même manière.

A notre époque, où l'on parle d'économie coloniale dirigée, « de politique d'Empire », on doit franchement décider si Madagascar est ou non considéré au point de vue juridique comme le prolongement de la France métropolitaine.

Dans l'affirmative, son système douanier se comprend, et le service militaire exigé des Malgaches est juste, mais, par contre, les colons ont droit en cas de désastres aux mêmes secours que les citoyens français; ils ont droit à la représentation parlementaire des citoyens français, au statut juridique des citoyens français. On ne peut envisager le contingentement de leurs produits ni entraver l'application de la répression des fraudes, pour favoriser des industries métropolitaines.

Les discours sont trop souvent différents des actes. L'industrie sucrière malgache est menacée par le contingentement des sucres coloniaux, l'extension de la culture du maïs est dangereuse pour la même raison, la création d'un monopole des tabacs suscite les récriminations de la Chambre de Commerce d'Alger, les colons de Madagascar à leur tour ne cessent de rejeter les

(1) Un ministère de la France d'outre-mer a été créé par le Président Daladier en 1933; il a suscité de grosses protestations en Afrique du Nord; son existence fut éphémère.

causes de leurs déboires sur le manque de soin des cultivateurs malgaches.

Chacun cherche à utiliser les lois et décrets aux dépens des autres. La maladie économique nous souffrons provient en grande partie de cet égoïsme généralisé. Pour la guérir, il faudrait des ententes.

Si les groupements d'intérêts privés parviennent à les réaliser eux-mêmes, cela conviendra beaucoup mieux à notre esprit français. S'ils s'en révèlent incapables, ils auront tort de reprocher à l'Administration de s'ingérer de plus en plus dans leurs affaires.

L'économie libérale semble avoir fait faillite. Chaque pays, à l'heure actuelle, cherche à se suffire à lui-même. La France, grâce à ses colonies, est une Nation de cent millions d'habitants. C'est une nécessité pour elle de pratiquer, à l'égard de ses territoires d'outre-mer, une politique généreuse d'aide et de soutien.

FIN

Vu et approuvé ce 17 avril 1934.

Le Président de thèse,

René MAUNIER.

Vu: le Doyen,
Edgar ALLIX.

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Tout d'abord, je tiens à remercier les techniciens et hommes versés dans les affaires malgaches, qui ont bien voulu m'éclairer de leurs conseils et me fournir de la documentation.

- DELELÉE-DESLOGES. — *Madagascar et dépendances*, in-4°, 1931. Soc. d'Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales.
- DUC DE NEMOURS. — *Madagascar et ses richesses*, in-8°, 1930, éditions Pierre Roger.
- OLIVIER (Marcel). — *Six ans de politique sociale à Madagascar*, in-16, 1930. Editions Grasset.
- YOU (André). — *Madagascar, colonie française (1896-1930)*, in-16, 1931. Soc d'Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales.

**

- BERTHIER (Hugues). — *Droit civil malgache*, in-16, 1930. Imprimerie Officielle Tananarive.
- BORREL (Georges). — *Contes malgaches*, in-16, 1931. Editions A. Tournon.
- BORREL (Georges). — *Le Code des 305 art. de Madagascar*, in-8°, 1930. Editions Domat-Montchrestien.
- BUREAU D'ETUDES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES COLONIALES. — *Les ressources minérales d'outre-mer*. Soc. d'Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales. — Tome I : (Conférences de M. Blondel, sur le Charbon), in-8°, 1933 ; Tome II (Conférence de M. P. Brevillard, sur le Graphite), in-8°, 1934.
- CAILLET (Emile). (Préface de G. H. JULIEN). — *La Foi des Ancêtres*, in-4°, 1930. Soc. d'Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales.
- CATAT (Paul). — *L'activité bancaire à Madagascar*, in-8°, Thèse pour le doctorat, 1928.
- CHÉRIER. — *Législation concernant le travail indigène*, Thèse pour le doctorat, 1932.
- DANDOUAU. — *Manuel de Géographie de Madagascar*, in-8°, 1931, chez Larose.
- GALLIÉNI. — *Lettres de Madagascar (1896-1905)*.
- GAYET (Georges). — *La circulation monétaire et le crédit*, in-8°, 1923, chez H. Vadon et Trédos (Aix-en-Provence).

- GENER (Antoine). — *L'élevage du gros bétail à Madagascar*, in-8°, 1927. Imprimerie de l'Algérie. (Alger).
- GRANDIDIER (Guillaume). — *Ethnographie de Madagascar*, in-folio, 1929. — *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar*, in-folio, 1932. Soc. d'Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales.
- HIxE. — *La Crise de Madagascar*, in-8°, 1903.
- G.-H. JULIEN. — *Pages arabico-madécasses*, in-4°, 1929. Soc. d'Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales.
- G.-H. JULIEN. — *Lois et coutumes malgaches, instructions aux Sakaizambohitra. Règlements des Gouverneurs de l'Imérina*, in-8°, 1932.
- LYAUTEY. — *Paroles d'action*, 1927, in-8°. Librairie Armand Colin.
- MAUNIER (René). — *Sociologie coloniale*, in-8°. Editions Domat-Montchrestien, 1932.
- MEGGLE (Armand). — *Madagascar et dépendances*, in-8°, 1931. Société Française d'Editions.
- MILLE (Pierre). — *Madagascar*, in-4°, 1930. Edition des « Horizons de France ».
- MONDAIN. — *Rafaravavy Marie (1808-1848)*, in-8°, 1929. Soc. des Missions Evangéliques.
- PELLETIER (Gaston). — *Madagascar à l'Exposition Coloniale*, in-folio, 1932, chez André Tournon.
- PERRIER DE LA BATHIE. — *Collection des Bulletins de l'Académie Malgache*.
- TRUITARD. — *Madagascar et les intérêts français*, in-8°, 1912.

Volumes publiés par le Gouvernement Général

- Journal Officiel de Madagascar.*
Bulletin Economique Mensuel.
Statistiques du Commerce et de la Navigation (trimestrielles).
La Revue de Madagascar (trimestrielle).
Madagascar, in-8°, 1933.
L'Industrie des Mines à Madagascar (1930).
L'Agriculture à Madagascar, par M. Delpon, in-4°, 1930.
L'attribution des terres à Madagascar (1931).
Délibérations des délégations économiques et financières.
Budgets.

Journaux et périodiques

- La Quinzaine Coloniale* (organe de l'Union Coloniale).
La Presse Coloniale (organe de M. Boussenot, délégué de la Côte Ouest au Conseil Supérieur des Colonies).
Le Courrier Colonial (organe du colonel Murry, Délégué des Comores au Conseil Supérieur des Colonies).
L'Economiste Européen et son supplément colonial mensuel.

- La Dépêche coloniale.*
Le Trait-d'Union (publié à Tananarive sous la direction de
M. Jean Donon).
Le Monde Colonial illustré.
Bulletin de l'Afrique Française.
L'Exportateur Français.
Mines et Carrières (n^{os} de juillet et août 1933, articles de M.
Sauffrignon, sur le Graphite).
Science et Industrie (édition spéciale de 1932).
Annuaire des Entreprises Coloniales (publié par l'U. C. F.).
Statuts et bilans des principales Sociétés malgaches.

TABIE DES MATIERES

171	INTRODUCTION
165	CONCLUSION
136	CHAPITRE III. — Les mesures de défense. Le Crédit agricole — Les Crédits à moyen terme — Protection des Produits — Les Primes — Réduction des prix de revient. — Standardisation — Grands Travaux — Améliorément de la production.
79	CHAPITRE II. — Étude Statistique. Les données des cours sur les différents élé- ments de l'économie agricole : a) Les produits et les produits brutaux, c'est-à-dire, les produits, mais sans les frais de transport, vendus au consommateur. b) Les produits et les produits brutaux, c'est-à-dire, les produits, mais sans les frais de transport, vendus au consommateur. c) Les produits et les produits brutaux, c'est-à-dire, les produits, mais sans les frais de transport, vendus au consommateur.
45	CHAPITRE IV. — L'activité économique. Les données des cours sur les différents élé- ments de l'économie agricole : a) Les produits et les produits brutaux, c'est-à-dire, les produits, mais sans les frais de transport, vendus au consommateur. b) Les produits et les produits brutaux, c'est-à-dire, les produits, mais sans les frais de transport, vendus au consommateur. c) Les produits et les produits brutaux, c'est-à-dire, les produits, mais sans les frais de transport, vendus au consommateur.
35	CHAPITRE III. — Les Produits du sol. a) Agriculture — Arbres — Les Forêts. b) Les Produits du sous-sol.
19	CHAPITRE II. — Les Produits du sol. a) Agriculture — Arbres — Les Forêts. b) Les Produits du sous-sol.
17	CHAPITRE I. — Les Produits du sol. a) Agriculture — Arbres — Les Forêts. b) Les Produits du sous-sol.
17	CHAPITRE I. — Les Produits du sol. a) Agriculture — Arbres — Les Forêts. b) Les Produits du sous-sol.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Madagascar avant la crise

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Grande Ile</i>	9
Les Climats. — Les Populations.	
CHAPITRE II. — <i>Les Produits du Sol</i>	19
L'Agriculture. — L'Elevage. — Les Forêts.	
CHAPITRE III. — <i>Les Produits du sous-sol</i>	35
CHAPITRE IV. — <i>L'activité économique</i>	45
Le Commerce. — L'Industrie. — Les Banques.	
CHAPITRE V. — <i>Les préoccupations gouvernementales</i>	61
Sociales, économiques, financières.	

DEUXIÈME PARTIE

La Crise

CHAPITRE PREMIER. — <i>Evolution de la Crise</i>	79
La Surprise. — La Lutte. — La Reprise.	
CHAPITRE II. — <i>Etude Statistique</i>	91
Répercussion des cours sur les différents éléments de l'économie malgache :	
a) Le commerce extérieur;	
b) L'écoulement des produits :	
Vanille, café, girofle, riz, manioc, maïs, pois du Cap, raphia, viandes et peaux, sucres, tabacs.	
Produits miniers :	
c) Les Sociétés;	
d) Les Banques;	
e) La circulation fiduciaire;	
f) La Situation budgétaire.	
CHAPITRE III. — <i>Les mesures de défense</i>	136
Le Crédit agricole. — Les Crédits à moyen terme. — Protection des Produits. — Les Primes. — Réduction des prix de revient. — Standardisation. — Grands Travaux. — Ecoulement de la production.	
CONCLUSION	165
BIBLIOGRAPHIE	171

